



Assemblée générale

Soixante-quatorzième session

9^e séance plénière

Vendredi 27 septembre 2019, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Muhammad-Bande (Nigéria)

En l'absence du Président, M. García Moritán (Argentine), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 9 h 5.

Allocution de M. Paramasivum Pillay Vyapoory, Président de la République de Maurice

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Maurice.

M. Paramasivum Pillay Vyapoory, Président de la République de Maurice, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Paramasivum Pillay Vyapoory, Président de la République de Maurice, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Vyapoory (parle en anglais) :
C'est une source de grande fierté pour l'Afrique de voir M. Tijjani Muhammad-Bande présider l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Nous lui souhaitons un mandat couronné de succès et l'assurons du plein appui de Maurice dans la conduite des travaux de l'Assemblée. Nous félicitons également le Secrétaire général António Guterres et la Présidente sortante de l'Assemblée générale, M^{me} María Fernanda Espinosa

Garcés, de leur leadership, de leurs efforts et de leur dévouement au cours de l'année écoulée.

Nous nous félicitons de la pertinence du thème choisi pour la session de cette année : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». Il s'agit en effet d'une année cruciale pour le développement durable et l'action climatique. Les changements climatiques continuent de perturber les économies nationales et d'affecter des vies; la croissance économique est lente et inégale; les inégalités de revenus augmentent; parvenir à offrir une éducation de qualité est toujours hors de notre portée; et l'aide publique au développement ainsi que l'aide humanitaire en faveur de ceux qui en ont le plus besoin, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement (PEID), sont en baisse. Aucun progrès notable n'a été réalisé en matière de consolidation de la paix, de justice ou de renforcement des institutions.

Pour aggraver une situation déjà préoccupante, de nouveaux problèmes – comme les nouveaux conflits, les tensions croissantes entre les grandes puissances mondiales, la montée de l'extrémisme, la crise des migrants et des réfugiés, et le revers des progrès technologiques – compromettent un peu plus notre capacité à tenir nos engagements et à réaliser des avancées sensibles dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les effets dévastateurs du cyclone Ildai en Afrique australe et de l'ouragan Dorian aux

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

19-29462(F)



Document adapté

Merci de recycler



Bahamas, la désolation laissée par les incendies de forêt en Californie, la chaleur accablante des mois les plus chauds enregistrée récemment sur tous les continents, et la récente fonte de la calotte glaciaire au Groenland laissent entrevoir un avenir extrêmement périlleux et désolant pour notre planète.

Bien que les populations pauvres et vulnérables soient les plus durement touchées, aucun pays n'est à l'abri de la dévastation et des ravages que la hausse des températures et le réchauffement de la planète causent dans la vie et les moyens de subsistance des communautés. Plusieurs millions de personnes risquent déjà d'être précipitées dans la pauvreté en conséquence directe des changements climatiques d'ici à 2030. Dans son dernier rapport, *Global Warming of 1.5 °C* (Un réchauffement planétaire de 1,5 °C), le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat nous dresse un tableau apocalyptique qui nous oblige à agir maintenant. Les manifestations de jeunes à travers le monde la semaine dernière, qui appellent à une action immédiate, ne doivent pas tomber dans l'oreille d'un sourd. Nous devons renouveler et renforcer notre engagement à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. Pour ce faire, nous devons accroître considérablement les ressources financières et respecter les engagements de l'Accord de Paris.

À Maurice, le Gouvernement s'est engagé dans le développement de transports à faible émission de carbone et lancera bientôt un système ferroviaire léger, en plus de mettre en œuvre un vaste programme d'écologisation pour renforcer notre capacité de puits de carbone. Nous avons également l'intention de doubler notre consommation d'énergie renouvelable d'ici à 2030.

Les PEID sont particulièrement menacés par l'intensification dangereuse des effets des changements climatiques. L'examen à mi-parcours des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientation de Samoa) a clairement démontré que leur mise en œuvre se heurte à des obstacles similaires à ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont les plus importants sont le financement et les moyens d'exécution.

Des partenariats mieux adaptés et mieux ciblés sont essentiels pour s'attaquer aux problèmes spécifiques auxquels les PEID sont confrontés pour obtenir des résultats concrets et mesurables. Les PEID comme Maurice, qui, grâce à leurs propres efforts ont atteint le statut de pays à revenu intermédiaire, se heurtent maintenant confrontés à de nouvelles difficultés pour

accéder à des prêts ou des subventions à des conditions avantageuses. Pire encore, les efforts visant à diversifier notre économie et à améliorer notre compétitivité à l'international dans des domaines tels que les services financiers se heurtent souvent à des règles du jeu inégales qui entraînent des classifications arbitraires, bien que nous respectons strictement les règles et normes internationales. Si nous ne réglons pas ces problèmes dès maintenant, les pays comme Maurice verront sans surprise le piège des pays à revenu intermédiaire se refermer sur eux.

Au-delà de la bonne volonté et des expressions de soutien, il faut des mesures ciblées pour atteindre les objectifs fixés dans le Programme 2030 afin de garantir l'inclusion et des opportunités pour tous pour que personne ne soit laissé de côté. Malgré ses limites, Maurice est en bonne voie d'atteindre la plupart des objectifs du Programme 2030, en particulier en ce qui concerne l'élimination de la pauvreté, l'égalité des sexes et une éducation de qualité.

L'exclusion sous toutes ses formes entrave le développement et place souvent les pays sur des voies de développement non viables, marquées par l'instabilité sociale et économique. La croissance économique mondiale est inégale et ne parvient souvent pas jusqu'aux régions qui en ont le plus besoin, ce qui masque la dure réalité de l'aggravation des inégalités au sein des États et entre eux. Nous devons nous attaquer d'urgence à ces problèmes pour faire reculer le sentiment d'une répartition inéquitable des bienfaits économiques. Nous devons créer des conditions de concurrence équitables par-delà les frontières. Les pays développés tout comme les pays en développement doivent s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les États, telles que la dynamique des flux financiers entre eux, leurs divers degrés d'exposition aux changements climatiques et la manière très inégale dont ils peuvent tirer parti de la technologie.

La santé de nos océans continue de se détériorer à un rythme alarmant. Les progrès en faveur de la conservation des océans du monde sont encore trop lents. L'acidification des océans et la pêche non durable continuent de représenter des menaces majeures pour les océans et les ressources marines. Maurice est déterminée à apporter sa contribution en interdisant les plastiques et en appliquant des politiques de pêche durable et d'autres mesures connexes. Nous sommes également fortement attachés au processus d'élaboration d'un instrument international juridiquement

contraignant portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale.

La piraterie, la contrebande de drogue, le trafic d'êtres humains, la pollution marine et le pillage des ressources marines demeurent des sujets de grave préoccupation dans notre région de l'océan Indien. Ces menaces ont atteint des proportions alarmantes et, si on n'y prend garde, vont poser de sérieux risques pour la sécurité de la stabilité de la région et au-delà. En sa qualité de Présidente de la Commission de l'océan Indien, Maurice a convoqué ces deux dernières années des réunions ministérielles pour réfléchir aux moyens de contrer collectivement les menaces maritimes qui se multiplient dans la région. Cette année, nous avons également accueilli la réunion du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes, qui est en première ligne de la lutte contre la piraterie dans l'océan Indien. La sécurité maritime dans l'océan Indien occidental n'est pas seulement un défi régional, elle a aussi des ramifications beaucoup plus vastes qui exigent un engagement national et régional, avec l'appui de la communauté internationale. Maurice continue de collaborer avec les pays de la région et la communauté internationale à cet égard.

Lutter contre le radicalisme, l'extrémisme violent et le terrorisme par des contre-discours efficaces exige une coopération et une bonne coordination entre tous les États Membres. Seul le multilatéralisme peut le permettre. L'interdépendance entre la lutte contre le terrorisme et la promotion du développement durable est de plus en plus reconnue. Le terrorisme et l'extrémisme se nourrissent des doléances et exploitent les problèmes de développement, tels que l'inégalité, la pauvreté et la marginalisation. En construisant des sociétés résilientes et inclusives, nous pouvons faire barrage aux idéologies terroristes et à ceux qui les épousent. L'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme a un rôle extrêmement important à jouer en fournissant une assistance technique et en renforçant les capacités des États Membres de prévenir et combattre le terrorisme.

La sécurité internationale n'a jamais été aussi fragile depuis la fin de la guerre froide. Le risque de conflit violent est palpable dans un contexte de tensions croissantes dans de nombreuses régions, en particulier au Moyen-Orient. L'escalade des tensions sur les questions économiques et commerciales, le retrait des traités internationaux, l'armement de l'espace et du cyberspace et la prolifération des armes ont accentué

un peu plus les risques pour la sécurité mondiale. Ce nouvel état des lieux remet en cause la capacité du monde à trouver des solutions globales aux problèmes au moment même où le monde a le plus besoin d'unité et d'action collective.

Notre continent, l'Afrique, a fait des progrès considérables dans les domaines de la gouvernance, de la paix et de la sécurité, qui sont des conditions préalables au développement durable. Une Afrique pacifique et sûre est fondamentale pour un monde pacifique et sûr. Le lancement en juillet de la Zone de libre-échange continentale africaine a représenté une étape majeure dans la concrétisation de la vision d'une Afrique intégrée, prospère et axée sur l'être humain. Le succès de ce projet ne peut être garanti que si on s'attaque aux causes des conflits dans la région. Nous appelons donc la communauté internationale à intensifier ses efforts à cet égard.

Le processus de paix israélo-palestinien est dans une impasse totale. Les chances de réaliser les aspirations légitimes des Palestiniens à la souveraineté et au statut d'État s'éloignent de plus en plus. La souffrance du peuple palestinien est exacerbée un peu plus par l'expansion des colonies, la démolition de maisons palestiniennes, la fermeture de points de passage clés et la diminution de l'aide humanitaire. Pourtant, abandonner l'espoir d'un règlement de ce conflit prolongé ne doit jamais devenir une option. Un avenir pacifique pour le Moyen-Orient repose sur la solution des deux États. Nous appelons l'ONU et les autres acteurs principaux à accentuer leurs efforts en faveur d'une solution des deux États négociée, juste, globale et durable.

Nous accueillons avec satisfaction les progrès accomplis dans le cadre des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, qui jettent les bases de l'accomplissement de ce mandat. Nous appelons à redoubler d'efforts dans le cadre des négociations intergouvernementales pour promouvoir la réforme du Conseil de sécurité et faire en sorte qu'il soit plus représentatif et qu'il reflète les réalités de notre époque.

L'Assemblée générale a toujours joué un rôle central dans la décolonisation. Il est tout à l'honneur de l'Assemblée générale qu'un grand nombre de colonies aient obtenu leur indépendance grâce à la poursuite de son action. Pourtant, ce travail n'est malheureusement pas terminé. Il reste des vestiges de la colonisation qui doivent disparaître.

Maurice en est un exemple, elle qui a subi une excision illégale de son territoire avant son indépendance en 1968. Dans l'avis consultatif (A/73/773) qu'elle a rendu après que l'Assemblée générale en ait fait la demande dans sa résolution 71/292, la Cour internationale de Justice a déterminé que l'archipel des Chagos faisait partie intégrante de Maurice au moment de son détachement et qu'en raison de cette excision illégale, le processus de décolonisation de Maurice n'avait pas été validement mené à bien au moment de son indépendance. La Cour a également conclu que l'administration de l'archipel des Chagos par le Royaume-Uni représentait un fait illicite à caractère continu et devait prendre fin dans les plus brefs délais.

L'Assemblée générale a promptement adopté la résolution 73/295 le 22 mai dernier à une majorité écrasante. Celle-ci donne un effet pratique à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et exige du Royaume-Uni qu'il procède au retrait de son administration coloniale de l'archipel des Chagos de manière inconditionnelle dans un délai maximum de six mois. Cette résolution reconnaît également le droit au retour des anciens habitants de l'archipel des Chagos, qui ont été expulsés de force par le Royaume-Uni, un point auquel Maurice est très attachée.

Nous espérons donc, compte tenu de son attachement à l'état de droit et de son respect pour la Cour internationale de Justice et l'ONU, que le Royaume-Uni respectera les conclusions de l'avis consultatif et retirera son administration de l'archipel des Chagos de manière inconditionnelle d'ici au 22 novembre, comme l'a demandé l'Assemblée générale. Nous attendons également avec intérêt le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre globale de la résolution 73/295.

Maurice est profondément reconnaissante envers tous les États Membres de leur appui massif à cette résolution. Cela témoigne de la grande importance que les États Membres attachent à la nécessité de mener à bien la décolonisation de Maurice ainsi que de leur respect pour les institutions internationales, notamment la Cour internationale de Justice, et pour la primauté du droit dans le cadre des relations internationales. Nous comptons sur les États Membres pour maintenir leur appui et leur coopération avec l'ONU afin que notre décolonisation puisse être rapidement menée à bien et qu'un programme de réinstallation de ressortissants mauriciens dans l'archipel des Chagos, en particulier les citoyens d'origine chagossienne, puisse être mis en œuvre par Maurice.

En ce qui concerne l'île Tromelin, qui fait également partie intégrante du territoire de Maurice, nous appelons au prompt règlement du différend relatif à cette île, dans l'esprit d'amitié qui a toujours caractérisé les relations entre Maurice et la France.

Nous vivons dans un environnement extrêmement complexe. Les problèmes auxquels l'humanité est confrontée exigent de renforcer la collaboration, la coordination et l'engagement. Un système multilatéral fondée sur les principes et efficace offre une plateforme unique pour lutter contre les problèmes mondiaux et locaux qui semblent croître en échelle et en complexité. La célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU l'année prochaine doit être l'occasion pour nous de réaffirmer notre ferme attachement aux idéaux de l'ONU et aux principes d'égalité souveraine, de respect de l'intégrité territoriale des États et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États Membres consacrés par la Charte des Nations Unies.

Pour terminer, je tiens à souligner que nous avons tous un rôle à jouer. Jeunes, femmes, secteur privé, société civile, pays développés ou en développement, nous devons tous nous rassembler pour régler nos préoccupations communes.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Maurice de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Paramasivum Pillay Vyapoory, Président de la République de Maurice, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Débat général

Allocution du M. Muhammad Jusuf Kalla, Vice-Président de la République d'Indonésie

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Vice-Président de la République d'Indonésie.

M. Muhammad Jusuf Kalla, Vice-Président de la République d'Indonésie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Muhammad Jusuf Kalla, Vice-Président de la République d'Indonésie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Kalla (Indonésie) (*parle en indonésien; interprétation en anglais fournie par la délégation*) : Je tiens à féliciter l'Ambassadeur Tijjani Muhammad-Bande de son élection au poste de Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. L'Indonésie est pleinement disposée à contribuer à la réussite de l'Assemblée générale à la présente session. Je tiens également à remercier M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, qui a présidé et dirigé la soixante-treizième session.

À cette occasion, je voudrais aborder cinq points.

Premièrement, je tiens à souligner l'importance du multilatéralisme, ce qui est étroitement lié au thème de la session de cette année. L'ONU est le fruit du multilatéralisme. Le succès de la mission de l'ONU dépendra de la manière dont l'Organisation pourra renforcer le multilatéralisme pour parvenir à la paix et à la prospérité mondiales. Nous vivons dans un monde où les défis sont de plus en plus complexes et graves. Dans les moments comme celui-ci, nous devons tous nous unir et faire bloc pour renforcer le multilatéralisme. Aucun pays, petit ou grand, ne peut à lui seul relever ces défis.

Pour cela, nous devons œuvrer de concert. Nous devons partager nos responsabilités. Tels sont le sens profond et l'essence du multilatéralisme. Pendant plus de sept décennies, le multilatéralisme nous a sauvés de la tragédie d'une guerre mondiale. Il a également apporté au monde une prospérité économique et des progrès technologiques sans précédent. L'Indonésie est convaincue que le monde deviendra plus stable, plus pacifique et plus prospère si nous défendons les valeurs du multilatéralisme. L'Indonésie estime également que ce n'est qu'en renforçant le multilatéralisme que l'ONU pourra s'acquitter de son obligation de maintenir la paix et la sécurité mondiales, de garantir le développement et de protéger les droits fondamentaux de tous.

Deuxièmement, je tiens à souligner l'importance du maintien de la paix dans le monde. Il y a 74 ans, nous avons convenu de créer l'ONU car nous voulions instaurer une paix mondiale. Je voudrais citer le début du Préambule de la Charte des Nations Unies :

« [...] à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ».

Les guerres et les conflits ont toujours fait le malheur de l'humanité, en particulier des femmes et des enfants. Les guerres et les conflits ont réduit à néant des années de développement, détruit les infrastructures et

perturbé l'activité économique, l'éducation et la prestation des soins de santé. En somme, les guerres et les conflits détruiront notre espoir d'atteindre tous les objectifs de développement durable.

Nous sommes tous préoccupés par les guerres et les conflits qui font rage dans le monde. Des guerres et conflits anciens ne sont toujours pas réglés, tandis que de nouveaux conflits éclatent, notamment au Moyen-Orient. Les attaques qui ont détruit des installations et des infrastructures civiles au Moyen-Orient menacent non seulement la paix et la stabilité dans la région, mais aussi l'espoir et l'avenir des communautés touchées, en particulier les femmes et les enfants. La paix au Moyen-Orient ne sera possible que si nous réglons la question de la Palestine. Nous ne renoncerons pas à un règlement du conflit fondé sur la solution des deux États. La communauté internationale doit s'unir pour trouver une solution. Par ailleurs, j'appelle de mes vœux la création d'une Palestine unie. L'unité est la base de la lutte palestinienne. Sans unité, nous ne ferons que gaspiller notre énergie et nous ne sortirons jamais vainqueurs de cette lutte.

Lorsque nous parlons de la paix, il nous faut être reconnaissants envers les soldats de la paix. L'Indonésie accorde beaucoup d'attention à ses forces de maintien de la paix. Elle a notamment concrétisé cet engagement en devenant l'un des principaux fournisseurs de contingents aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Les défis auxquels sont confrontés les soldats de la paix deviennent de plus en plus complexes. Ils doivent donc être bien préparés pour pouvoir s'acquitter dûment de leur tâche. Il faut mieux préparer les soldats de la paix au déploiement, notamment en veillant à ce qu'ils maîtrisent les compétences de base.

Il faut également renforcer la présence des soldates de la paix. C'est pourquoi l'Indonésie appuie les efforts visant à accroître la participation des femmes aux forces de maintien de la paix. Elle apporte aussi son concours à la question des femmes et de la paix et la sécurité. Cette année, pour la première fois, l'Indonésie a organisé une formation régionale sur les femmes et la paix et la sécurité pour renforcer le rôle des femmes dans le processus de paix et de médiation. Les femmes sont des agents de paix. De plus, l'Indonésie s'emploie activement à renforcer les capacités des femmes, notamment les réfugiées en Palestine et en Afghanistan.

Troisièmement, je tiens à souligner l'importance de renforcer le régionalisme et le régionalisme durable. La stabilité, la paix et la prospérité des régions sont

les fondements de la paix mondiale. Nous devons donc renforcer nos institutions régionales. Depuis plus de cinq décennies, l'Indonésie, de concert avec d'autres pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), cultive une culture de dialogue, de coopération et de règlement pacifique des différends en Asie du Sud-Est. Nous souhaitons enrichir et diffuser cette culture, notamment dans la région indo-pacifique. L'ASEAN souhaite que la région indo-pacifique soit stable, pacifique et prospère. Dans ce contexte, les dirigeants de l'ASEAN ont adopté en juin un document intitulé « Outlook on the Indo-Pacific » (Orientations de l'ASEAN sur la région indo-pacifique). Ces orientations aideront l'Association à renforcer sa coopération avec les pays de la région indo-pacifique.

Quatrièmement, je tiens à souligner l'importance de travailler ensemble pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Nous ne pourrons pas pérenniser la paix que nous avons durement obtenue si nous ne renforçons pas le développement mondial. Il ne nous reste plus que 11 ans pour réaliser les objectifs de développement durable. Bien que nous ayons progressé sur certains objectifs, nous avons encore beaucoup de travail à faire. De nombreux pays ont des capacités limitées pour atteindre les objectifs de développement durable, par exemple dans des domaines tels que l'éducation, la santé et l'autonomisation des femmes. Les partenariats mondiaux doivent donc être renforcés.

L'Indonésie ne ménage aucun effort pour atteindre les objectifs de développement durable. L'accès à l'éducation et aux soins de santé universels continue d'être élargi, en particulier pour les personnes touchées par la pauvreté. Le développement des infrastructures dans les zones rurales et suburbaines s'est accru. Nous devons nous ranger du côté des personnes frappées par la pauvreté et des personnes les moins favorisées. Heureusement, des signes d'amélioration sont visibles. L'année dernière, par exemple, le taux de pauvreté a été réduit à un seul chiffre pour la première fois dans l'histoire indonésienne. Les inégalités ont également diminué : l'indice de Gini, un indicateur qui mesure les inégalités de revenus, est passé de 0,414 à seulement 0,384. Au total, 223 millions d'Indonésiens ont accès à l'assurance maladie nationale et environ 18 millions d'enfants en âge d'être scolarisés reçoivent une aide financière.

L'Indonésie ne travaille pas seulement dans son intérêt. En parallèle, elle continue de consolider ses partenariats en faveur du développement avec des pays

amis, notamment en Asie et en Afrique. Cette année, elle a organisé deux événements visant à renforcer ses partenariats en faveur du développement avec la région du Pacifique : le Forum Indonésie-Pacifique Sud, à Jakarta, et l'Exposition du Pacifique, à Auckland. Ces événements ont marqué le début d'une ère nouvelle de partenariat de l'Indonésie avec les pays du Pacifique, que nous appelons « élévation du Pacifique ». À l'avenir, le partenariat entre l'Indonésie et le Pacifique sera plus stratégique et structuré.

L'Indonésie renforce également son partenariat de développement avec l'Afrique. Après avoir organisé le Forum Indonésie-Afrique l'année dernière, elle se concentre cette année sur la coopération en matière d'infrastructures dans le cadre du dialogue Indonésie-Afrique sur les infrastructures. Avec les différents défis auxquels ils sont confrontés et les différentes caractéristiques qui sont les leurs, l'Indonésie est prête à aller de l'avant et à croître avec les pays amis du Pacifique et de l'Afrique.

Le cinquième et dernier point que je voudrais soulever est l'importance du respect de la Charte des Nations Unies. Les principes et les valeurs consacrés par la Charte doivent être respectés par tous les pays. À l'occasion du soixante-quatrième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, l'Indonésie est préoccupée par le fait que de nombreux engagements énoncés dans la Charte ne sont toujours pas mis en œuvre, voire sont violés par les États Membres. Je citerais en exemple l'engagement à respecter la souveraineté des autres pays. Le respect de la souveraineté en est l'engagement le plus fondamental et constitue le principe essentiel qui sous-tend les relations entre pays. Cet engagement doit être respecté. Je le répète : il doit être respecté. La position de l'Indonésie en matière de politique étrangère est claire : l'Indonésie respectera toujours la souveraineté des autres pays. Dans le même temps, elle attend des autres pays qu'ils respectent sa souveraineté et son intégrité territoriale. Les relations entre pays doivent être fondées sur le respect mutuel.

Enfin, je souhaite présenter en cette occasion la candidature de l'Indonésie au Conseil des droits de l'homme pour la période 2020-2022. En tant que l'un des pays fondateurs du Conseil des droits de l'homme, l'Indonésie est très attachée à la promotion des droits de la personne par le dialogue et la coopération internationale. Elle s'emploie à renforcer les mécanismes des droits de l'homme de l'ASEAN par l'intermédiaire de la Commission intergouvernementale des droits

de l'homme de l'ASEAN. Elle s'attache également à encourager au sein de l'Organisation de la coopération islamique le renforcement de la Commission permanente indépendante des droits de l'homme. En se faisant le champion de la devise « un véritable partenaire pour la démocratie, le développement et la justice sociale », l'Indonésie entend être un véritable partenaire dans la promotion et la protection des droits de l'homme pour tous.

Pour terminer, je voudrais souligner une fois encore que l'attachement aux valeurs du multilatéralisme est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. L'Indonésie est fermement convaincue que de nombreux pays partagent toujours cette conviction. Construisons une coalition mondiale à l'appui du multilatéralisme pour un monde plus pacifique, plus stable et plus prospère! L'Indonésie est prête à se joindre à une telle coalition et à y jouer un rôle de chef de file. Je voudrais à cet égard citer un proverbe africain très connu : « Si tu veux aller vite, marche seul, mais si tu veux aller loin, marchons ensemble. »

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Vice-Président de la République d'Indonésie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Muhammad Jusuf Kalla, Vice-Président de la République d'Indonésie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Thomas Motsoahae Thabane, Premier Ministre du Royaume du Lesotho

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume du Lesotho.

M. Thomas Motsoahae Thabane, Premier Ministre du Royaume du Lesotho, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :

J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Thomas Motsoahae Thabane, Premier Ministre du Royaume du Lesotho, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Thabane (Lesotho) (*parle en anglais*) : À l'entame de mon propos, je tiens à adresser mes sincères félicitations à M. Tijjani Muhammad-Bande pour son élection bien méritée à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Je l'assure du plein appui et de l'entière coopération de ma délégation pendant son mandat.

Il y a 70 ans, alors que le spectre de l'extinction planait sur le monde, des hommes et des femmes éclairés de 50 pays, représentant tous les continents du monde, ont apposé leur signature à la Charte des Nations Unies, fermement déterminés à sauver le monde de la folie des dirigeants de l'époque. Ces personnes visionnaires envisageaient un monde de paix, de justice et de relations équitables entre les nations. Elles rêvaient d'un monde placé sous le signe de la liberté, du développement socio-économique, du respect des droits de l'homme et du droit international.

Aujourd'hui, nous pouvons tous témoigner des progrès accomplis par l'ONU dans la poursuite de ces objectifs. De fait, le Secrétaire général, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation dans le contexte international actuel, rend bien compte des progrès réalisés à ce jour par l'ONU lorsqu'il déclare

« Qu'il s'agisse de faire sortir des millions de personnes de la pauvreté, de défendre le respect des droits de la personne ou d'aider à instaurer la paix dans les régions secouées par des crises, l'Organisation a permis à l'humanité de faire d'immenses progrès dans de multiples domaines, grâce à son système de valeurs fondé sur la coopération internationale» (A/74/I, par. 1).

Malgré les réalisations louables de l'Organisation bien-aimée, des défis restent à relever pour assurer à l'humanité un avenir brillant, prospère, digne et sûr. Le paysage politique international voit resurgir des velléités d'hégémonisme et d'unipolarité. Les changements climatiques, le problème des réfugiés et des migrations, les conflits armés et la violence, les déplacements internes, le non-respect des droits de l'homme, le terrorisme et nombre d'autres défis continuent de dépasser nos frontières. C'est dans ce contexte que nous saluons la pertinence de notre thème pour ce débat général, à savoir « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ».

En l'espace d'une semaine, nous avons tenu quatre sommets visant à aborder les questions les plus pertinentes dans le contexte international actuel, notamment les changements climatiques, la couverture sanitaire universelle, le développement durable et le financement du développement. Les expériences que nous avons partagées à l'occasion de ces sommets et les idées que nous avons échangées doivent nous inciter à adopter des politiques et à mettre en place des mesures

qui répondent aux besoins de nos populations dans nos pays respectifs.

En ce qui concerne les objectifs de développement durable, le Lesotho a démontré son engagement à les réaliser en les traduisant en termes opérationnels dans son deuxième plan national stratégique de développement pour la période 2019-2023, récemment adopté. Ce deuxième plan national de développement met également l'accent sur la nécessité d'œuvrer à une croissance durable et inclusive et de créer des emplois décents, car c'est là le moyen le plus efficace de réduire la pauvreté. Dans ce contexte, le Gouvernement a récemment lancé un sommet sur l'emploi et l'investissement afin d'encourager l'investissement privé et de créer de nouvelles possibilités d'emploi pour plus de 30 000 Basotho, en accordant une attention particulière aux jeunes, aux femmes, aux personnes handicapées et autres groupes vulnérables.

Il convient également de rappeler que le Lesotho fait partie des 47 pays qui ont présenté un examen national volontaire au forum politique de haut niveau pour le développement durable. Dans le cadre de notre examen national volontaire, nous avons constaté que pour être efficace, la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 exige de mettre en œuvre des programmes prioritaires portant sur les objectifs de développement durable qui ont un effet conjugué sur le chômage et la réduction de la pauvreté sous tous leurs aspects. En outre, nous attachons de l'importance à une approche sans exclusive et à la participation de tous les citoyens à la mise en œuvre du Programme 2030.

Nous sommes également conscients de la nécessité d'une éducation de qualité qui réponde pleinement aux besoins de notre pays. À cet égard, le Gouvernement du Lesotho est en train de prendre des mesures pour améliorer la qualité de l'éducation de base en vue de fournir aux Basotho une base solide pour le développement des compétences et de renforcer leur capacité de participer de façon plus productive à la vie économique.

Nous devons toutefois souligner que nous ne pourrions pas atteindre les objectifs de développement durable si les pays les moins avancés ne reçoivent pas l'aide nécessaire. Les engagements pris à cet égard doivent être honorés. Nous devons prendre des mesures concertées durant les 10 années qui restent afin de promouvoir des partenariats plus solides aux niveaux national, régional et bien entendu, mondial, et veiller à ce que personne ne soit laissé de côté alors que nous guidons nos pays vers le cap 2030. La coopération

avec les partenaires de développement, les institutions financières et le secteur privé, entre autres acteurs, est essentielle.

S'agissant des changements climatiques, le Lesotho est conscient de son extrême vulnérabilité face aux défis auxquels il est confronté du fait de son emplacement, de sa taille et de sa topographie. C'est pourquoi notre gouvernement s'est engagé à renforcer la résilience aux effets des changements climatiques en réduisant de 10 % les émissions de gaz à effet de serre au moyen de ressources nationales, et de 25 % en utilisant des ressources externes d'ici à 2030. Dans le même temps, nous appelons à l'appui de la communauté internationale dans le cadre de nos efforts d'adaptation, sous forme de renforcement de capacités et d'apport de ressources adéquates, conformément aux engagements pris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Nous voudrions en outre appeler les États Membres à ratifier l'Accord de Paris et à s'acquitter des obligations qui en découlent. Dans le même ordre d'idées, nous exhortons ceux qui envisagent de se retirer de l'Accord de Paris de ne pas le faire afin de préserver, en ce moment décisif, les acquis engrangés grâce à notre action collective. Le moment est venu pour tous les pays — développés ou en développement, riches ou pauvres — d'œuvrer de concert et de mener une action climatique ambitieuse pour sauver notre Terre nourricière.

En fait, nous manquerions à notre devoir si nous ne félicitons pas le Secrétaire général de ses efforts constants pour aller au-delà des déclarations et agir. Tout particulièrement, nous le félicitons d'avoir associé les jeunes au débat mondial sur les initiatives climatiques. Je suis fermement convaincu que l'intégration des jeunes dans ces initiatives est un pas dans la bonne direction, qui leur permettra de jouer un rôle de chef de file dans l'action climatique, car c'est leur génération qui en subira les conséquences à long terme.

Dans mon allocution devant l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session (voir A/73/PV.13), j'ai souligné que nous ne pourrions pas parvenir à la paix, à la sécurité et au développement socioéconomique si nos pays ne mettent pas en œuvre les réformes juridiques et institutionnelles nécessaires. Nous devons nous débarrasser des lois et des institutions archaïques héritées de nos maîtres coloniaux, qui sont trop éloignées des réalités du XXI^e siècle. Notre processus de réforme national

au Lesotho est sur le point d'aboutir. Nous achèverons le processus de dialogue national sur « le Lesotho que nous voulons » le mois prochain. En outre, le Parlement achèvera bientôt le processus de promulgation de lois et de création d'un bureau national des réformes, qui sera investi de l'autorité nécessaire pour mener à bien les réformes.

Sans l'appui précieux de la Communauté de développement de l'Afrique australe, de la Commission de consolidation de la paix et de l'Union européenne, les progrès que nous avons accomplis à ce jour n'auraient pas été possibles. Nous sommes éternellement reconnaissants à ces partenaires. Nous sommes confiants qu'ils continueront de nous accompagner dans ces efforts, y compris durant la phase de mise en œuvre. La réalisation de l'objectif consistant à mettre en place des institutions transparentes, efficaces, responsables et exemptes de corruption, et à adopter des lois justes qui tiennent compte des besoins de notre peuple, est à portée de main. Nous espérons que d'autres s'inspireront de notre expérience pour entreprendre des réformes juridiques et institutionnelles afin de trouver des solutions durables à leurs problèmes.

Les menaces à la paix et à la sécurité internationales persistent, alors que des conflits continuent d'éclater dans différentes régions du monde, mettant à rude épreuve les capacités des mécanismes internationaux de règlement des conflits. Le Lesotho souligne qu'il est impératif de donner la priorité à des mesures coordonnées, soutenues et inclusives en matière de prévention des conflits. À cet égard, nous réitérons notre appel en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, afin qu'il soit plus représentatif, plus transparent et en fait, plus responsable. Une véritable réforme du Conseil de sécurité doit tenir compte de la Position commune africaine telle qu'énoncée dans le Consensus d'Ezulwini et dans la Déclaration de Syrte. Selon nous, c'est le seul moyen de remédier à l'injustice historique faite à l'Afrique et aux souffrances qu'elle a endurées. Par conséquent, nous espérons vivement que des négociations sur ce sujet très important auront lieu durant la présente session.

Alors que le Conseil de sécurité reste paralysé face à des situations critiques, la menace de l'emploi d'armes nucléaires pèse toujours sur nous. La situation en matière de sécurité dans la péninsule coréenne ne nous rassure point. Le tir de différents types de missiles, au mépris total des résolutions du Conseil de sécurité, crée inutilement des tensions dans les relations entre

les États et en réalité, va à l'encontre de nos obligations découlant de la Charte. Je demande à tous les États Membres d'unir leurs efforts en vue de l'avènement d'un monde plus sûr, exempt d'armes de destruction massive et d'armes nucléaires.

Toutefois, un sentiment d'espoir est en train de naître. La ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires gagne du terrain, même si quelques-uns s'y opposent. Nous espérons que des progrès dignes de ce nom en matière de désarmement nucléaire seront réalisés dans un proche avenir.

Néanmoins, toutes ces évolutions ne doivent pas nous faire perdre de vue le sort des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées du fait du terrorisme et des conflits en cours en Afrique, au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde. Nombreux sont ceux qui entreprennent des traversées dangereuses des océans en quête de havres de paix, et beaucoup périssent en cours de route. Tout en remerciant les pays européens qui ont ouvert leurs portes aux migrants cherchant refuge sur leur territoire, nous voudrions demander à l'Union européenne d'élaborer une stratégie globale qui nous permettra de régler cette crise ensemble. Dans le même temps, nous devons intensifier les efforts de lutte contre le terrorisme grâce à des mesures collectives, en vue d'éliminer le fléau du terrorisme qui provoque de graves dégâts matériels et coûte la vie à de nombreuses personnes innocentes.

L'ONU a été créée par des nations éprises de paix et convaincues que les nations du monde devraient coopérer pour régler les conflits par des moyens pacifiques. Nous devons réaffirmer cette conviction profonde de ceux qui nous ont précédé alors que nous construisons l'ONU de demain. L'ONU du XXI^e siècle doit donner à l'humanité l'espoir d'un monde de paix et d'une élimination totale de la pauvreté.

C'est l'ONU qui devrait se tenir aux côtés des populations marginalisées et opprimées. De fait, c'est l'ONU qui devrait prendre des mesures audacieuses pour régler la question de Palestine et protéger la viabilité de la solution à deux États, la Palestine et Israël, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. L'Organisation des Nations Unies à laquelle nous appartenons devrait être l'organisation qui protège la souveraineté de ses États Membres et qui empêche toute ingérence dans les affaires des autres États; et elle ne devrait pas rester indifférente au sort du peuple du

Sahara occidental, qui aspire en vain à l'indépendance depuis des décennies.

L'ONU doit garantir et protéger le droit du peuple cubain à la liberté de commerce et de navigation, et s'opposer aux sanctions injustifiées, telles que celles imposées au Zimbabwe, qui ont abouti au châtimeur collectif de Zimbabwéens innocents. J'appelle tous les membres à se rallier derrière le Zimbabwe pour demander la cessation des sanctions qui, depuis si longtemps, mutilent son économie et les moyens de subsistance des Zimbabwéens ordinaires.

Alors que j'en arrive au terme de ma déclaration, je tiens à souligner que ce ne sont pas les discours prononcés à cette tribune qui changeront la trajectoire socioéconomique, politique et sécuritaire mondiale; c'est notre volonté de traduire nos paroles en actes qui fera sortir le monde de la misère actuelle. Nous ne sommes pas arrivés aux commandes de nos pays par hasard; c'est dans un but précis que Dieu tout-puissant nous a permis de diriger le monde en cette époque. Restons donc fidèles, dans le véritable esprit du multilatéralisme, aux principes qui guident l'Organisation — des principes qui doivent faire de l'ONU une organisation véritablement représentative et efficace, à même de porter ce flambeau.

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Royaume du Lesotho de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Thomas Motsoahae Thabane, Premier Ministre du Royaume du Lesotho, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Narendra Modi, Premier Ministre de la République de l'Inde

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République de l'Inde.

M. Narendra Modi, Premier Ministre de la République de l'Inde, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en espagnol) :
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Narendra Modi, Premier Ministre de la République de l'Inde, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Modi (Inde) (parle en hindi; interprétation en anglais assurée par la délégation) : C'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole au nom de 1,3 milliard d'Indiens devant l'Assemblée générale à sa

soixante-quatorzième session. L'occasion est d'autant plus spéciale que, cette année, le monde entier fête le cent-cinquantième anniversaire de la naissance du mahatma Gandhi. Pour nous, aujourd'hui, son message de vérité et de non-violence n'a rien perdu de sa pertinence pour la paix, le développement et le progrès dans le monde.

Cette année, nous avons assisté à la plus grande élection au monde, qui a été organisée dans la plus grande démocratie au monde. Le plus grand nombre d'électeurs jamais enregistré a voté pour que mon gouvernement conserve le pouvoir pour un second mandat, avec une mission plus forte encore qu'auparavant. C'est cette mission qui fait que je me tiens de nouveau ici, devant l'Assemblée.

Mais cette fois, le message qui accompagne la mission de mon gouvernement revêt une signification plus grande, plus large et plus motivante encore. Lorsqu'un pays en développement réussit à mener à bien la plus grande campagne d'assainissement au monde dans le cadre du programme *Clean India* (Inde propre), en construisant pour sa population plus de 110 millions de toilettes en seulement cinq ans, le message qu'envoient ses réalisations et ses résultats sont une source d'inspiration pour le monde entier. Lorsqu'un pays en développement gère avec succès le plus grand régime d'assurance maladie au monde, en permettant à 500 millions de personnes d'accéder gratuitement à une couverture médicale annuelle d'une valeur de 500 000 roupies, les réalisations et systèmes d'intervention qui en résultent montrent au monde qu'une nouvelle voie existe.

Lorsqu'un pays en développement gère avec succès le plus grand programme d'inclusion financière au monde, en ouvrant plus de 370 millions de comptes bancaires en seulement cinq ans pour des personnes dans la pauvreté, les systèmes qui en résultent donnent davantage confiance aux personnes touchées par la pauvreté dans le monde entier. Lorsqu'un pays en développement lance le plus grand programme d'identification numérique au monde pour ses citoyens, en leur donnant une identité biométrique qui garantit leurs droits et permet des économies d'environ 20 milliards de dollars en réduisant la corruption, les systèmes modernes qui en résultent donnent un nouvel espoir au monde.

En entrant dans ce bâtiment, j'ai remarqué que sur l'un des murs de l'entrée était inscrit l'appel à faire en sorte que l'ONU élimine le plastique à usage unique. Il me plaît d'informer l'Assemblée que, au moment où je

m'adresse à elle aujourd'hui, une très vaste campagne est lancée dans tout le pays pour faire de l'Inde un pays sans plastique à usage unique. Au cours des cinq prochaines années, en plus de promouvoir la conservation de l'eau, nous entendons assurer l'approvisionnement en eau de 150 millions de foyers et construire plus de 125 000 kilomètres de nouvelles routes. D'ici à 2022, lorsque l'Inde célébrera le soixante-quinzième anniversaire de son indépendance, nous prévoyons avoir construit 20 millions de logements pour les pauvres. Le monde s'est fixé pour objectif d'éradiquer la tuberculose à l'horizon 2030, mais l'Inde s'efforce de l'avoir éradiquée d'ici à 2025.

La question qui se pose est la suivante : comment avons-nous réussi à accomplir tout cela? Comment se fait-il que des changements aussi rapides se produisent en Inde? L'Inde est une grande culture millénaire, riche de ses propres traditions dynamiques et qui nourrit des rêves universels. Nos valeurs et notre culture voient le divin en chaque être et aspirent au bien-être de tous. Le bien-être public grâce à la participation de la population - non seulement en Inde, mais aussi dans le monde entier — est donc au cœur même de notre approche. C'est la raison pour laquelle nous nous inspirons de notre devise, « Des efforts collectifs pour la croissance de tous, avec la confiance de tous » — une devise qui ne se cantonne pas non plus aux frontières de l'Inde.

Nos efforts ne sont ni une expression ni un acte de pitié, ni un prétexte; ils sont inspirés par le sens du devoir et du devoir seul, et ils sont tous axés sur les 1,3 milliard d'Indiens. Cependant, les rêves que ces efforts tentent de concrétiser sont partagés par le monde entier, par chaque pays et par chaque société. Ces efforts sont les nôtres, mais le monde entier peut profiter de leurs fruits. Cette conviction se renforce en moi de jour en jour lorsque je pense à ces pays qui, comme l'Inde, s'efforcent de se développer, chacun à sa manière. Quand j'entends parler de leurs joies et de leurs peines, et quand je découvre leurs rêves, ma détermination à accélérer le rythme de développement de mon pays devient encore plus forte, afin que l'expérience de l'Inde puisse également être bénéfique pour ces pays.

Il y a environ 3 000 ans, un grand poète indien, Kariyan Pungun-dra-naar, écrivait en tamoul - la langue la plus ancienne du monde - « Nous appartenons à tous les lieux et à tous ». Ce sentiment d'appartenance par-delà les frontières est propre à l'Inde. Au cours des cinq dernières années, l'Inde s'est employée à renforcer sa grande tradition séculaire de fraternité

entre les nations et a œuvré pour le bien-être du monde, ce qui est conforme aux objectifs clés de l'ONU. Les problèmes soulevés par l'Inde et les nouvelles plateformes mondiales que l'Inde s'est proposée de mettre en place visent le déploiement d'efforts collectifs pour faire face à de graves défis et problèmes mondiaux.

Si l'on considère les émissions d'un point de vue historique et par habitant, la contribution de l'Inde au réchauffement de la planète est très faible et, en même temps, l'Inde est aussi un des principaux pays à prendre des mesures pour régler ce problème. D'une part, nous nous efforçons d'atteindre l'objectif de 450 gigawatts d'énergie renouvelable; d'autre part, nous avons également pris l'initiative de créer l'Alliance internationale pour l'énergie solaire. L'un des effets du réchauffement de la planète est l'augmentation du nombre et de la gravité des catastrophes naturelles, qui surgissent également dans de nouvelles régions et sous de nouvelles formes, ce qui a amené l'Inde à former une coalition pour des infrastructures résilientes aux catastrophes. J'invite tous les pays à se joindre à cette coalition, qui contribuera à construire des infrastructures capables de résister aux catastrophes naturelles.

Les soldats indiens ont payé le plus lourd tribut aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, tous pays confondus. Nous appartenons à un pays qui a donné au monde le message de Bouddha en faveur de la paix et contre la guerre. C'est la raison pour laquelle quand nous élevons la voix contre le terrorisme afin d'alerter le monde sur ce mal, elle résonne avec gravité et indignation. Nous pensons qu'il s'agit d'un des plus grands défis, non pas pour un seul pays, mais pour l'ensemble du monde et l'humanité entière. L'absence d'unanimité parmi nous sur la question du terrorisme sape les principes mêmes qui ont présidé à la création de l'ONU. Dans l'intérêt de l'humanité, je crois donc fermement qu'il est absolument impératif que le monde s'unisse et fasse front commun contre le terrorisme.

La face du monde est en train de changer. La technologie moderne au XXI^e siècle entraîne des changements profonds dans notre vie sociale et personnelle, dans l'économie, la sécurité, la connectivité et les relations internationales. Dans ce contexte, un monde fragmenté n'est dans l'intérêt de personne. Nous confiner à nos frontières est également hors de question. En cette nouvelle ère, nous devons donner une nouvelle orientation et une nouvelle force au multilatéralisme et à l'ONU.

Le grand gourou spirituel Swami Vivekananda a adressé un message au monde il y a 125 ans, lors du Parlement mondial des religions à Chicago, aux États-Unis d'Amérique. Ce message préconisait l'harmonie et la paix, et non pas la dissension. Aujourd'hui, le message de la plus grande démocratie du monde à la communauté internationale est le même : un message d'harmonie et de paix.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République de l'Inde de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Narendra Modi, Premier Ministre de la République de l'Inde, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Lee Hsien Loong, Premier Ministre de la République de Singapour

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République de Singapour.

M. Lee Hsien Loong, Premier Ministre de la République de Singapour, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Lee Hsien Loong, Premier Ministre de la République de Singapour, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Lee (Singapour) (parle en anglais) : À l'approche du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU l'année prochaine, il est opportun de réfléchir au rôle de l'Organisation et à la pertinence du multilatéralisme.

Tous les pays ont tiré parti de l'ordre international ouvert et intégré qui a émergé après la guerre froide. Les institutions, les systèmes et les lois à caractère multilatéral sont essentiels à la survie de petits pays comme Singapour; ils nous donnent du poids dans les espaces publics internationaux et nous permettent de défendre et de promouvoir nos intérêts. Un système fondé sur des règles impose des obligations à tous les pays et crée un environnement stable pour tous. C'est pourquoi Singapour a toujours été un fervent défenseur de l'ONU, du droit international et du système multilatéral.

Le monde passe par une transition complexe. L'équilibre stratégique est en train de changer. De plus en plus de pays sont désireux de renforcer leur rôle sur la scène internationale et se livrent une concurrence féroce pour gagner de l'influence. Dans le même temps, le consensus mondial sur les bienfaits de la mondialisation

s'est érodé et le soutien au multilatéralisme a reculé. Dans de nombreux pays, les sentiments nationalistes, isolationnistes et protectionnistes se sont intensifiés et ont remodelé la politique intérieure, donnant naissance à des politiques nativistes et de repli sur soi. Le résultat est un monde plus polarisé.

Continuer sur cette voie conduira à un monde encore plus fragmenté et instable. Et pourtant, malgré les frictions et le risque accru de conflits, les pays sont en réalité devenus beaucoup plus interdépendants. Les actions d'un pays se répercutent plus intensément et plus rapidement sur les autres et leurs conséquences peuvent au final avoir un effet boule de neige. Dans un tel monde, une approche multilatérale n'est pas une option, mais plutôt une nécessité pour que les pays puissent faire face aux problèmes mondiaux complexes, notamment l'élimination de la pauvreté, les pandémies et les changements climatiques. Tels sont quelques-uns des thèmes du débat général de l'Assemblée cette année.

Le développement durable est devenu une priorité pour tous les pays. Nous sommes tous confrontés à des défis communs : créer des emplois, améliorer les conditions de vie et éliminer la pauvreté. Cependant, il est très difficile pour n'importe quel pays de se développer et de progresser seul. La croissance dépend du commerce, de l'investissement et de la technologie et tous ces domaines nécessitent de collaborer avec les autres, au sein d'un cadre international de règles ouvert et ordonné.

C'est ainsi que de nombreux pays ont progressé au cours des 70 années qui se sont écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale. Les pays développés ont ouvert leurs marchés et ont bénéficié en retour de l'accès à de nouveaux marchés dans les pays en développement pour leurs produits industriels, tels que les avions, les appareils électroniques et les machines-outils. L'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 a été le précurseur de deux décennies d'une croissance économique spectaculaire, qui a sorti plus de 850 millions de personnes de la pauvreté. L'Inde, elle aussi, connaît une croissance régulière depuis les années 90, à mesure que son économie se libéralise et s'intègre davantage à celles de ses partenaires. Avant elles, d'autres économies plus petites d'Asie de l'Est et du Sud-Est, dont Singapour, avaient suivi la même voie.

De nombreux pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine font maintenant le même chemin. Toutefois, si les marchés mondiaux deviennent

moins ouverts et si les conditions du commerce et de l'investissement sont plus incertaines et anarchiques, leur progression sera beaucoup plus difficile. Traditionnellement, les pays développés aident les pays en développement au moyen de l'aide extérieure et de l'assistance technique, mais un moyen beaucoup plus efficace de les aider est que les pays développés maintiennent le commerce et les marchés ouverts afin que les pays en développement produisent plus et puissent améliorer leur niveau de vie par eux-mêmes, en créant des emplois décents chez eux et en supprimant les facteurs qui poussent leurs populations à émigrer et à chercher ailleurs une vie meilleure.

Aujourd'hui, le principe d'une économie mondiale ouverte et intégrée rencontre une forte opposition. L'opinion selon laquelle la mondialisation et le libre-échange ont aggravé les inégalités s'est répandue. Cependant, la vérité est que la mondialisation et le libre-échange ont amélioré la vie de milliards de personnes dans le monde – et pas seulement dans les pays pauvres. Certes, il y a des gagnants et des perdants dans tous les pays et tous n'ont pas réussi à trouver l'équilibre entre les bienfaits et les charges de la mondialisation sur le plan intérieur. Dans ces cas, le système international devient souvent leur bouc émissaire. Cependant, un monde fragmenté avec moins de croissance et de prospérité créera moins d'emplois et rendra les perspectives de chacun encore plus sombres. Pire encore, la fermeture des marchés mondiaux créera des tensions et de l'instabilité dans le système international.

Cela ne signifie pas que le multilatéralisme fonctionne parfaitement, loin de là. Les institutions multilatérales de l'après-guerre présentent de grandes faiblesses. Par exemple, l'OMC a de plus en plus de mal à conclure des accords commerciaux dignes de ce nom, car tout accord requiert le consensus de ses 164 pays membres qui ont des intérêts et des idéologies très divers. En outre, les règles de l'OMC ont été conçues pour une économie mondiale fondée sur l'agriculture et l'industrie manufacturière et nous avons maintenant besoin de règles nouvelles et meilleures pour les services, en particulier les services numériques et la propriété intellectuelle. Toutefois, la solution devrait être de réformer ces institutions, plutôt que de les contourner ou d'y renoncer sans mettre en place une meilleure solution au préalable.

Toutefois les pays ne peuvent se permettre d'attendre indéfiniment de telles réformes, et en attendant, de nouveaux mécanismes et cadres régionaux de

coopération sont en train d'émerger ou se sont développés. Par exemple, l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste et le Partenariat économique global régional feront tomber les barrières et renforceront les normes applicables au commerce des biens et services. Dans le domaine financier, l'Initiative de Chiang Mai aide les pays asiatiques à gérer leurs problèmes de liquidité à court terme grâce à un accord multilatéral d'échange de devises et complète le soutien fourni par le Fonds monétaire international. Ce sont là des solutions concrètes permettant aux pays de collaborer et de s'entraider face aux aléas de l'économie mondiale.

Le développement des infrastructures est un autre domaine propice à la coopération régionale. Partout en Asie, la demande d'infrastructures dépasse de loin l'offre. Le plus souvent, les gouvernements ne peuvent pas financer toutes les infrastructures dont ils ont besoin et les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, ne disposent pas des ressources suffisantes pour tout financer. C'est pourquoi de nouvelles initiatives, telles que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures et la loi des États-Unis portant sur le meilleur emploi des investissements visant le développement, ont un rôle à jouer et sont favorablement accueillies par de nombreux pays.

Ces accords régionaux et plurilatéraux sont peut-être des solutions de second choix après les accords multilatéraux, mais dans un monde imparfait, ils répondent à des besoins réels et nous aident à avancer pas à pas. L'essentiel c'est de garder ces accords ouverts et inclusifs, afin qu'ils puissent se compléter les uns les autres, et de permettre à d'autres pays d'y adhérer quand ils sont prêts. Nous devons éviter de créer une rivalité entre blocs économiques ou une économie mondiale parallèle qui force les pays à choisir un camp et fragilise l'ordre international. La coopération multilatérale est également essentielle pour faire face à des problèmes mondiaux particulièrement graves. Ce sont des problèmes qu'aucun pays ne peut régler à lui seul mais qui, si on ne s'y attaque pas, auront des conséquences désastreuses pour tous les pays.

Les changements climatiques sont un exemple saillant à cet égard. C'est un problème dont nos jeunes se sont saisis, et à juste titre, parce qu'il concerne leur avenir et toute leur vie. Cette semaine, des centaines de milliers de jeunes ont manifesté pacifiquement dans le monde entier, y compris à Singapour, pour exiger de leurs dirigeants à prendre des mesures en faveur du

climat. Nous leur devons d'agir et ils méritent notre plein appui.

De son côté, Singapour prend les changements climatiques très au sérieux. Pour nous, les changements climatiques sont une question existentielle. Comme d'autres États insulaires de faible élévation, nous sommes particulièrement exposés au risque de la montée du niveau des mers. Cependant, nous subissons également les autres effets des changements climatiques, qu'il s'agisse de nouvelles maladies, d'événements climatiques plus extrêmes, de pénuries de vivres, de migrations forcées ou même de guerres. Étant donné qu'elle est très petite, Singapour ne contribue qu'à hauteur de 0,11 % aux émissions mondiales de dioxyde de carbone. En outre, nous sommes désavantagés en matière d'énergies de substitution, vu qu'en dehors de l'énergie solaire, nous avons des ressources renouvelables limitées. Néanmoins, nous sommes déterminés à jouer pleinement notre rôle en vertu de l'Accord de Paris sur les changements climatiques pour réduire les émissions et atténuer le réchauffement climatique. Nous avons pris des mesures importantes à cet égard, notamment une taxe sur le carbone, qui est la première en Asie du Sud-Est et qui s'applique à toute les activités économiques sans exception.

Nous travaillons en collaboration avec l'ONU pour offrir une assistance technique à d'autres pays. Nous collaborerons avec nos partenaires pour améliorer notre compréhension des changements climatiques et de leur incidence en nous appuyant sur la recherche et les institutions, notamment le Centre météorologique spécialisé de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui est basé à Singapour. Nous contribuerons également aux efforts des organisations internationales, notamment l'Organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation maritime internationale, pour réduire les émissions. À cet égard, je voudrais féliciter le Secrétaire général d'avoir convoqué le Sommet sur l'action pour le climat cette semaine. Ce sommet est nécessaire et arrive à point nommé.

Plus important encore, nous devons inculquer à nos populations l'idée que chacun d'entre nous a la responsabilité d'adopter un mode de vie durable et en harmonie avec l'environnement. Nous ne nous faisons pas d'illusions : l'objectif de l'Accord de Paris, qui est de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C ou moins, ne sera pas facile à atteindre. Qui plus est, même si nous y parvenons, le problème ne sera pas complètement réglé, car ces mesures ne feront que ralentir la

montée du niveau des mers sans l'arrêter. Cependant, nous devons faire de notre mieux et au fil du temps, tous les pays devront faire davantage pour atténuer les effets des changements climatiques. Dans le même temps, nous devons prendre au sérieux la nécessité de nous prendre des mesures en amont afin de nous adapter aux changements climatiques. Les efforts d'adaptation seront coûteux, mais ils représentent un investissement essentiel pour protéger non seulement nos côtes, mais également nos communautés, notre avenir, voire notre existence. Notre génération a la responsabilité de laisser aux générations futures une planète habitable, en prenant des mesures à la fois en matière d'atténuation et d'adaptation.

Pour adapter le multilatéralisme au monde actuel, il faut adopter de nouvelles approches ouvertes, inclusives et transparentes. En tant qu'États Membres, nous devons tous travailler de concert pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux et promouvoir l'appui de nos peuples aux institutions internationales. Un système multilatéral basé sur des règles reste de loin préférable à tout autre moyen pour garantir la paix et la prospérité et régler les problèmes mondiaux. J'appelle les États Membres à appuyer l'approche multilatérale, à lutter avec plus d'ardeur contre la tendance actuelle et à faire preuve d'esprit d'initiative dans ces efforts.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République de Singapour de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Lee Hsien Loong, Premier Ministre de la République de Singapour, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Marjan Šarec, Premier Ministre de la République de Slovénie

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République de Slovénie.

M. Marjan Šarec, Premier Ministre de la République de Slovénie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Marjan Šarec, Premier Ministre de la République de Slovénie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Šarec (Slovénie) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand honneur que de prendre la parole devant l'Assemblée générale, une enceinte mondiale unique

au sein de laquelle tous les États ont voix au chapitre en toute égalité. L'objectif de nos débats annuels en septembre est d'évaluer la situation mondiale, de cerner les tendances et les problèmes mondiaux et d'échanger des idées sur d'éventuelles solutions.

L'ordre mondial est de toute évidence en transition et les organisations internationales essaient de s'adapter. Cependant, dans le cadre des efforts déployés pour s'adapter à certains changements au niveau des conceptions traditionnelles, ce serait une grave erreur que d'abandonner les principes fondamentaux qui nous guident depuis trois quarts de siècle. Il s'agit de l'égalité souveraine de tous les États, de la sécurité collective, du développement progressif du droit international, du respect des obligations en toute bonne foi, du règlement pacifique des différends, de la coopération amicale entre États et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le respect de ces principes fondamentaux sous l'égide de l'ONU nous empêche de tomber dans le chaos et la guerre à l'échelle mondiale.

Nous vivons dans un monde intégré – un monde dans lequel nous avons tous intérêt à ce que les autres réussissent. Notre attachement au multilatéralisme est fondé sur nos valeurs et notre ferme conviction que les problèmes mondiaux ne peuvent être combattus que collectivement. Le nationalisme et le populisme donnent lieu à des formules accrocheuses qui ont un attrait immédiat. Cependant, trouver des solutions réelles à nos problèmes exige souvent un processus plus complexe et difficile, et un consensus plus large. C'est précisément pour cette raison que nous sommes rassemblés ici, pour chercher des solutions aux problèmes mondiaux et régionaux sur la base du dialogue et dans un esprit de respect mutuel et de respect de la diversité.

Cette semaine, la grande majorité des États Membres ont une fois de plus réaffirmé leur appui au multilatéralisme. Je voudrais, au nom de la Slovénie, m'associer à cet appel en faveur d'un multilatéralisme efficace, axé sur trois domaines particuliers, à savoir l'état de droit et les droits de l'homme, les changements climatiques et les objectifs de développement durable, et les problèmes liés aux nouvelles technologies.

En ce qui concerne le droit international et l'universalité des libertés et droits fondamentaux, nous devons constamment garder à l'esprit que pour que ce système soit efficace, chaque État doit respecter et défendre l'ordre basé sur des règles, qui est consacré par la Charte des Nations Unies. Le respect du droit international n'est pas une question d'opportunité

ou de volonté politique; c'est une obligation juridique et incontournable du système international. Par conséquent, il faut impérativement rejeter les tentatives visant à porter atteinte au droit international. Le respect des engagements internationaux et la mise en œuvre des décisions judiciaires internationales sont d'une importance fondamentale.

Au cours des 70 dernières années, des progrès considérables en matière de protection des droits de l'homme ont été réalisés. Toutefois, il ne faut jamais considérer ces progrès comme acquis. Nous devons résister à toutes les tentatives visant à affaiblir la protection des droits de l'homme. C'est un des principaux atouts que nous pouvons et devons transmettre à nos enfants. Cependant, nous devons non seulement offrir des perspectives aux jeunes, mais également lutter contre le vieillissement de nombreuses sociétés et pour les droits des personnes âgées. La Slovénie continuera d'appuyer l'idée d'un instrument juridique international chargé de défendre les droits des personnes âgées.

Le rétrécissement du champ d'action des défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier est alarmant. Tous les droits de l'homme s'appliquent à toutes les personnes. Toute discrimination ou violence basée sur l'identité est absolument inacceptable. Je dis cela dans la perspective du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, l'année prochaine. Les progrès importants accomplis en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes doivent être protégés. La santé et les droits en matière de sexualité et de procréation font partie des pierres angulaires de l'égalité des sexes. Nous ne devons pas oublier que, dans de trop nombreux pays, le potentiel des femmes est encore sous-utilisé.

Les violations flagrantes des droits de la personne tendent à être des indicateurs précoces de l'émergence d'un conflit. Une réponse rapide et ferme aux violations massives des droits de la personne est donc essentielle pour éviter que les crises ne se transforment en conflits à part entière. Je demande donc aux membres du Conseil de sécurité de respecter le code de conduite relatif aux atrocités de masse et de s'abstenir d'utiliser leur droit de veto dans de telles situations.

La Slovénie est attachée au concept de prévention et de médiation des conflits. La prévention réduit les souffrances humaines. Nous l'avons vu : lorsque nous agissons rapidement et de concert, nous sauvons des vies. Mon pays est déterminé à contribuer aux efforts de prévention, en particulier en appuyant le pilier Droits

de l'homme de l'ONU, la justice pénale internationale et le règlement pacifique des différends. Plus précisément, la Slovénie continuera à soutenir la stabilité dans les Balkans occidentaux et leur intégration européenne. Tout en soutenant les perspectives d'adhésion des pays de cette région à l'Union européenne, nous encourageons activement la coopération régionale, appuyons la réconciliation régionale et encourageons la coopération avec les jeunes.

En raison de leur fort effet dissuasif, il est important, d'un point de vue éthique, juridique et pratique, de garantir la justice et l'application du principe de responsabilité en cas de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. En tant que membre du cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face, j'appelle de mes vœux une action concertée en vue de mettre un terme à l'exploitation et aux atteintes sexuelles dans tout le système des Nations Unies. La prévention et la justice pour les survivant(e)s doivent être notre priorité première dans ce contexte.

Pour aider les États à contraindre les auteurs de ces atteintes à répondre de leurs actes, la Slovénie, de concert avec plusieurs autres pays, a pris l'initiative de négocier un traité multilatéral d'entraide judiciaire et d'extradition concernant la répression au niveau national des crimes internationaux les plus graves. Nous remercions les 69 États qui ont à ce jour exprimé leur appui à cette initiative. Nous espérons sincèrement obtenir d'autres appuis au cours des mois qui précéderont les négociations sur le traité, qui débiteront au printemps prochain.

Je voudrais également aborder la question des changements climatiques et, plus particulièrement, celle du développement durable. La crise climatique évolue plus vite que prévu. En transgressant plusieurs limites planétaires, nous avons déjà utilisé certaines des ressources qui appartiennent aux générations futures. La mobilisation sans précédent des jeunes à l'échelle mondiale, qui exigent une action immédiate, suivie de l'initiative du Secrétaire général de tenir le Sommet Action Climat, a enfin fait naître un sentiment d'urgence. La vingt-cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra plus tard cette année au Chili, revêtera une importance cruciale pour l'humanité et pour notre planète. Nous devons à nos

enfants de ne pas nous écarter de l'Accord de Paris sur le climat.

Nous devons reconnaître le droit à un milieu de vie sain. Les changements climatiques sont un bon exemple de la nécessité d'un multilatéralisme efficace. L'épuisement des ressources naturelles, en particulier de l'eau, perpétue les inégalités et les risques de conflits. Il nous oblige aussi à repenser nos modèles économiques actuels et à les rendre durables. Le modèle économique circulaire, qui consiste à réduire, à réutiliser et à recycler les ressources, est inextricablement lié à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Pour la Slovénie, la transition vers une économie durable et verte est une priorité stratégique. La Slovénie continuera de contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Dans ce contexte, nous accorderons une attention particulière à l'utilisation et à la gestion durables des ressources naturelles, en particulier l'eau, à la promotion d'une économie circulaire et à la préservation et à la protection de la biodiversité. En outre, la Slovénie continuera de contribuer avec un sentiment d'urgence à la mise en œuvre du Programme 2030. Elle présentera les progrès réalisés au cours de ces quatre dernières années lors de la présentation de son deuxième examen volontaire à l'occasion du forum politique de haut niveau pour le développement durable, en 2020.

Nous devons tout mettre en œuvre pour éliminer toutes les formes de pauvreté et d'inégalité, promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives et atténuer les causes profondes des migrations dans les pays en développement. La question des migrations de masse n'est pas nouvelle et ne saurait être réglée en un jour. Elle doit être abordée de manière responsable du point de vue des droits de la personne et de la solidarité, en mettant clairement l'accent sur la prévention et en s'attaquant dûment à la source du problème.

Nous ne pouvons pas tenir cet important débat annuel sans parler des nouvelles technologies. Les progrès technologiques rapprochent les habitants du monde entier, et dans une plus grande mesure qu'on ne l'aurait imaginé. Ils offrent d'immenses avantages en termes d'augmentation de la productivité et d'amélioration de la qualité de vie, mais ils entraînent aussi de nouveaux risques pour les pays et les populations. Les populations tirent de plus en plus parti des bienfaits de l'intelligence artificielle. Selon certaines estimations, jusqu'à 80% des travaux futurs seront réalisés à l'aide

de l'intelligence artificielle. L'intelligence artificielle va inévitablement modifier en profondeur les différents aspects de notre vie quotidienne et transformer radicalement nos sociétés.

Nous devons mieux nous préparer aux défis que pose l'« algocratie », notamment en réglementant l'impact de l'intelligence artificielle sur la protection des droits de la personne. Je suis particulièrement heureux d'annoncer notre proposition tendant à créer, avec l'appui de l'UNESCO, le premier centre international de recherche en intelligence artificielle d'Europe dans la capitale slovène, Ljubljana. L'objectif de ce centre sera d'offrir un environnement ouvert, axé sur la gouvernance et les politiques relatives à l'intelligence artificielle. À cet égard, j'espère sincèrement pouvoir compter sur le précieux soutien de l'Assemblée lors de la prochaine Conférence générale de l'UNESCO, en novembre.

Je crois qu'en ce moment critique, nous devons rester fidèles à nos idées et à nos idéaux, et non y renoncer. Nous devons exprimer nos meilleurs espoirs, et non pas nos craintes les plus profondes. Nous devons faire preuve d'un leadership suffisamment fort pour reconnaître que les nations partagent des intérêts communs et que les populations partagent des principes et des idées universels dans notre humanité commune.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République de Slovénie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Marjan Šarec, Premier Ministre de la République de Slovénie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République islamique du Pakistan.

M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Khan (Pakistan) (parle en anglais) : Je suis honoré de représenter mon pays au forum des dirigeants mondiaux d'aujourd'hui, où nous avons l'occasion de

débatte des problèmes auxquels le monde est confronté. Il y a beaucoup de problèmes dont je voudrais parler, mais je n'en aborderai que quatre aujourd'hui. Je suis venu ici à ce forum malgré la période difficile que traverse mon pays et les défis auxquels il doit faire face. D'ailleurs, je ne serais pas venu, mais je pense qu'il y a des problèmes très urgents que le monde doit s'attacher à résoudre.

J'évoquerai en premier lieu les changements climatiques. Tant de dirigeants en ont déjà parlé, mais il me semble qu'il y a un manque de sérieux. Certains dirigeants mondiaux, qui pourraient faire beaucoup, ne se rendent peut-être pas compte de l'urgence de la situation. Nous avons beaucoup d'idées, mais, comme quelqu'un l'a dit, les idées sans financement ne sont qu'illusions.

Je commencerai par mon propre pays, le Pakistan. Notre pays figure parmi les 10 pays du monde les plus touchés par les changements climatiques. Comme nous sommes principalement un pays agricole, nous dépendons de nos rivières, et 80 % de l'eau de nos rivières provient des glaciers – des glaciers non seulement au Pakistan, mais aussi en Inde. Quatre-vingts pour cent de l'eau du Gange et d'autres fleuves indiens proviennent des glaciers de l'Himalaya, du Karakoram et de l'Hindou Kouch, qui fondent à vue d'œil. Nous avons déjà détecté 5 000 lacs glaciaires dans nos montagnes. Si cela continue, si rien n'est fait, nous craignons qu'une énorme catastrophe ne s'abatte sur les êtres humains. Dans mon pays, après l'arrivée au pouvoir de mon parti, nous avons planté un milliard d'arbres sur cinq ans dans la province de Khyber Pakhtunkhwa. Nous nous sommes fixé comme objectif d'atteindre 10 milliards d'arbres au Pakistan afin de contrer les effets du réchauffement climatique.

Cela dit, un pays à lui seul ne peut pas tout faire; il faut que tout le monde y mette du sien. Mon optimisme vient du fait que le Tout-Puissant a doté les êtres humains de grands pouvoirs. Nous pouvons tout faire, à condition que notre instinct de survie se manifeste. J'espère vraiment que l'ONU pourra prendre l'initiative et mettre davantage l'accent sur cette question. Les pays riches – les pays qui sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre – doivent être poussés à en faire plus, car notre pays contribue pour une part infime aux émissions de gaz à effet de serre. L'ONU doit être au premier rang des efforts dans ce domaine.

Le deuxième point que je voudrais aborder est encore plus critique. Chaque année, des milliards de dollars quittent les pays pauvres pour les pays riches. Des milliards de dollars sont siphonnés par les élites dirigeantes du monde en développement et se retrouvent dans des comptes bancaires en Occident, des comptes offshore, des paradis fiscaux et des propriétés coûteuses cachées derrière des sociétés achetées dans les capitales occidentales. Cette situation est dévastatrice pour le monde en développement et cause encore plus de pauvreté, plus de décès. Elle appauvrit le monde en développement. Elle ne fait que creuser plus encore le fossé qui sépare pays riches et pays pauvres. Le blanchiment d'argent résultant des transferts de fonds des pays pauvres vers les pays riches n'est pas traité de la même manière que, par exemple, l'argent de la drogue ou le financement du terrorisme. Le financement du terrorisme et l'argent de la drogue sont pris plus au sérieux que le fait que les pays pauvres sont pillés par leurs élites.

J'ai pris la tête de notre gouvernement il y a un an. Au cours des 10 années précédentes, la dette totale de mon pays a quadruplé. La dette que nous avons accumulée en 60 ans a quadruplé en seulement 10 ans. La moitié des recettes totales que nous avons perçues en un an a, de ce fait, dû être affectée au service de la dette. Comment allons-nous dépenser de l'argent pour nos 220 millions de citoyens, alors que la moitié de cet argent est affectée au service de la dette à cause du pillage de notre pays par les élites au pouvoir et de la facilité avec laquelle elles ont pu faire sortir ces fonds? Qui plus est, lorsque nous trouvons les propriétés de ces dirigeants corrompus dans les capitales occidentales, des propriétés qui ont été acquises avec des fonds provenant de la corruption ou du blanchiment d'argent, il nous est presque impossible de les récupérer. Si nous pouvions le faire, nous pourrions dépenser cet argent pour répondre aux besoins de nos citoyens, mais c'est une tâche qui relève presque de l'impossible.

Les lois protègent ces criminels. Nous n'avons pas des millions de dollars à dépenser en avocats coûteux. Nous avons besoin de l'aide des pays riches, et il est essentiel que ces pays fassent preuve de volonté politique. Ils ne peuvent pas permettre de telles choses. Comment les pays pauvres peuvent-ils dépenser de l'argent pour le développement humain, comme le demande l'ONU au titre des objectifs de développement durable? Comment pouvons-nous le faire, alors que cet argent quitte si facilement nos pays?

C'est pourquoi, à moins que les pays riches n'aient l'intention de construire des murs pour arrêter les réfugiés économiques, comme nous le voyons maintenant, ils doivent agir dès à présent. Il faut qu'il y ait un système de dissuasion. Il faut que les élites dirigeantes corrompues ne puissent pas nous dérober cet argent si facilement et le placer dans des comptes bancaires et des propriétés à l'étranger. Je n'ai jamais compris non plus comment les paradis fiscaux peuvent exister. Pourquoi les riches ne paieraient-ils pas d'impôts? Pourquoi les comptes secrets dans les paradis fiscaux sont-ils légaux? Le monde change, sa population augmente. Tôt ou tard, il y aura une crise si les pauvres continuent de s'appauvrir et les riches continuent de s'enrichir. C'est mon deuxième point, et j'espère que l'ONU jouera un rôle de premier plan dans ce domaine en impliquant le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Ces institutions doivent trouver un moyen de mettre fin au pillage du monde en développement.

Mon troisième point concerne l'islamophobie. Il y a 1,3 milliard de musulmans dans le monde, des millions de musulmans vivent dans des pays européens et aux États-Unis en tant que minorités. Depuis le 11 septembre 2001, l'islamophobie s'est développée à un rythme alarmant. Les communautés humaines vivent ensemble et doivent pouvoir s'entendre, mais l'islamophobie crée une division. Les musulmanes qui portent le hijab sont maintenant vues comme un problème dans certains pays, où cette pièce de tissu est décrite comme une arme. Les femmes sont autorisées à retirer leurs vêtements dans certains pays, mais elles n'ont pas le droit d'en porter davantage. Comment est-ce possible? La raison en est l'islamophobie, qui a commencé après le 11 Septembre, car certains dirigeants occidentaux ont fait équivaloir terrorisme et islam, parlant de terrorisme islamique et d'islam radical. Qu'est-ce que l'islam radical? Il n'y a qu'un islam – l'islam que nous avons hérité du prophète Mahomet. Il n'y a pas d'autre islam.

Quel message les termes « islam radical » et « terrorisme islamique » envoient-ils aux populations occidentales, et pourquoi l'islamophobie existe-t-elle? Comment les habitants de New York, du Midwest des États-Unis et des capitales européennes peuvent-ils faire la différence entre musulmans modérés et radicaux? Le terrorisme n'a rien à voir avec quelque religion que ce soit. Les termes « terrorisme islamique » et « radicalisme islamique », malheureusement utilisés par des dirigeants, sont les principales raisons de l'islamophobie et sont cause de souffrance parmi les musulmans. Nous

qui venons de pays musulmans faisons l'expérience de l'islamophobie quand nous voyageons à l'étranger, et le phénomène s'aggrave. Je tiens aussi à souligner que l'islamophobie marginalise les communautés musulmanes dans les pays européens, et nous savons tous que la marginalisation amène à la radicalisation. Certaines des personnes qui sont devenues des activistes en Syrie et dans d'autres pays étaient originaires de communautés musulmanes marginalisées. Ce que je veux dire, c'est que nous devons nous attaquer au problème.

Je déplore que nous, dirigeants musulmans, n'ayons pas non plus jusqu'à présent pris le problème à bras-le-corps. Après les attentats du 11 septembre 2001, quand la guerre contre « l'islam radical » a débuté, les dirigeants n'ont pas essayé d'expliquer à l'Occident que l'islam radical n'existait pas. Il y a des radicaux, des modérés et des libéraux dans toutes les communautés humaines – qu'elles soient chrétiennes, juives ou autres – mais l'islam lui-même n'est pas radical, pas plus que le judaïsme, la chrétienté ou l'hindouisme. Aucune religion ne prêche le radicalisme. Toutes les religions ont pour fondements la compassion et la justice, qui nous différencient du règne animal. Toutefois, malheureusement, les dirigeants musulmans ont eu si peur d'être qualifiés de musulmans radicaux qu'ils se sont eux-mêmes définis comme modérés. Le Pakistan était dans l'œil du cyclone, et notre gouvernement a trouvé l'expression « modération éclairée ». Personne ne savait ce que cela signifiait, mais chacun a commencé à porter des costumes occidentaux, à se définir comme modéré et à parler anglais, même s'il le parlait très mal. Nul n'avait la moindre idée de ce que cela signifiait, car nous, dans le monde musulman, n'avons pas expliqué à l'Occident que l'islam radical n'existait pas.

L'une des raisons pour lesquelles l'islam a été censé aller de pair avec le terrorisme après le 11 septembre 2001 tient aux attentats suicides. Toutes sortes de théories ont vu le jour, car les assaillants du 11 septembre 2001 étaient des kamikazes. L'une de ces théories a consisté à dire que les musulmans perpétreraient de telles attaques car ils seraient récompensés par des vierges au paradis. Quid des femmes kamikazes? C'était bizarre, et personne n'a expliqué la vérité. En conséquence, les attentats suicides ont été associés à l'islam. Personne n'a fait observer qu'avant le 11 septembre 2001 la majorité des attentats suicides commis dans le monde l'avaient été par les Tigres tamouls, qui étaient hindous. Personne n'avait blâmé l'hindouisme, à raison. Qu'est-ce que l'hindouisme aurait eu à voir avec ce que des personnes désespérées

faisaient à Sri Lanka? Nous avons tous vu des films sur des pilotes kamikazes japonais qui perpétreraient des attaques suicides vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et nous n'avons pas mis leur religion en cause. Néanmoins, nous avons tenté de prouver que nous étions des modérés, au lieu d'expliquer la vérité à l'Occident.

La chose la plus importante que je souhaite dire ici aujourd'hui en ce qui concerne l'islamophobie est la suivante. Je sais comment l'incompréhension au sujet de l'islam est apparue, car j'ai passé beaucoup de temps en Angleterre comme sportif professionnel. Je sais donc comment l'esprit occidental fonctionne et comment l'Occident voit la religion. L'une des raisons de l'islamophobie, c'est la publication en 1989 d'un livre qui calomniait, insultait et ridiculisait notre prophète Mahomet et qui a provoqué une réaction dans le monde musulman. L'Occident n'a pas su comprendre quel était le problème, car en Occident – et je le sais, car j'y ai passé tant de temps – la religion est perçue de façon complètement différente. Les Occidentaux ne voient pas la religion comme nous. L'islam a été étiqueté comme une religion intolérante qui s'opposait à la liberté d'expression, et il a été vivement critiqué. Cela s'est produit il y a 30 ans et je m'en souviens encore que ce fut un tournant. Tous les deux ou trois ans, quelqu'un calomnie notre prophète – que la paix soit sur Lui – et les musulmans réagissent, ce qui fait que l'islam est considéré comme une religion intolérante.

S'agissant de ces dernières années, j'accuse une fois de plus un certain groupe de personnes en Occident qui ont délibérément provoqué le phénomène actuel, en étant conscientes de l'impact qu'il aurait. Cependant, la majorité des Occidentaux n'ont pas compris. Je le redis : c'est là que les dirigeants musulmans ont laissé tomber les musulmans. Nous aurions dû expliquer ce que notre prophète – que la paix soit sur Lui – représente pour nous, comme je vais essayer de le faire maintenant en l'espace d'une minute.

Notre prophète est le témoin du livre saint, le Coran. Le saint Coran est le livre qui guide les musulmans, et la vie du prophète est le parfait exemple des prescriptions du Coran. Notre prophète représente donc l'idéal que nous aspirons tous à atteindre. Il a créé le premier État islamique à Médine, base même de la civilisation musulmane qui allait devenir la civilisation prédominante pendant 700 ans.

Qu'était cet État? J'entends des choses étranges contre l'islam – par exemple, qu'il est contre les femmes et les minorités. Le premier État de l'islam, à Médine, a

été le premier État-providence. Il s'occupait des faibles, des veuves, des orphelins, des pauvres et des handicapés. Il taxait les riches et dépensait l'argent ainsi obtenu au profit des pauvres. Il affirmait que tous les êtres humains étaient des enfants d'Adam et, par conséquent, égaux, quelle que soit leur couleur de peau. Tout le système reposait sur l'esclavage, comme ce fut si longtemps le cas des sociétés occidentales, et le Prophète a annoncé que l'une des meilleures actions possibles était de libérer un esclave. Toutefois, comme la société était si dépendante de l'esclavage, il a déclaré que les esclaves devaient au moins être traités comme des membres de la famille, sur un pied d'égalité. Il s'est alors produit dans le monde musulman quelque chose qui n'a encore eu lieu dans nulle autre civilisation : des dynasties d'esclaves ont vu le jour et des esclaves sont devenus rois. Les esclaves mamelouks ont dirigé l'Égypte, et il y a eu des dynasties d'esclaves en Inde.

L'Assemblée a entendu que l'islam était prétendument contre les minorités; je vais être clair sur ce point. Le Prophète a annoncé que chacun était libre de pratiquer sa religion, et que c'était un devoir sacré que de protéger les lieux de culte de toutes les religions. Il a déclaré que toute personne était égale devant la loi, quelle que soit sa religion ou sa couleur. Je cite toujours le cas incroyable du quatrième Calife, Chef de l'État de Médine, qui a perdu un procès contre un citoyen juif, la cour démontrant, premièrement, que nul n'était au-dessus de la loi et, deuxièmement, qu'un citoyen juif était considéré comme un citoyen à l'égal des autres. En conséquence, quand une société musulmane est injuste à l'égard de ses minorités, elle va contre la religion de l'islam et contre notre prophète – que la paix soit sur Lui.

Il importe de comprendre que le Prophète vit dans nos cœurs. Quand il est tourné en ridicule ou insulté, nous en ressentons de la douleur. Nous, en tant qu'êtres humains, comprenons une chose : la peine de cœur fait bien plus souffrir que la souffrance physique. C'est pourquoi les musulmans réagissent à de telles allégations. Je m'étais toujours dit que, si jamais je me tenais un jour à cette tribune, j'essaierais d'expliquer ce concept à la communauté internationale, et en particulier aux Occidentaux. Ayant vécu en Occident, j'ai vu que les Occidentaux n'avaient pas conscience de ce fait. Lorsque je suis venu pour la première fois en Angleterre, alors que j'étais adolescent, j'ai entendu parler de Jésus-Christ en regardant une comédie. Pareille chose serait impensable dans une société musulmane. Les communautés humaines doivent donc être sensibles à la souffrance les unes des autres. En Occident, la Shoah

est abordée à raison avec prudence, car elle engendre de la douleur pour la communauté juive. Tout ce que nous demandons, c'est que l'on ne se serve pas de la liberté d'expression pour insulter le saint Prophète et nous faire de la peine.

Mon quatrième point est le plus essentiel et constitue la raison pour laquelle je suis venu ici. Il s'agit de ce qui se passe actuellement au Cachemire. Avant de poursuivre, je tiens à être clair sur une chose. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, ma première priorité a été de faire du Pakistan un pays qui mettrait tout en œuvre pour favoriser la paix. Nous nous sommes associés à la guerre des États-Unis contre le terrorisme après 2001, et le Pakistan a connu l'une de ses pires périodes – 70 000 Pakistanais sont morts et notre économie a perdu plus de 150 milliards de dollars. Je me suis opposé à la guerre, car le Pakistan s'était joint aux pays occidentaux dans les années 80 pour soutenir la lutte pour la liberté de l'Afghanistan contre les Soviétiques. Les groupes moujahidines impliqués dans la guérilla étaient formés par l'armée pakistanaise et financés par des pays occidentaux, notamment les États-Unis. Ces groupes ont mené une lutte pour la liberté en Afghanistan. Les Soviétiques les qualifiaient de terroristes, mais nous voyions en eux des combattants de la liberté. En 1989, les Soviétiques ont battu en retraite, les Américains ont plié bagages et sont partis, et ces groupes sont restés au Pakistan.

Puis il y a eu les événements du 11 septembre 2001, et le Pakistan a rejoint les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Je me suis opposé à la guerre car nous avons dit à plusieurs reprises à l'Occident que « jihad » signifiait combattre pour la liberté contre une occupation étrangère. Ayant joint nos forces à celles des États-Unis, qui avaient occupé l'Afghanistan, nous étions alors censés déclarer que le jihad ne voulait pas dire lutter pour la liberté mais devait plutôt être considéré comme du terrorisme. J'ai donc essayé de convaincre le Gouvernement de l'époque de rester neutre, afin de garder la haute main et de conserver le contrôle. Je lui ai dit que, s'il s'associait aux États-Unis, il deviendrait complice et serait attaqué, ce qui s'est produit. Ils se sont retournés contre nous. Nous avons vécu un cauchemar. Soixante-dix mille personnes ont été tuées dans une guerre qui ne nous concernait en aucune manière. Il n'y avait pas un seul Pakistanais parmi les terroristes du 11 septembre 2001. Les Taliban et Al-Qaida étaient en Afghanistan. Cela ne nous concernait en aucune manière, mais nous avons perdu 70 000 Pakistanais.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons par conséquent décidé de démanteler ce qui restait de ces groupes – une décision prise non seulement par nous mais par tous les partis politiques pakistanais. Malheureusement, ces derniers n'ont pas appliqué cette décision, alors nous l'avons appliquée quand nous sommes arrivés au pouvoir, et nous avons démantelé ce qui pouvait rester de ces groupes. Je sais que l'Inde continue de proférer des accusations selon lesquelles ces groupes demeurent actifs. J'aimerais que l'ONU dépêche des observateurs pour qu'ils puissent constater par eux-mêmes ce que nous avons fait. Aucun autre gouvernement pakistanais n'aurait osé le faire, de peur de créer des troubles. Pourtant, nous avons décidé qu'il n'y aurait plus d'organisation militante au Pakistan. Tout ce rappel historique était nécessaire pour ce que je vais maintenant expliquer.

Mon gouvernement a également commencé à trouver des compromis. J'ai invité le Président de l'Afghanistan dans notre pays et nous avons développé une relation avec l'Afghanistan. Nous avons des problèmes avec l'Iran; nous sommes parvenus à rapprocher nos vues. Cela m'amène à l'Inde. Je tiens à décrire un peu l'histoire de ma relation avec l'Inde. Le cricket est une passion sur notre sous-continent et, grâce au sport, j'ai été très suivi en Inde, j'ai des amis en Inde et j'aime aller en Inde.

Donc, quand mon parti est arrivé au pouvoir, la première chose que nous avons faite a été de tendre immédiatement la main à l'Inde. J'ai parlé au Premier Ministre Modi et lui ai dit que nos pays avaient des problèmes similaires, à savoir les changements climatiques et la pauvreté. Je lui ai dit que nous devrions prendre langue, aplanir nos divergences et bâtir une relation fondée sur la confiance. M. Modi m'a dit que le Pakistan avait perpétré des attentats terroristes en Inde. J'ai répondu que nous aussi avions des problèmes avec les attentats terroristes orchestrés par l'Inde au Baloutchistan, ayant arrêté un espion, Kulbhushan Jadhav, qui avait admis les sabotages en cours à Karachi et au Baloutchistan. Nous avons demandé à l'Inde de laisser cela derrière nous pour aller de l'avant, en insistant sur le fait que nous devrions accorder avant tout la priorité à nos populations, étant donné que le plus grand nombre des pauvres du monde vivent sur le sous-continent indien.

Malheureusement, nous n'avons pas fait de progrès. Les Premiers Ministres de nos pays devaient se rencontrer l'an dernier pour aborder la question à la

session précédente de l'Assemblée générale, mais l'Inde a annulé la réunion. Nous avons compris que leurs élections approchaient et que le parti ultranationaliste ne souhaitait pas tendre la main au Pakistan. Nous avons donc décidé d'attendre jusqu'aux élections. Entre-temps, un Cachemirien de 20 ans – qui, selon son père, avait été radicalisé par les forces de sécurité au Cachemire – s'est fait exploser au passage d'un convoi indien. L'Inde nous a immédiatement tenus pour responsables. Je me suis exprimé à la télévision indienne et j'ai dit au public que, si le pays nous fournissait la moindre preuve, nous prendrions des mesures, car nous avons resserré l'étau autour de ces groupes. Plutôt que des preuves, ils nous envoyé des avions de chasse pour nous bombarder. Nous avons exercé des représailles; deux de leurs avions ont été abattus et un pilote a atterri avec son parachute au Pakistan. Nous avons immédiatement renvoyé le pilote chez lui, indiquant que nous ne voulions pas la moindre escalade.

Au lieu de prendre cela comme un geste de paix, M. Modi a presque entièrement axé sa campagne électorale sur la manière dont il avait donné une leçon au Pakistan en tuant 350 de ses « terroristes », ce qui est un pur mensonge. Tout ce que l'Inde a tué, c'est environ 10 de nos arbres, ce qui a en effet été franchement douloureux, compte tenu de nos efforts de reforestation. Durant sa campagne électorale, M. Modi a employé des formules comme « ce n'est qu'une bande-annonce; le film va bientôt commencer » et « je suis allé au Pakistan et je leur ai donné une leçon ». C'était cela, sa campagne électorale.

Nous avons admis le fait que nous, responsables politiques, faisons de telles déclarations pour gagner des élections, et que nous pourrions reprendre des relations normales à l'issue des élections. Juste après les élections, nous avons tenté de reprendre langue avec l'Inde, qui ne nous a pas répondu. Par contre, nous avons alors découvert qu'elle essayait de nous faire inscrire sur la liste noire du Groupe d'action financière afin de nous conduire à la banqueroute. C'est le moment où nous avons réalisé que l'Inde avait un plan, ce qui est devenu clair le 5 août, quand elle a enfreint 11 résolutions du Conseil de sécurité dans lesquelles il est dit que le Cachemire est un territoire contesté et que le peuple cachemirien a le droit à l'autodétermination. Elle a également enfreint un accord similaire sur le règlement bilatéral des différends et révoqué l'article 370 de sa Constitution, qui conférerait un statut spécial au Cachemire. Elle a par ailleurs déployé 180 000 soldats supplémentaires dans la région, ce qui fait que l'effectif total des forces de sécurité au

Cachemire s'établit maintenant à 900 000 soldats. En outre, elle a imposé un couvre-feu aux 8 millions d'habitants du Cachemire.

Je souhaite brièvement aider l'Assemblée à comprendre comment quiconque peut faire quelque chose de tel. Pour cela, je dois expliquer Rashtriya Swayamsevak Sangh. M. Narendra Modi est membre à vie de Rashtriya Swayamsevak Sangh, organisation inspirée par Adolf Hitler et Benito Mussolini, qui a été fondée en 1925 et qui repose sur la croyance dans la pureté et la supériorité raciales. Comme les Nazis, ses membres croyaient qu'ils appartenaient à une race aryenne. Tout cela peut être vérifié. Nous vivons une révolution de l'information, de telle sorte que n'importe qui peut se renseigner sur Google à ce propos. Il est toutefois très important pour moi d'expliquer cela aux membres de l'Assemblée pour qu'ils sachent ce qui se passe en Inde. Rashtriya Swayamsevak Sangh avait foi dans le nettoyage ethnique des musulmans en Inde. À un moment, ses membres ont été convaincus que la race hindoue était supérieure aux autres. Ils nourrissaient par ailleurs de la haine pour les musulmans et les chrétiens, car ils pensaient que l'âge d'or de la civilisation hindoue avait pris fin à cause du règne musulman des siècles auparavant, puis du règne britannique, en Inde. Ils avaient donc un sentiment de supériorité raciale et éprouvaient de la haine pour les musulmans et les chrétiens.

Tout cela était ouvertement affirmé. Il suffit de chercher sur Google des informations sur les pères fondateurs de Rashtriya Swayamsevak Sangh, Golwalkar et Savarkar, pour découvrir la vérité. C'est cette idéologie de la haine qui a conduit à l'assassinat du grand mahatma Gandhi en 1948. C'est cette idéologie de la haine qui a inspiré Narendra Modi pour filmer, en 2002, une émission contre les musulmans dans le Gujarat, où il était Ministre en chef. Il a autorisé les hommes de main de Rashtriya Swayamsevak Sangh – qui s'inspirent des Chemises brunes de Hitler et portent d'ailleurs des chemises brunes – à mener un assaut de trois jours. Le Ministre de l'intérieur du Congrès a affirmé dans une déclaration que des terroristes étaient formés dans les camps de Rashtriya Swayamsevak Sangh. Ces terroristes ont massacré 2 000 musulmans et en ont obligé 150 000 autres à fuir leur foyer. Pour cette raison, Narendra Modi n'a pas pu se rendre aux États-Unis.

Il est essentiel que l'Assemblée comprenne ce contexte avant que j'explique quelle sorte d'esprit assiègerait 8 millions de personnes au moyen de

900 000 soldats. Femmes, enfants et malades sont pris au piège comme des animaux. En fait, pour ce que je sais de l'Angleterre, si 8 millions d'animaux étaient enfermés, la Société royale pour la prévention de la cruauté envers les animaux ferait beaucoup de bruit pour que cela cesse. Or, il s'agit ici d'êtres humains.

Il y a un trait indissociable de l'illusion d'une race supérieure, notamment aryenne : l'arrogance. Les deux vont de pair. C'est l'arrogance qui pousse les gens à commettre des erreurs et à faire des choses stupides – des choses cruelles comme les agissements de Narendra Modi. C'est de la pure arrogance. C'est l'arrogance qui l'aveugle quant à ce qui se passera quand le couvre-feu sera levé. Y a-t-il pensé? Ça n'a pas été réfléchi. Que fera-t-il quand il lèvera le couvre-feu? Pense-t-il que la population cachemirienne acceptera calmement le statu quo car l'Inde a modifié la Constitution et les a ainsi privés de leur statut spécial? L'acceptera-t-elle?

Cent mille Cachemiriens sont morts au cours des 30 dernières années parce qu'on leur a refusé le droit à l'autodétermination qui leur a été accordé par les Nations Unies. Cent mille personnes sont mortes et 11 000 femmes ont été violées. Il existe deux rapports de l'ONU relatifs aux droits fondamentaux sur le sujet. Le monde n'a toujours rien fait, car l'Inde est un gigantesque marché de 1,2 milliard de personnes. Malheureusement, les considérations matérielles prévalent sur la vie humaine. Ce qui se passera quand le couvre-feu sera levé, c'est un bain de sang. Les habitants sortiront dans la rue et seront accueillis par 900 000 soldats, qui ne sont pas là, comme le dit Narendra Modi, pour la prospérité et le développement du Cachemire. Que feront ces 900 000 soldats quand les gens sortiront de leurs maisons? Il y aura un bain de sang. Mais a-t-il pensé à ce qu'il fera alors?

Quelqu'un a-t-il pensé à ce qu'il faudra faire quand il y aura un bain de sang? Quel genre d'impact cela aura-t-il sur les Cachemiriens? Que penseront-ils après avoir été enfermés à l'écart dans leurs maisons et traités pire que des animaux? Ils n'ont aucun droit. Tous leurs dirigeants politiques ont été arrêtés et emmenés hors du Cachemire; même les dirigeants cachemiriens pro-Inde ont été emmenés ailleurs. Treize mille garçons ont été raflés et emmenés on ne sait où. Que feront les Cachemiriens quand le couvre-feu sera levé? Ils se déverseront dans les rues. Et que feront les soldats? Ils leur tireront dessus. Ils ont déjà utilisé des armes à plombs pour ôter la vue à de jeunes garçons au cours des cinq

dernières années d'oppression au Cachemire. Le peuple du Cachemire se radicalisera donc encore davantage.

Il y aura un autre Pulwama. Quand cela se produira – devinez quoi? –, l'Inde nous accusera. Elle nous accuse déjà. Elle dit que tout ce qui arrive est la faute du Pakistan. Le Chef d'état-major de son armée a déclaré qu'il y avait 500 terroristes qui faisaient la file à la frontière, prêts à la traverser. Pourquoi le Pakistan enverrait-il 500 terroristes alors qu'il y a 900 000 soldats là-bas? Quel impact auraient-ils? Que feraient-ils? Ne savons-nous pas qu'au moment où une attaque terroriste a lieu, tout ce que cela produit, c'est plus de cruauté et d'oppression contre le peuple du Cachemire? Les 900 000 soldats auraient simplement une raison d'écraser encore davantage les Cachemiriens. Le Gouvernement indien aurait une excuse pour dire que le Pakistan est un État terroriste et invoquer le mantra du « terrorisme islamique ».

Dès que l'on a recours à la rengaine du « terrorisme islamique », le monde entier détourne le regard; personne ne parle des droits de l'homme et les gens gagnent le droit de faire tout ce qu'ils veulent. C'est ce qui se passe au Cachemire actuellement, car l'expression « terrorisme islamique » est sans cesse employée. C'est ce qui est en train de se passer maintenant. Quel avantage tirerions-nous d'accroître encore la cruauté infligée au peuple du Cachemire? Pourquoi voudrions-nous cela? Mais l'Inde n'a pas d'autre discours dans sa manche car, quoi qu'il advienne quand le couvre-feu sera levé, le Pakistan sera tenu pour responsable. Il y a toujours le danger d'un autre Pulwama. Ils pourraient venir nous bombarder à nouveau, et cela déclencherait un autre cycle.

Que pense Narendra Modi? Que pensent les 180 millions de musulmans d'Inde au moment où je parle? Ne regardent-ils pas les Cachemiriens, coincés depuis à présent 55 jours? Ne regardent-ils pas? Que pensent les autres membres de l'Assemblée générale? Ne pensent-ils pas que les musulmans se radicaliseront en Inde? Je parle de 180 millions de personnes. Quand elles se seront radicalisées, il y aura un incident en Inde, à un moment ou à un autre, et nous serons à nouveau tenus pour responsables. Je préviens toutes les personnes ici présentes qu'une fois encore nous serons tenus pour responsables.

Qu'en est-il des musulmans, au nombre de 1,3 milliard, qui regardent? Ils savent que ce qui se passe au Cachemire se produit uniquement parce qu'il y a des musulmans cachemiriens. Cela n'arrive pas

aux hindous cachemiriens. Les musulmans savent que ce qui se passe a des motifs religieux. Alors qu'est-ce que mes homologues dirigeants pensent qu'ils pensent? Que penserait la communauté juive si 8 000 juifs – sans parler de 8 millions – étaient pris au piège de la même manière? Que penseraient les Européens? Que pensons-nous? Que pensons-nous qu'une quelconque communauté humaine, dont les membres seraient cernés comme le sont les Cachemiriens, penserait? Sommes-nous les enfants d'un dieu de moindre importance? Une telle situation ne nous cause-t-elle pas de la souffrance? Ce qui se produira ensuite, c'est que, parmi les musulmans, au nombre de 1,3 milliard, quelqu'un prendra les armes.

Je sais que nous avons tous été élevés en regardant des films occidentaux – en voyant l'histoire classique de l'homme bon, décent, qui n'obtient pas justice et décide par conséquent de prendre une arme dans le but de se faire justice lui-même. Par exemple, il y a un film particulièrement célèbre qui se déroule à New York, *Death Wish*. La femme du personnage est tuée par des cambrioleurs ayant fait irruption dans sa maison. Ne pouvant pas obtenir justice, il prend une arme et va abattre les assassins de son épouse, et tout le cinéma est avec lui. En ayant cela à l'esprit, qu'est-ce que les membres de l'Assemblée pensent que les musulmans pensent maintenant? S'il y a un bain de sang, les musulmans se radicaliseront – pas à cause de l'islam, mais parce qu'ils verront qu'il n'y a pas de justice quand il s'agit de musulmans. Au Myanmar, près d'un million de musulmans rohingya ont été éliminés par un nettoyage ethnique. Quelle a été la réaction de la communauté mondiale? Dès lors, qu'est-ce que les membres de l'Assemblée pensent que serait la réaction de 1,3 milliard de musulmans?

Je m'imagine au Cachemire. Voilà 55 jours que je suis bloqué. J'ai entendu parler des viols et du fait que les soldats de l'armée indienne font irruption dans les maisons. Voudrais-je subir pareille humiliation? Voudrais-je vivre comme cela? Je prendrais une arme. La situation pousse les gens à la radicalisation. Quand quelqu'un perd la volonté de vivre, quelle raison lui reste-t-il de vivre? C'est le cœur du problème. Si la communauté internationale peut laisser cela arriver à des êtres humains, elle radicalise les gens.

Je répète donc que nous vivons l'une des périodes les plus cruciales. Il y aura une réaction. On accusera le Pakistan. Deux pays dotés de l'arme nucléaire se retrouveront face à face, comme cela s'est produit en

février. L'ONU a la responsabilité de nous empêcher d'aller dans cette direction. C'est précisément pour quoi l'Organisation a été créée en 1945. Elle est censée empêcher que de telles choses n'arrivent. J'ai l'impression que nous sommes revenus à Munich en 1939 et que la Tchécoslovaquie vient d'être prise – annexée. Que va faire la communauté mondiale? Va-t-elle apaiser un marché de 1,35 milliard de personnes? Ou va-t-elle prendre fait et cause pour la justice et l'humanité? Si les choses tournent mal, le monde espérera le meilleur, mais il devrait se préparer au pire. Si une guerre conventionnelle se déclençait entre les deux pays, tout pourrait arriver.

À présent, supposons qu'un pays sept fois plus petit que son voisin soit confronté au choix consistant soit à se rendre, soit à lutter jusqu'à la mort pour sa liberté – que ferons-nous? Je me pose moi-même la question, et ce que je crois c'est qu'il n'est d'autre dieu que Dieu. Nous nous battons. Or, quand un pays doté de l'arme nucléaire se battra jusqu'au bout, il y aura des conséquences qui dépasseront largement ses frontières. Il y aura des conséquences pour le monde, et c'est pourquoi je répète que je suis ici pour tirer la sonnette d'alarme. Ce n'est pas une menace de ma part. C'est l'expression d'une préoccupation raisonnable quant au chemin que nous sommes en train d'emprunter.

Je suis venu ici pour dire à l'ONU qu'elle doit agir. C'est une mise à l'épreuve pour elle. C'est l'Organisation qui a garanti au peuple du Cachemire le droit à l'autodétermination. Celui-ci souffre du fait de ce droit, et il est temps de faire quelque chose. Contrairement à 1939, le temps n'est pas à l'apaisement. Il est temps d'agir. La toute première mesure doit être que l'Inde lève le couvre-feu inhumain qui dure depuis 55 jours. Elle doit libérer tous les prisonniers politiques, en particulier ces 13 000 garçons qui ont été arrêtés. Leurs parents ne savent pas où ils se trouvent. Ensuite, la communauté mondiale doit donner au peuple du Cachemire le droit à l'autodétermination.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République islamique du Pakistan de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Imran Khan, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la République hellénique

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République hellénique.

M. Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la République hellénique, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la République hellénique, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Mitsotakis (Grèce) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter l'Ambassadeur Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session.

C'est un grand plaisir pour moi que de m'adresser à l'Assemblée générale pour la première fois en tant que dirigeant du peuple qui a le premier développé les valeurs adoptées par la majorité du monde moderne : la démocratie, les droits individuels et l'égalité devant la loi.

Durant la décennie écoulée, toutefois, l'histoire du peuple grec a connu une série de revers qui ont mis à l'épreuve la volonté et le courage de notre nation. Cependant, nous nous sommes battus et avons persévéré, et l'été dernier nous avons ouvert un nouveau chapitre de notre longue saga, qui montrera une fois encore de quoi nous sommes faits en tant que peuple et en tant que nation.

À l'occasion des élections nationales en juillet dernier, l'électorat grec a donné à mon parti, le Parti pour une nouvelle démocratie, l'appui nécessaire pour former une majorité gouvernementale forte, et le mandat de définir pour notre pays une nouvelle orientation, qui reposera sur une société plus productive et plus prospère, capable d'offrir à notre peuple de nouvelles possibilités de réaliser ses rêves et d'accomplir son destin. Nous avons eu tôt fait d'exécuter ce mandat. En moins de trois mois, nous avons mis fin aux contrôles sur les capitaux, lancé de nouvelles mesures pour favoriser la privatisation et attirer des investissements, et promulgué des lois visant à réduire les taxes, à ouvrir les marchés et à limiter les formalités administratives. Et ce n'est qu'un début.

Un nouveau jour s'est levé en Grèce, réchauffé par la claire lumière de la raison et balisé par les vents du changement et de l'espoir. Alors que nous nous employons à éloigner notre pays des tempêtes qui l'ont

malmené pendant une décennie et à le mener vers des mers calmes et des horizons radieux, nous conservons une conscience aiguë de notre place dans la région instable où nous vivons, de notre rôle dans l'Union européenne, dont nous avons inspiré les idéaux, et de nos responsabilités à l'égard du monde fragile que nous habitons tous.

Étant donné la multitude des défis et périls d'aujourd'hui, il faut que le rôle des Nations Unies évolue constamment et se diversifie sans cesse afin que l'ONU reste pertinente et fasse la promotion de la liberté, de la prospérité et de la paix dans les régions sujettes à des troubles. La Grèce appuie sans réserve les efforts déployés par le Secrétaire général en vue de mener les réformes requises pour rendre l'Organisation plus efficace.

Il est temps en effet que l'ONU améliore son aptitude à pratiquer la diplomatie préventive, à fournir une aide humanitaire et à mener des missions tant d'édification que de maintien de la paix, ainsi qu'à rebâtir les nations en ruine une fois les conflits réglés, sachant qu'il est crucial de faire tout cela avec plus de transparence, d'efficacité et de responsabilité.

Je crois que nous sommes tous d'accord pour admettre que, peu importe le nombre d'opérations d'édification et de maintien de la paix déployées dans les zones de conflit, au bout du compte, la paix et la sécurité ne sauraient prévaloir sans développement ni croissance inclusive. La Grèce reste fermement attachée à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la vision à long terme d'une économie de l'Union européenne sans incidence sur le climat d'ici à 2050.

Afin d'atteindre ces objectifs, le Gouvernement grec a fait de l'action climatique une composante centrale de son programme. Il ne s'agit pas simplement d'une stratégie défensive pour protéger nos forêts contre les incendies et nos plages contre l'érosion et l'élévation du niveau de la mer. Il est question de tirer profit de notre environnement naturel et de notre patrimoine culturel uniques comme d'un avantage comparatif qui aboutisse à une nouvelle croissance durable.

Pour ce faire, nous prévoyons d'adopter avant la fin de l'année une nouvelle stratégie nationale ambitieuse pour ce qui concerne l'énergie, l'environnement et le climat. Nous interdirons les sacs plastique à usage unique dans tout le pays d'ici à 2021. Nous fermerons toutes nos centrales électriques fonctionnant au lignite

d'ici à la fin de 2028. Nous mènerons plus avant des initiatives visant à protéger notre patrimoine culturel immatériel contre les effets des mauvaises conditions climatiques. Nous donnerons suite au sommet international consacré aux effets des changements climatiques sur le patrimoine culturel, qui a eu lieu à Athènes en juin, en appelant à la tenue d'une réunion l'an prochain pour prolonger et élargir les travaux qui ont débuté à la conférence d'Athènes.

Pour la Grèce, le développement durable et la prospérité sont également liés à la gestion efficace de l'un des principaux défis de l'heure : la crise des réfugiés. Située au niveau des frontières extérieures de l'Union européenne, et donc aux avant-postes de la crise des migrations et des réfugiés depuis maintenant plusieurs années, la Grèce reste aux prises avec le plus grand afflux de migrants et de réfugiés vers l'Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Nous sommes parmi les quatre premiers États membres de l'Union européenne en termes de demandes d'asile et avons l'un des plus hauts ratios de demandeurs d'asile par habitant. Malgré ce fardeau disproportionné et l'énorme pression ainsi exercée sur nos systèmes de réception et d'asile, nous avons réussi à sauver des milliers de vies en mer. Nous déployons des efforts et des ressources gigantesques, autant que nous le pouvons, afin d'accueillir les réfugiés et les migrants de façon humaine et décente, en respectant les droits de l'homme et la dignité humaine tant des réfugiés que des migrants qui arrivent dans notre pays.

Cependant, nous atteignons à présent les limites de notre capacité à faire face à ce problème. Les pays d'entrée ne peuvent ni ne devraient porter seuls le fardeau de la pression migratoire. La gestion des réfugiés et des migrations est un défi européen qui appelle une action collective, une approche globale et des solutions larges, toujours basées sur un partage équitable des responsabilités, et non sur des considérations xénophobes.

Il nous faut dire l'évidence à nos partenaires européens : la Grèce ne peut pas porter à elle seule le fardeau des mouvements massifs de personnes fuyant des guerres et l'oppression ou cherchant simplement un avenir meilleur, comme tel a récemment été le cas. Ces personnes n'ont pas la Grèce pour destination finale. Elles viennent en Europe par les frontières extérieures de l'Union européenne, qui se trouvent être nos frontières. Leur sort ne peut pas être transformé en arme au service d'objectifs politiques, par quiconque et où que ce soit.

L'accord entre l'Union européenne et la Turquie doit être respecté. La Turquie doit faire bien davantage pour remplir sa part du contrat. La récente hausse très sensible du nombre de migrants traversant la mer Égée est également inacceptable. Il faut que l'Europe continue de soutenir la Turquie financièrement, puisque des millions de réfugiés vivent actuellement en Turquie.

En même temps, l'Union européenne doit agir rapidement afin d'adopter de nouvelles règles communes pour les demandeurs d'asile, qui s'appliquent à tous les pays. Aucune nation européenne ne peut être membre de l'espace Schengen et profiter de la libre circulation des personnes tout en refusant de participer à des accords de partage des responsabilités concernant la crise migratoire. La solidarité n'est pas une voie à sens unique.

La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est une source de vive préoccupation et devrait être abordée par la communauté internationale de façon globale. Il est dramatique de constater que, huit ans après l'éclatement de la crise syrienne, le pays est toujours un champ de bataille, non seulement en raison de divisions internes, mais aussi à cause de divisions régionales et internationales dont les répercussions sont ressenties par tous, mais surtout par le malheureux peuple syrien. La Grèce ne voit pas d'autre choix qu'une solution politique. Nous appuyons pleinement la tenue d'un dialogue politique inclusif à Genève, sous les auspices de l'ONU, en vue d'établir un accord-cadre sur la base de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, qui permettra non seulement le retour des réfugiés syriens dans leur pays d'origine, mais servira aussi de base au lancement de la reconstruction de ce pays dévasté.

En ce qui concerne la Libye, il est impératif d'établir les conditions de sécurité qui permettront au pays de se rétablir. En tant que voisine de la Libye, la Grèce attache une importance particulière aux efforts internationaux visant à stabiliser le pays. Nous appuyons pleinement le Plan d'action des Nations Unies pour la Libye, ainsi que le plan d'action en trois parties annoncé récemment, et sommes d'avis qu'ils constituent une feuille de route solide pour faire avancer la situation.

En tant que pays qui jouit à la fois de liens de longue date avec le monde arabe et d'excellentes relations avec Israël, que la Grèce a reconnu lorsque mon père était Premier Ministre, il y a près de 30 ans, nous pensons que le processus de paix au Moyen-Orient doit se poursuivre et aboutir à la solution des deux États,

dans l'espoir que la région devienne un jour une terre promise pour tous ses peuples.

On dit souvent que la géographie détermine le destin. Néanmoins, il est de notre responsabilité de façonner notre propre destin. Bien que mon pays soit situé à proximité d'une région extrêmement troublée, il reste un pilier de stabilité qui s'emploie activement à promouvoir la paix, la sécurité et la coopération. Avec la République de Chypre, la Grèce a mis en place des programmes constructifs de coopération trilatérale avec l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban et la Palestine. Conformément à son rôle de force stabilisatrice dans une région confrontée à de graves problèmes, la Grèce demeure pleinement attachée au principe des relations de bon voisinage avec tous ses voisins.

Toutefois, aucun progrès tangible dans les relations entre deux pays voisins ne peut être obtenu sans le plein respect du droit international, y compris du droit de la mer, et des traités internationaux. Les actes qui remettent constamment en cause la souveraineté et les droits souverains de la Grèce, en mer et dans les airs, portent atteinte au principe important des relations de bon voisinage, contreviennent au droit international et entravent gravement les efforts visant à établir des relations mutuellement bénéfiques.

Quarante-cinq années se sont écoulées depuis l'invasion et l'occupation illégales par la Turquie de plus d'un tiers de la République de Chypre. Une solution concertée, globale et viable, en conformité avec les résolutions du Conseil de sécurité, doit mettre fin à cette injustice. Nous saluons les efforts déployés par le Président Anastasiades et le dirigeant chypriote turc Akıncı pour s'entendre sur les modalités d'une reprise des négociations visant à résoudre la question chypriote. C'est à eux qu'il appartient de décider ce qui est bon pour leurs communautés et ils n'ont pas besoin de tutelle étrangère. Comme le Président Anastasiades l'a répété hier dans cette salle (voir A/74/PV.7), la seule solution acceptable est l'évolution de la République de Chypre vers une fédération bizonale et bicommunautaire fondée sur l'égalité politique, avec une seule souveraineté, une seule représentation juridique internationale et une seule citoyenneté. La Grèce est prête à reprendre les négociations en vue de mettre fin au système obsolète et totalement anachronique des garanties et des droits d'intervention unilatéraux de 1960, et du retrait des troupes d'occupation turques de l'île.

Toutefois, les activités illégales de forage menées par la Turquie en Méditerranée orientale, en particulier

dans la zone économique exclusive et dans les eaux territoriales de Chypre, violent le droit international. Elles sapent de manière flagrante les efforts déployés actuellement sous les auspices de l'ONU pour relancer les négociations sur Chypre, et exacerbent dangereusement les tensions dans l'est de la Méditerranée. La diplomatie de la canonnière n'a pas sa place au XXI^e siècle; c'est une relique du XIX^e siècle. En outre, les actions et déclarations récentes de la Turquie concernant l'ouverture de Varosha sous administration chypriote turque constituent une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui demandent le retour de tous les habitants légitimes à Varosha sous l'administration de l'ONU.

En ce qui concerne nos voisins du nord, la Grèce continuera à soutenir les efforts menés par l'ensemble des pays des Balkans occidentaux pour rejoindre l'Union européenne, dès lors qu'ils respectent pleinement leurs obligations internationales envers l'Union européenne et leurs voisins. La Grèce joue un rôle vital dans le développement économique de la région des Balkans, grâce aux possibilités commerciales offertes par ses ports du Pirée et de Thessalonique, ainsi qu'à sa position parmi les plus importants investisseurs en Europe du Sud-Est. Nous continuerons dans cette voie de manière plus intensive à l'avenir.

Qu'il me soit permis de conclure en faisant l'observation suivante. Nous pensons naturellement à l'ONU à chaque fois que nous sommes confrontés à des problèmes complexes. Nous sommes souvent prompts à critiquer l'ONU si elle n'arrive pas à les résoudre. Mais pour ceux qui sont pris dans la tourmente de guerres et de révolutions, l'ONU est le seul rempart de sécurité sur lequel ils peuvent compter, et pour les millions de réfugiés dans le monde auxquels elle fournit nourriture et abri, c'est la seule lueur d'espoir. Je voudrais donc conclure ma première intervention devant l'Assemblée générale en saluant l'ONU pour les conflits qu'elle a résolus, les souffrances qu'elle a atténuées et la douleur qu'elle a soulagée partout dans le monde.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République hellénique de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Kyriakos Mitsotakis, Premier Ministre de la République hellénique, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Andrew Holness, Premier Ministre et Ministre de la défense, de la

croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre de la défense, de la croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque.

M. Andrew Holness, Premier Ministre et Ministre de la défense, de la croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Andrew Holness, Premier Ministre et Ministre de la défense, de la croissance économique et de la création d'emplois de la Jamaïque, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Holness (Jamaïque) (*parle en anglais*) : Je présente mes plus sincères félicitations à M. Muhammad-Bande pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session et je l'assure du plein appui de la Jamaïque dans ses travaux à venir. Je tiens également à exprimer notre profonde gratitude à S. E. M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés qui a si habilement guidé nos travaux au cours de la précédente session.

L'ONU est un outil essentiel pour l'édification d'un monde de paix, de sécurité et de développement. Telles sont les caractéristiques des activités de collaboration multilatérale, dont nous pouvons tous légitimement être fiers. Aucun pays ne peut seul répondre aux aspirations au développement de sa population sans collaborer avec d'autres pays. Nous sommes donc reconnaissants au Secrétaire général, à son équipe et à tous ceux qui ont porté les nombreuses initiatives réussies de l'ONU.

Dans le même temps, notre espace mondial est confronté à des risques sans précédent, notamment l'aggravation des conflits géopolitiques, l'exacerbation des tensions commerciales, les attaques terroristes et les menaces sécuritaires. De plus, l'intolérance religieuse s'accroît, les comportements xénophobes se multiplient et, surtout, les changements climatiques ont des effets dévastateurs. Malheureusement, nous assistons à ces phénomènes dans un contexte marqué par les craintes d'une récession mondiale. Le thème de la présente session de l'Assemblée générale est « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation

de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». Le moment est en effet venu de réorienter nos efforts et de permettre à nos pays d'inverser ces tendances négatives.

La Jamaïque applique plusieurs mesures politiques et législatives conçues pour créer une société plus solidaire et une économie plus résiliente. Nos principaux objectifs sont la promotion d'une croissance durable inclusive, des perspectives économiques, une société pacifique, l'harmonie sociale et la sécurité des citoyens. Nous nous efforçons d'en faire une réalité pour tous les Jamaïcains. Un investissement accru dans le capital humain produira sans aucun doute des résultats exponentiels en matière de développement national. L'autonomisation de notre peuple facilitera sa participation à la croissance et au développement de la Jamaïque, de notre région et de la communauté internationale en général.

Une attention particulière doit être accordée aux personnes les plus vulnérables de la société pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. C'est pourquoi nous avons augmenté le budget alloué au programme stratégique de protection sociale de la Jamaïque, qui englobe des impératifs sociaux et de sécurité du revenu plus larges appliqués à un ensemble de vulnérabilités. En 2017, nous avons révisé notre programme national de réduction de la pauvreté afin de ramener le taux national de pauvreté en dessous de 10 % d'ici à 2030. Nous nous attachons à faire en sorte que les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes, les enfants et les jeunes fassent partie d'une société inclusive, résiliente et prospère.

Nous avons fait des progrès considérables en matière de scolarisation universelle aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire grâce à un programme stratégique et intégré d'éducation et de formation. Dans le cadre de ces efforts, nous mettons un accent accru sur la science, l'innovation et la technologie, et nous sommes déterminés à former une population active qui peut s'adapter aux exigences nouvelles et émergentes du milieu de travail dans le monde.

Nous avons également lancé le programme HOPE sur le logement, les possibilités d'emploi et la production qui permet aux jeunes seuls d'accéder à une formation sur la préparation à la vie active, le développement de la personnalité et l'emploi. Ces trois dernières années, plus de 26 000 jeunes ont bénéficié de ce programme et en sont devenus les ambassadeurs. En plus d'avoir réduit de moitié le chômage des jeunes au cours des trois dernières années, la Jamaïque a enregistré un taux

de chômage historiquement bas de 7,8 %, 18 trimestres consécutifs de croissance économique, une inflation faible et stable et une réduction de notre ratio dette/PIB, qui est passé de 147 % à 95 %.

Je divulgue ces indicateurs de la performance économique stable de la Jamaïque tout en reconnaissant pleinement que les résultats obtenus dépendent tant d'un cadre national renforcé de la responsabilité fiscale, que d'un environnement économique et financier mondial favorable. La Jamaïque est déterminée à atteindre l'indépendance économique et à parvenir à une équité sociale en collaborant avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux.

La criminalité et la sécurité constituent un défi majeur pour la Jamaïque, compte tenu notamment de leur incidence sur nos objectifs de développement économique. En dépit des programmes efficaces mis en place pour retirer les armes de la rue et des investissements faits pour améliorer les systèmes de contrôle aux frontières et d'autres formes d'investissements en matière de sécurité, nous ne sommes pas en mesure, à nous seuls, d'endiguer le flux du trafic d'armes. Une action transnationale, régionale et multilatérale est nécessaire si nous voulons nous attaquer efficacement au lien pernicieux qui existe entre la criminalité organisée, le commerce illicite de drogue et la prolifération et le trafic des armes de petit calibre. Par conséquent, non seulement nous comptons sur l'appui de nos pays voisins, mais nous attendons également de l'ONU qu'elle continue de jouer un rôle central dans l'appui à la paix et à la sécurité à tous les niveaux, notamment en ce qui concerne la prolifération des armes classiques.

La multiplication des enjeux géopolitiques et les risques d'instabilité de l'économie mondiale sont préoccupants. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les petits pays en développement comme la Jamaïque qui sont déjà sensibles aux chocs extérieurs. L'instabilité et l'insécurité affectent les investissements directs étrangers et ont des répercussions sur l'augmentation du produit intérieur brut, les recettes, l'emploi et les dépenses publiques.

Le Dialogue de haut niveau sur le financement du développement tenu hier et le forum politique de haut niveau pour le développement durable nous rappellent qu'il est urgent de mobiliser des capitaux supplémentaires. Il n'est pas possible de réaliser des progrès durables sans des investissements publics et privés suffisants en quantité et en qualité pour combler le manque de financement prévu pour l'action climatique

et la mise en œuvre des objectifs de développement durable. C'est pour cette raison que la Jamaïque et le Canada continuent de mener des initiatives par l'intermédiaire du Groupe d'Amis pour le financement des objectifs de développement durable et de coopérer avec des partenaires comme le Danemark sur l'initiative visant à combler le déficit d'investissement et de financement dans les infrastructures durables.

La Jamaïque se félicite également de l'offre de l'Inde de former et d'accueillir la coalition pour une infrastructure résiliente aux catastrophes, qui fournira un cadre permettant de garantir que toutes les infrastructures futures soient résilientes aux catastrophes. Nous encourageons la coordination et la cohésion entre les initiatives émergentes afin de d'optimiser les résultats de nos efforts.

Je me sens obligé de rappeler les défis particuliers auxquels sont confrontés les pays à revenu intermédiaire très endettés comme la Jamaïque et nos voisins des Caraïbes. Même si nous sommes prêts pour la transition économique, notre potentiel est sérieusement limité par le fait que nous devons choisir entre le remboursement de notre lourde dette extérieure et des dépenses qui stimulent la croissance. En outre, les politiques actuelles qui régissent l'accès aux financements à des conditions favorables ne nous donnent pas accès à un financement suffisant et abordable à long terme pour investir dans les objectifs de développement durable, et notre capacité de mobiliser des ressources publiques au niveau national est limitée par notre petite taille et notre vulnérabilité. Cela pose le problème des critères de reclassement, qui ne prennent pas en compte l'éventail des vulnérabilités auxquelles sont exposés les pays à revenu intermédiaire. Nos économies se heurtent à d'autres problèmes du fait du désengagement face aux risques et son corollaire, à savoir la perte de relations de correspondance bancaire, qui entrave gravement l'accès à des services financiers essentiels.

Compte tenu de nos vulnérabilités particulières, ma délégation accueille avec satisfaction l'examen à mi-parcours des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, également connues sous le nom d'Orientations de Samoa, qui offre la possibilité de poursuivre l'opérationnalisation du mandat des Orientations. La Jamaïque est attachée à ce processus et compte sur le plein appui de la communauté internationale à cet égard.

Il me plaît d'informer l'Assemblée que le 1^{er} janvier, la Jamaïque a instauré avec succès une

interdiction d'importer, de fabriquer et de distribuer des sacs en plastique à usage unique, du polystyrène expansé et des pailles en plastiques. Cette interdiction a permis de sensibiliser la population aux problèmes environnementaux que posent les déchets non biodégradables, en particulier ceux qui se retrouvent dans nos océans. Nous envisageons d'élargir cette interdiction car nous considérons le renforcement de nos systèmes de gestion des déchets comme un objectif prioritaire. Nous avons également lancé une initiative nationale de plantation d'arbres cette année, en vertu de laquelle nous planterons plus de 3 millions d'arbres en trois ans, soit un arbre par citoyen jamaïcain.

Nous demeurons déterminés à réduire l'érosion des bassins versants et son incidence sur les écosystèmes côtiers. Nous collaborons avec d'autres acteurs pour veiller à ce que notre environnement marin, dont dépend notre survie socioéconomique, soit utilisé et géré de manière durable. La Jamaïque appuie pleinement le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable convoqué par la Première Ministre norvégienne, M^{me} Erna Solberg, de même que son appel à une action climatique fondée sur les océans et son rapport intitulé *The Ocean as a Solution for Climate Change : 5 Opportunities for Action*. Nous attendons avec intérêt la réunion de la Conférence sur les océans en Norvège le mois prochain et au Portugal en juin 2020.

Cela m'amène à la menace la plus visible qui pèse sur l'environnement mondial, à savoir les changements climatiques. Leurs effets s'intensifient, les villes côtières et les nations insulaires de faible élévation étant les plus exposées. Les ravages causés récemment par l'ouragan Dorian aux Bahamas renforcent cette réalité. Nous sommes profondément attristés par les tragiques pertes humaines et les énormes dégâts aux biens, aux infrastructures et aux moyens de subsistance causés par cette catastrophe climatique. La Jamaïque et d'autres îles des Caraïbes font l'expérience directe de l'intensité croissante des ouragans, ainsi que de l'alternance entre des précipitations plus fortes et des sécheresses prolongées. Ces événements climatiques défavorables provoquent des pertes et des perturbations économiques importantes dans toute la région.

La Jamaïque a adopté plusieurs politiques et mesures législatives pour réduire sa vulnérabilité face aux risques naturels et s'adapter aux incidences des changements climatiques. Elles englobent notamment l'élaboration d'une politique monétaire publique globale et inédite pour faire face aux risques financiers que

posent les catastrophes, avec des dispositions visant à assurer une protection contre les risques financiers, y compris des fonds de réserve budgétisés et des obligations souveraines indexées. Il faut prendre d'autres mesures aux niveaux national et mondial pour lutter d'urgence contre les changements climatiques. Cela a donc un honneur pour moi que le Secrétaire général, M. Guterres, ait confié à la Jamaïque la mission de diriger, en collaboration avec la France et le Qatar, le volet relatif à la tarification du carbone et au financement de l'action climatique durant le récent Sommet sur l'action pour le climat. Le succès de ces mesures de lutte contre les changements climatiques repose sur un financement suffisant et des programmes modulables et porteurs de transformation. J'espère vivement que la vingt-cinquième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Santiago en fin d'année, fera fond sur les résultats du Sommet et j'attends avec intérêt ses décisions en la matière.

Cette année est une grande année pour la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, car nous commémorons le vingt-cinquième anniversaire de son entrée en vigueur, ainsi que le vingt-cinquième anniversaire de l'Autorité internationale des fonds marins, dont le siège se trouve à la Jamaïque. La contribution de l'Autorité au développement de cette constitution des océans et son rôle continu dans la préservation d'une ressource mondiale commune sont dignes d'éloges. Nous espérons que les négociations sur un traité international conforme à l'instrument international portant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale seront menées à bien en 2020.

La Jamaïque garde une foi inébranlable dans l'importance du multilatéralisme. Tous les États Membres de l'ONU ont un rôle à jouer dans la lutte contre les problèmes auxquels la communauté mondiale est confrontée. Cette vision des choses est ce qui continue d'inciter des pays tels que la Jamaïque à mettre leurs compétences professionnelles et techniques au service du processus multilatéral, notamment au Conseil de l'Organisation maritime internationale et au Tribunal international du droit de la mer, en 2020. Nous sommes déterminés à contribuer à la réalisation de nos objectifs communs au sein de ces deux institutions.

La Charte des Nations Unies engage la communauté internationale à préserver les générations futures du fléau de la guerre et des conflits de toutes sortes. La

Jamaïque appuie donc les efforts du Secrétaire général, de ses envoyés spéciaux pour la Syrie et le Myanmar et de son envoyé personnel pour le Sahara occidental. Nous appuyons également les initiatives de rapprochement sur la péninsule coréenne et nous décourageons tout acte qui pourrait compromettre ces efforts. Nous demeurons également conscients des tensions persistantes au Moyen-Orient et en Afrique, où l'instauration de la paix et de la sécurité reste un objectif beaucoup trop inaccessible. Plus près de chez nous, nous réitérons l'appel à la levée du blocus économique, commercial et financier imposé à notre voisine, Cuba. Nous sommes également préoccupés par la situation relative au désarmement et à la prolifération, en particulier le démantèlement progressif de traités de désarmement de longue date et ses répercussions pour la paix et la sécurité internationales.

M. Baati (Tunisie), Vice-Président, assume la présidence.

Nous ne pouvons ignorer les conflits en cours dans des pays comme le Yémen, l'Afghanistan et la Libye, où le personnel de l'ONU continue de servir de manière inestimable le maintien de la paix. Nous rendons hommage à ses efforts dévoués et saluons respectueusement la mémoire de ceux qui ont consenti le sacrifice ultime pour promouvoir les idéaux de paix et de sécurité mondiales que défend l'ONU. Nous comptons parmi eux un ressortissant jamaïcain, Clive Peck, qui a perdu la vie au service de l'ONU à la suite d'une attaque à la bombe il y a quelques semaines à Benghazi, en Libye. Nous remercions le Secrétaire général et l'ONU dans son ensemble du soutien accordé à sa famille en cette période de deuil.

En tant que famille mondiale des nations, notre attachement collectif à l'ordre international fondé sur des règles ne doit pas faiblir. Le développement durable pour tous ne sera réalisable que sur la base d'efforts concertés et d'un partenariat. Pour cela, nous devons agir avec détermination et sans perdre de temps. Cette soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale représente un tournant sur les plans de la prise de décisions et de l'action. Ne laissons pas notre détermination faiblir et faisons de ces objectifs une réalité.

Le Président par intérim (parle en arabe) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la Jamaïque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Andrew Holness, Premier Ministre de la Jamaïque, est escorté de la tribune.

Allocution du Premier Ministre de la République du Tadjikistan

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République du Tadjikistan.

M. Qohir Rasulzoda, Premier Ministre de la République du Tadjikistan, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Qohir Rasulzoda, Premier Ministre de la République du Tadjikistan, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Rasulzoda (Tadjikistan) (*parle en russe*) : C'est avec grand plaisir que je me joins aux félicitations sincères adressées à M. Tijjani Muhammad-Bande pour son élection à la présidence de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale. Je voudrais également remercier M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés de l'excellent travail qu'elle a accompli durant sa présidence de la soixante-treizième session de l'Assemblée.

Depuis près de 75 ans, l'ONU est une plateforme universelle qui permet de débattre des problèmes urgents du moment, et de les résoudre. Mais le monde où nous vivons change rapidement. La situation instable actuelle, caractérisée par la hausse de la concurrence géopolitique et économique et l'augmentation des menaces et des défis mondiaux, exige que nous agissions avec efficacité et cohérence. Nous jugeons essentiel de mobiliser tous les outils à la disposition de l'Organisation et de renforcer nos efforts communs. Nous devons également renforcer notre attachement au maintien de l'ordre fondé sur des règles, au cœur duquel l'ONU œuvre de manière efficace. À cet égard, le Tadjikistan appuie les efforts déployés par le Secrétaire général pour promouvoir une réforme globale de l'Organisation, visant à renforcer et à accroître sa capacité de faire face aux défis et menaces actuels en temps voulu et avec efficacité.

Le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, compromettent la paix et la sécurité internationales, exacerbent les conflits et déstabilisent des régions entières. Ils entravent les efforts que nous déployons pour promouvoir et protéger les droits de la personne et pour encourager le développement durable. Aujourd'hui, le Tadjikistan fait tout son possible pour

contribuer à la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme, la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues. Forts de nos années d'expérience en matière de consolidation de la paix, de prévention du terrorisme et de lutte antiterroriste, ainsi que de lutte contre le trafic de drogues, nous avons tenu en mai dernier, à Douchanbé, la Conférence de haut niveau sur la coopération internationale et régionale en matière de lutte contre le terrorisme et son financement par le trafic de drogues et la criminalité organisée. Cette conférence a été la première d'une série d'initiatives régionales prises dans le cadre du processus de suivi de la Conférence de haut niveau des Nations Unies réunissant les chefs d'organismes antiterroristes des États Membres, convoquée par le Secrétaire général les 28 et 29 juin 2018 à New York. Nous sommes convaincus qu'elle sera une plateforme importante permettant un dialogue global et l'échange de pratiques exemplaires et d'expériences entre toutes les parties intéressées.

Les questions relatives à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ont également été examinées au cinquième Sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, tenu le 15 juin à Douchanbé. En ma qualité de Président en exercice de la Conférence, j'estime qu'il est important d'encourager les efforts déployés par nos pays pour promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité en Asie, lesquels doivent se concentrer sur le démantèlement de l'infrastructure militaire du terrorisme international, refuser de l'appuyer sur les plans politique, militaire et financier et prévenir l'utilisation abusive d'Internet aux fins de la radicalisation et du recrutement de personnes et de la promotion de l'extrémisme et de la violence.

Le trafic de drogues est l'une des principales sources de financement du terrorisme. Étant donné que mon pays est en première ligne dans le combat contre ce fléau, nous avons beaucoup fait dans ce domaine depuis notre indépendance. Sous la direction du Président tadjik Emomali Rahmon, notre office national de lutte contre la drogue a été créé en 1999 avec l'appui de l'ONU. En 2013, nous avons adopté une stratégie nationale de lutte contre les stupéfiants pour la période 2013-2020. Le Président Rahmon a proposé de créer, avec l'appui de l'ONU, un groupe spécial composé des représentants des forces de l'ordre des pays situés sur la « Route du Nord », avec la participation d'experts se penchant sur les questions liées au trafic de drogues – une initiative qui, selon nous, est importante et arrive à point nommé. Nous espérons que les États Membres l'appuieront.

La sécurité et la stabilité en Asie centrale sont étroitement liées à l'évolution de la situation en Afghanistan. La frontière du Tadjikistan avec l'Afghanistan est la plus longue de tous les pays, et c'est pourquoi, depuis les premiers jours de notre indépendance, nous avons travaillé sans relâche pour promouvoir une paix et une stabilité durables chez notre voisin. En outre, nous contribuons concrètement au développement socioéconomique de l'Afghanistan en reliant les couloirs de transport de nos deux pays afin de créer un pont énergétique – le Projet pour le commerce et l'approvisionnement en électricité en Asie centrale et en Asie du Sud –, qui permet au peuple afghan d'être approvisionné en électricité et en produits de base, ainsi que de bénéficier de spécialistes de la formation. L'un des domaines importants à cet égard est la participation de l'Afghanistan au processus de coopération régionale multilatérale et à la création de conditions propices à la réalisation du potentiel de transit du pays et de la région. Le Tadjikistan appuie pleinement les efforts déployés par les autorités afghanes pour instaurer un processus de négociations de paix.

Il s'agit d'une année très importante pour dresser le bilan des résultats de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le cycle quadriennal du forum politique de haut niveau pour le développement durable s'est achevé avec succès. Nous avons tout le potentiel nécessaire pour intensifier nos efforts en vue de mettre en œuvre le Programme 2030 au cours des 11 prochaines années, étant donné que la réalisation des objectifs de développement durable est insuffisante, en dépit des efforts considérables déployés. À cet égard, nous appuyons l'appel lancé par le Secrétaire général pour que nous agissions de toute urgence et avec détermination afin de mettre en œuvre avec succès le Programme 2030 dans les meilleurs délais. Nous avons adopté une stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 et un plan de développement à moyen terme pour la période 2016-2020, qui s'alignent tous deux pleinement sur le Programme 2030 et sont des outils essentiels pour garantir l'appropriation nationale des objectifs de développement durable au Tadjikistan. Toutefois, nous sommes également confrontés à toute une série de nouveaux enjeux et problèmes, au premier rang desquels figurent, selon nous, les changements climatiques, qui affectent sérieusement le processus de réalisation des objectifs de développement durable et de leurs cibles.

Au cours des 60 dernières années, la température annuelle moyenne de l'air au Tadjikistan a augmenté

de 1°C. Le nombre de jours de fortes précipitations a augmenté, tout comme la fréquence et l'intensité des événements hydrométéorologiques. Les catastrophes naturelles liées à l'eau coûtent à elles seules à notre économie des centaines de millions de dollars en dommages chaque année. Les catastrophes naturelles entraînent souvent des pertes en vies humaines. Les conséquences négatives des changements climatiques sur la quantité et la qualité des ressources mondiales en eau douce sont également de plus en plus manifestes. Au cours des dernières décennies, le Tadjikistan a vu la superficie de ses glaciers, qui sont d'une importance vitale pour l'ensemble de l'Asie centrale, se réduire comme peau de chagrin. Dans ce contexte, nous sommes d'avis qu'il est essentiel de renforcer la coopération entre les pays afin de lutter contre les conséquences des catastrophes naturelles. Pour ce faire, nous devons élaborer des mesures préventives et créer des fonds pour aider les pays dans le besoin. Il est également fondamental d'améliorer la surveillance des glaciers, de la neige et des autres ressources en eau et de prendre des mesures efficaces pour les préserver pour les générations futures.

Nous considérons qu'il est vital de promouvoir le développement d'une économie verte à tous égards, en particulier l'énergie verte, qui est une composante essentielle du développement durable. L'expansion de l'utilisation des énergies renouvelables, principalement l'hydroélectricité, contribue au développement économique et social du Tadjikistan tout en maintenant à un niveau aussi faible que possible les émissions nocives dans l'atmosphère. Les centrales hydroélectriques, qui produisent environ 98 % de notre électricité, constituent le socle du secteur énergétique du pays. Le Gouvernement a pris des mesures globales pour équilibrer la production et la consommation d'énergie en modernisant et mettant à niveau nos centrales hydroélectriques existantes, en construisant de nouvelles et en adoptant des méthodes modernes de conservation de l'énergie.

Le Tadjikistan est un chef de file dans la promotion des questions relatives à l'eau à l'échelle mondiale. Il est bien connu qu'au cours des dernières décennies, à l'initiative du Président Rahmon, quatre initiatives mondiales importantes ont été approuvées par l'Assemblée générale. Durant leur promotion et leur mise en œuvre, ces initiatives ont reçu un large appui des États Membres, des organisations internationales et régionales, des institutions financières, de membres éminents des milieux scientifiques et d'affaires, ainsi que de représentants de la société civile. En 2018, notre quatrième

initiative mondiale, la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), a été lancée avec succès. La résolution 71/222, sur cette question, expose les modalités de l'examen approfondi à mi-parcours de la mise en œuvre de la Décennie et prévoit deux événements mondiaux importants. Pour la première fois depuis la première Conférence des Nations Unies sur l'eau qui s'est tenue à Mar del Plata, en Argentine, il y a plus de 40 ans, une conférence des Nations Unies sur l'examen approfondi à mi-parcours de la mise en œuvre des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » aura lieu à New York en mars 2023. En 2021, l'Assemblée générale tiendra une réunion de haut niveau d'une journée pour promouvoir la réalisation des buts et objectifs relatifs à l'eau énoncés dans le Programme 2030.

À cet égard, la République du Tadjikistan, dans le cadre du processus de Douchanbé, organisera la deuxième conférence sur la mise en œuvre de la Décennie internationale d'action, intitulée « Dynamiser les actions et partenariats liés à l'eau aux échelons local, national, régional et mondial ». Cette conférence se tiendra à Douchanbé, en juin 2020, et nous espérons sincèrement que les États Membres nous apporteront à nouveau leur soutien et y participeront de manière active. Nous sommes fermement convaincus que le développement de la coopération et des partenariats dans le domaine de l'eau contribuera à garantir l'adoption en temps voulu des mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable.

Pour terminer, je voudrais souligner qu'aujourd'hui, dans un contexte de problèmes qui se font jour à l'échelon mondial, nous devons déployer d'importantes efforts afin de réaliser nos objectifs dans les délais que nous nous sommes fixés. Parmi ces problèmes, les plus urgents sont les menaces du terrorisme mondial, les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, la pénurie aiguë de ressources, l'écart croissant entre les pays riches et les pays pauvres, et les inégalités qui se creusent au sein de la population. L'ONU demeure la seule organisation universelle capable de coordonner et d'unir les efforts de l'ensemble de la communauté internationale pour régler les problèmes auxquels l'humanité est actuellement confrontée.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre de la République du Tadjikistan de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Qohir Rasulzoda, Premier Ministre de la République du Tadjikistan, est escorté de la tribune.

Allocution de M^{me} Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre de la Norvège.

M^{me} Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège, est escortée à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M^{me} Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M^{me} Solberg (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège est un fervent partisan d'un ordre multilatéral fondé sur des règles. Nous sommes un partenaire de tous les instants des efforts visant à promouvoir le développement durable, la paix, la sécurité et les droits de l'homme. Le monde a besoin d'une coopération et d'institutions multilatérales solides pour relever les défis mondiaux, tels que les changements climatiques, la cybersécurité et le terrorisme, et l'ONU doit être renforcée afin que nous soyons mieux équipés pour relever les défis qui se posent à nous aujourd'hui.

La Norvège veut assumer sa part de responsabilité à cet égard. C'est pourquoi nous sommes candidats à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2021-2022. Nous sommes prêts à servir et à bâtir un Conseil plus efficace et plus transparent qui nous aidera à mieux relever nos défis communs. Nous devons tous travailler à forger de nouveaux partenariats, des partenariats qui doivent s'appuyer sur des intérêts et des objectifs communs, indépendamment de la géographie ou des us et coutumes. La Norvège est favorable à un Conseil de sécurité plus représentatif qui reflète mieux les réalités du monde, ce qui passe notamment par l'augmentation du nombre de sièges permanents et non permanents pour l'Afrique. Nous avons besoin de réformes qui assurent une plus grande légitimité et conduisent à de meilleurs résultats pour plus de personnes. Le Secrétaire général a fait preuve d'un grand leadership dans le cadre des réformes de l'ONU, et la Norvège continuera d'en appuyer la mise en œuvre, tant sur le plan politique que financier.

Nous sommes tous touchés par les conséquences de l'instabilité. Les zones de conflit et d'instabilité sont des terres fertiles pour l'extrémisme violent et le

terrorisme international, et ces menaces ne se limitent pas aux zones de conflit elles-mêmes. La propagande terroriste, l'incitation à commettre des attaques terroristes et les ressources utilisées à cette fin peuvent franchir les frontières, tant réelles que virtuelles, et il n'y a pas d'idéologie, de religion ou de croyance unique derrière ce fléau. Les menaces qui pèsent sur la sécurité mondiale appellent des réponses mondiales. Une large coopération internationale est essentielle entre les États, les organisations internationales, les partenaires non gouvernementaux et le secteur privé. Nous devons également travailler au sein de nos communautés pour prévenir la radicalisation. Nous devons empêcher la propagation de contenus terroristes en ligne sans porter atteinte aux droits de l'homme ou à la liberté d'expression. La Norvège est attachée à l'Appel à l'action de Christchurch. Nous aussi, nous avons connu les conséquences meurtrières de la radicalisation en ligne.

L'instauration d'une paix durable est cruciale pour la sécurité à long terme. La longue expérience de la Norvège en matière de règlement des conflits et de consolidation de la paix oriente notre travail au sein de l'ONU. Depuis la fin de la guerre froide, la médiation et le règlement des conflits constituent des pierres angulaires de notre politique étrangère. À la demande des parties, nous avons participé aux efforts de règlement de conflits partout dans le monde, de la Colombie au Venezuela, des Philippines à l'Afghanistan, du continent africain au Moyen-Orient. Nous cherchons toujours des solutions durables. Nous avons tant à y gagner si nous réussissons. C'est pourquoi la Norvège est prête à prendre le risque politique de dialoguer dès le départ et qu'elle ne relâche pas ses efforts au fil du temps.

Par exemple, nous restons attachés à une solution négociée à deux États entre Israël et la Palestine. En sa qualité de Présidente du groupe international de donateurs pour la Palestine, la Norvège demeure déterminée à renforcer les fondements institutionnels d'un futur État palestinien. La Norvège est également favorable à un processus de paix inclusif en Afghanistan. Nous nous félicitons des progrès accomplis dans les pourparlers entre les États-Unis et les Talibans et exhortons les parties à mettre la dernière main à un accord, ce qui ouvrirait la voie à des négociations de paix entre Afghans.

Dans nos efforts de paix à l'échelle internationale, nous ne travaillons pas seuls. Nous avons besoin de partenariats et de coopération avec l'ONU et d'autres organisations internationales, avec la société civile et

avec des groupes d'intérêt variés. Nous savons que l'inclusion des femmes et des minorités permet d'obtenir des accords plus forts, une meilleure mise en œuvre et une légitimité accrue. Par-dessus tout, les parties à un conflit doivent s'approprier le processus. La Norvège est toujours impartiale, mais nous ne sommes jamais neutres sur le plan des valeurs. Nous encourageons le dialogue, écoutons toutes les parties et menons une diplomatie pragmatique. Si nous sommes élus au Conseil de sécurité, cette approche nous accompagnera et nous placerons le règlement des conflits et la consolidation de la paix au premier rang des priorités du Conseil.

Dans un monde où l'insécurité augmente, le maintien de la paix des Nations Unies doit être adéquat et pertinent. Les Casques bleus s'acquittent d'un travail essentiel en protégeant les civils. La Norvège soutient activement l'initiative « Action pour le maintien de la paix » du Secrétaire général. Nous devons mettre au point des solutions novatrices pour faire en sorte que l'ONU dispose de la qualité et de la prévisibilité dont elle a besoin. Je citerai par exemple le concept de rotation des avions de transport militaire, lancé par la Norvège. En fournissant des installations de campement, nous réduisons également les coûts pour l'ONU et nos partenaires de rotation. La Norvège continuera de déployer des capacités spécialisées haut de gamme au sol, comme par exemple nos avions de transport et notre équipe de police spécialisée au Mali. Nous fournissons également des officiers d'état-major et des conseillers pour les questions de police aux missions des Nations Unies au Soudan du Sud, en Colombie et au Moyen-Orient, et nous ferons bientôt de même pour la mission au Yémen.

Un lien fort avec l'Union africaine est indispensable pour la réussite du maintien de la paix des Nations Unies en Afrique. Nous devons renforcer le partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine et assurer un financement durable et prévisible des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine autorisées par les Nations Unies.

La Norvège promeut la question des femmes et de la paix et la sécurité. Nous continuerons d'insister pour un meilleur équilibre entre les sexes à tous les niveaux et dans tous les domaines des activités de maintien de la paix. La participation des femmes est une priorité dans tous les efforts de paix et de sécurité de la Norvège, dans notre action de médiation et de maintien de la paix, dans notre intervention humanitaire et dans nos efforts de consolidation de la paix, et elle restera une priorité pour

nous à l'ONU. Du fait des conflits et de l'insécurité, les efforts humanitaires sont rendus plus nécessaires. Nous avons tous la responsabilité de soutenir ceux qui ont besoin d'aide humanitaire et de protection, mais nous devons faire davantage. Nous devons veiller au respect du droit international humanitaire et nous attacher à renforcer les efforts de protection. L'ampleur des violences sexuelles et fondées sur le genre dans les crises humanitaires actuelles est absolument inacceptable. Il faut mettre un terme à ces crimes terribles, qui restent trop souvent impunis. La Norvège travaille activement avec les pays partenaires à cette fin.

Ces dernières années, nous avons observé une utilisation accrue des mines et une hausse du nombre de leurs victimes civiles. La Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel n'a rien perdu de sa pertinence. La Norvège assure actuellement la présidence de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et nous sommes également un donateur important à la lutte contre les mines.

Le nombre record de déplacés dans le monde ne montre aucun signe de diminution. Nous devons nous doter de meilleures stratégies pour traiter la question des déplacements et en réduire le nombre, et favoriser une coopération plus étroite entre les secteurs humanitaire et du développement. La Norvège se félicite de la création prochaine d'un groupe de haut niveau sur les déplacés. Nous avons été l'un des pays à l'origine de cette initiative, et le Secrétaire général peut compter sur notre appui. La Norvège a augmenté son budget humanitaire de plus de 65 % depuis 2013, et nous maintiendrons ce niveau élevé de financement dans les années à venir.

La sécurité est étroitement liée au développement durable. Les conflits peuvent annuler des années de progrès économique et social. Prévention des conflits, maintien de la paix et désarmement sont indispensables si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable, et le développement durable est crucial si nous voulons réduire l'insécurité et le conflit. À l'horizon 2030, nous avons fait des progrès encourageants, notamment en termes d'accès à l'éducation, aux services de santé et à l'énergie propre, mais nous accusons toujours un retard. Comme l'a souligné le Secrétaire général, nous devons accélérer les choses. La Norvège est un partenaire constant dans cette entreprise, elle qui consacre 1 % de son revenu national brut à l'aide au développement international. L'appropriation nationale est indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable, de même que la mobilisation

des ressources nationales. Pour réussir, il est impératif de stimuler le secteur privé, dynamiser la création d'emplois, mettre en place des systèmes fiscaux équitables et efficaces, et endiguer les flux financiers illicites et la corruption.

La Norvège est fière d'assumer actuellement la présidence du Conseil économique et social, et le financement du développement est la principale priorité de notre présidence. Au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 figure l'engagement de faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. Si nous voulons honorer cet engagement, le développement doit être inclusif. Nous devons parvenir jusqu'aux populations les plus vulnérables et les plus marginalisées. La Norvège redouble d'efforts à l'intention de ces groupes. Nous avons toujours respecté l'objectif de l'ONU d'allouer 0,2 % de notre revenu national brut aux pays les moins avancés, et nous avons décidé d'accroître encore cet appui.

Si nous sommes élus au Conseil de sécurité, nous nous efforcerons de faire en sorte que les océans ne deviennent pas une nouvelle zone de conflit. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer représente un cadre juridique pour les océans, en garantissant la prévisibilité et la stabilité et en promouvant une coopération internationale pacifique en matière de conservation et d'utilisation durable des océans du monde. Elle garantit la liberté de navigation en mer. Il est impératif de veiller à ce que tous les États l'appliquent pleinement. Les menaces qui pèsent sur les océans sont sans précédent – perte de biodiversité, pollution marine, changements climatiques et surexploitation des ressources marines ne sont que quelques-uns des défis observés. Dans le même temps, les océans détiennent la clef de la réalisation de nombre des objectifs de développement durable. Ils sont une source vitale de nourriture, d'énergie, de médicaments et d'emploi. S'ils sont gérés judicieusement, ils recèlent un potentiel considérable pour le développement humain. La sauvegarde des océans est une responsabilité partagée et une urgence mondiale. C'est pourquoi, il y a deux ans, j'ai lancé le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable. L'an prochain, à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les océans, nous présenterons une liste de mesures à prendre pour les océans. En octobre, nous accueillerons la conférence *Our Ocean* (Notre océan). La Norvège a également lancé un programme d'aide au développement pour lutter contre les déchets marins. Nous pensons qu'une action climatique axée sur les océans peut être la clef qui nous permettra

d'honorer nos engagements au titre de l'Accord de Paris sur le climat.

À Paris, nous nous sommes engagés à produire des résultats et à définir de nouvelles ambitions en matière de réduction significative des émissions de carbone d'ici à 2020. C'est ce que fait la Norvège. Il y a près de 30 ans, nous avons introduit une taxe sur le carbone en Norvège, y compris dans notre secteur pétrolier. Le projet de budget de mon gouvernement, qui doit être présenté la semaine prochaine, prévoit une hausse de 5% de la taxe sur les émissions de carbone. Avec le programme d'échange de droits d'émission de l'Union européenne et notre taxe sur le carbone, nous exploitons activement les mécanismes du marché pour accélérer le virage vert de notre économie. Nous faisons en sorte qu'il soit moins coûteux d'être écologique et plus coûteux de polluer. Les recettes fiscales serviront à réduire les autres impôts.

Aujourd'hui, près de 45% de nos voitures particulières neuves ne produisent plus d'émissions, ce qui contribue à faire passer progressivement notre secteur des transports de passagers du noir au vert. Nous avons par ailleurs commencé à réformer notre système de transport de marchandises. En tant que grand pays maritime, nous travaillons au sein de l'Organisation maritime internationale à réduire les émissions des navires, et nous intensifions la construction de parcs éoliens flottants en mer. Nous devons tous apporter notre pierre à l'édifice, et la Norvège renforcera sa contribution déterminée au niveau national d'ici à 2020. J'exhorte tous les autres pays à faire de même, car il n'est plus possible d'ignorer le fait que les changements climatiques ont une incidence sur la sécurité. Je ne parle pas d'un scénario dans un avenir lointain. Ces risques pour la sécurité sont déjà une réalité pour des millions de personnes dans le monde, et ils ne vont pas disparaître.

La Norvège appuie l'appel à nommer un représentant spécial pour le climat et la sécurité, et nous pensons que le Conseil de sécurité doit se pencher sur les questions de sécurité climatique. L'ouragan Dorian nous a rappelé les effets dévastateurs de la crise climatique, et la Norvège continuera d'appuyer l'appel à rendre les pays sortis de la catégorie des pays les moins avancés admissibles à l'aide publique au développement s'ils sont gravement touchés par des catastrophes naturelles. Certains des pays qui subissent les pires effets des changements climatiques comptent parmi les plus faibles émetteurs au monde. La menace qui pèse sur les petits États insulaires est existentielle. Les pays vulnérables

aux changements climatiques, tels que les Tuvalu, la Dominique ou les Seychelles, ne doivent pas assumer seuls le poids de l'adaptation à cette nouvelle réalité. Nous sommes éloignés géographiquement, mais les océans nous relient. En tant que pays océanique proche de la fonte des glaces arctiques, nous partageons une préoccupation commune et pouvons ressentir l'urgence de la crise. Nous devons investir dans la résilience. C'est également logique d'un point de vue économique.

Nos forêts, et en particulier les forêts tropicales, ont un rôle essentiel à jouer. Depuis de nombreuses années, la Norvège encourage la réduction des émissions à l'échelle mondiale par le biais de son initiative sur le climat et les forêts. Nous avons continué à réduire la déforestation en travaillant avec un certain nombre de pays, notamment en Amazonie. L'initiative convenue à Leticia par les pays amazoniens bénéficie de notre plein appui. La Norvège travaillera avec tous les pays de la région — y compris le Brésil, je l'espère — afin de mettre un terme à la déforestation. Mais la réduction des émissions futures n'est pas d'une grande aide immédiate pour ceux qui sont déjà touchés. C'est pourquoi la Norvège accroît son appui à l'adaptation aux changements climatiques, à la résilience et à la sécurité alimentaire dans les pays vulnérables aux changements climatiques. Il s'agit d'une tâche urgente, et la Norvège sera un partenaire actif pour la mener à bien.

Beaucoup de choses ont changé depuis le précédent mandat de la Norvège au Conseil de sécurité en 2001 et 2002. Mais notre volonté de résoudre les problèmes communs par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies n'a pas changé. Nous sommes un partenaire constant au sein de l'ONU. Nous resterons un solide partisan d'un ordre international fondé sur des règles. Notre voix est et continuera d'être une voix indépendante, et nous nous efforcerons de trouver un terrain d'entente. La Norvège est prête à siéger à nouveau au Conseil de sécurité, et nous espérons bien entendu obtenir l'appui de tous les États Membres.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre de la Norvège de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Erna Solberg, Première Ministre de la Norvège, est escortée de la tribune.

Allocution de M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances,

des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade.

M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade, est escortée à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M^{me} Mottley (Barbade) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter M. Tijjani Muhammad-Bande pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session, et l'assurer de l'appui de la Barbade tout au long de son mandat. Je tiens également à remercier sa prédécesseure pour sa direction compétente et avisée au cours de l'année écoulée. Comme d'autres délégations, la Barbade appuie le thème très opportun de la session de cette année : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ».

Nous n'aurions pas pu choisir un thème plus pertinent et plus approprié. La Barbade a fondé son propre développement sur l'éducation et l'inclusion afin que nous puissions éliminer la pauvreté de notre pays. Mais malgré les progrès réalisés, nos acquis sont menacés par un défi majeur que nous ne connaissons tous que trop bien, celui des changements climatiques. Nier l'existence des changements climatiques ne diminue en rien leur réalité. Je saisis cette occasion pour me joindre à mes collègues dirigeants qui se sont succédé à cette tribune et exprimer à nos frères et sœurs du Gouvernement et du peuple des Bahamas toutes les condoléances et l'empathie de mon pays, à la suite des terribles dégâts causés par l'ouragan Dorian sur les îles Abacos et Grand Bahama. Cette catastrophe

représente malheureusement la nouvelle norme pour beaucoup de petits États insulaires en développement (PEID). Sur la base de ma propre expérience, je peux dire que c'était horrible.

Le monde dans lequel nous vivons ne peut plus ignorer la réalité des changements climatiques. Il ne s'agit pas que d'ouragans et d'inondations. Il s'agit de sécheresses, d'incendies de forêt, de prolifération des sargasses et de notre capacité à fournir de l'eau potable, à nourrir nos populations et à leur donner un abri. Nous sommes aujourd'hui confrontés à ces problèmes dans notre propre pays, de la sécheresse aux sargasses. Et si on peut considérer les ouragans comme des crises cardiaques, les sargasses et les sécheresses sont comparables au diabète - insidieuses et épuisantes. C'est le monde de nos enfants qui est en danger absolu.

Vendredi dernier, des jeunes de 150 pays à travers le monde ont choisi de défendre la cause de la justice climatique. Greta Thunberg a parlé de cette tribune, et il faut la reconforter et lui dire que lorsque l'humanité n'a pas de réponse à donner, elle attaque. Les gens préfèrent s'en prendre au messenger plutôt que d'affronter le vrai problème. Je tiens à dire qu'il est significatif selon moi que lorsque les jeunes s'engagent dans une bataille, la guerre est généralement gagnée. Nous l'avons vu en Afrique du Sud, et nous le verrons bientôt dans la lutte contre les changements climatiques. Je suis donc convaincue que la bataille sera gagnée. La question — et chacun d'entre nous ici le sait — est de savoir si cette victoire viendra à temps pour nos populations qui vivent dans les petits États insulaires en développement. Nos petits États survivront-ils à cette catastrophe climatique en attendant que l'humanité ne trouve enfin la solution capable d'arrêter et d'inverser les changements climatiques? Ce sont les petites îles dans les océans du monde, comme nous dans les Caraïbes et le Pacifique, qui sont en première ligne. Mais comme je le dis régulièrement, ne nous y trompons pas : d'autres attendent leur tour derrière nous. Comme on dit dans mon pays, « aujourd'hui pour moi, et demain pour toi ».

Qu'est-ce qui nous empêche vraiment de suivre la science - une science qui, soit dit en passant, est on ne peut plus convaincante? Je demande qu'en tant que dirigeants, nous soyons sincères — sincères avec nous-mêmes, notre peuple et les jeunes. C'est une question de volonté politique, c'est tout. Ni plus ni moins. Cela fait plus de 30 ans que nous débattons des changements climatiques, depuis l'époque où les petits États insulaires en développement ont donné l'alerte

mondiale en 1988. Le Commonwealth nous a attribué un indice de vulnérabilité en 1989. Le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement a vu le jour il y a 25 ans, suivi de la Stratégie de Maurice et des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Que faut-il de plus? Combien de temps encore faudra-t-il parler? Et pourtant, nous sommes encore là aujourd'hui, certains d'entre nous répétant le même refrain comme si la plupart d'entre nous étaient sourds et aveugles. Ironie du sort, après le Sommet sur l'action pour le climat qui s'est tenu lundi, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié un autre rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans lequel il indique qu'il n'est plus possible d'éviter certaines des conséquences les plus graves des changements climatiques. Combien de fois nous a-t-on dit cela? Combien de fois la science a-t-elle confirmé que notre survie même est menacée? Certains s'installeront dans des zones de haute altitude et y resteront comme si cela pouvait les protéger; mais pour combien de temps? Les comportements destructeurs continuent.

Aujourd'hui, dans cette salle, je demande à l'Assemblée : où est passé le leadership moral de notre monde? Où sont les mesures constructives des pays responsables des émissions de carbone qui pensent qu'il est acceptable de continuer de construire des centrales à charbon au lieu de les démanteler, et qui ne comprennent pas que le monde nous offre la possibilité de construire de nouvelles industries et de créer de nouveaux emplois tout en préservant le monde pour nos jeunes? Ne voient-ils pas ce qui se passe? Pourquoi n'agissent-ils pas? Est-ce qu'ils ne s'en soucient pas? On nous dit, et je crois en la science, que nous sommes la dernière génération qui pourrait contrer cette menace existentielle, qui se manifeste semaine après semaine. Le week-end dernier c'était la tempête tropicale Karen. Dans l'Atlantique, nous avons eu de la chance que Jerry et Humberto n'aient pas évolué comme Dorian. Combien de personnes doivent encore se tenir à cette tribune? Combien de personnes doivent encore faire les couloirs? Au nom de nos peuples qui nous ont envoyés ici et qui attendent de nous que nous créions de nouvelles industries leur permettant de faire la transition du charbon, des comportements destructeurs, des voitures qui roulent au gazole ou à l'essence, nous devons modifier nos techniques de construction et nos modes de transport. Nous pouvons changer la donne. C'est en notre pouvoir. C'est possible si les dirigeants

font preuve de volonté politique. Le moment est venu d'agir. Jamais dans l'histoire de l'humanité une génération n'a eu pareille responsabilité de protéger la planète.

Malheureusement, aujourd'hui, les Caraïbes se trouvent également en première ligne d'un trop grand nombre d'autres graves problèmes. C'est pourquoi je pose sans cesse la question de savoir qui nous voit ou qui nous écoute. Nous continuons d'être confrontés aux problèmes de listes noires, qui sont dérisoires par rapport aux changements climatiques, mais qui détruisent notre secteur financier. En outre, il y a le flux illicite d'armes, qui fait que la facilité avec laquelle certaines personnes peuvent aller dans des espaces publics et en abattre d'autres n'est rien de plus qu'un autre sujet d'actualité. Nous aidons l'industrie et le commerce des armes à feu à faire des profits. Un autre problème est celui des maladies non transmissibles, qui frappent nos peuples de la façon la plus insidieuse, parce que nous avons fait des régimes qui favorisent la prospérité de quelques multinationales la norme, du fait des aliments que nous consommons et de notre mode de vie.

Au sein de notre propre communauté, le Belize et le Guyana continuent de se heurter à des problèmes concernant leur intégrité territoriale. Je suppose qu'on pense que puisque cela fait si longtemps que nous parlons du Belize, du Guyana et de Cuba, nous pouvons continuer à parler des changements climatiques et d'autres sujets, et qu'il ne s'agit que d'autres questions qu'on doit évoquer quand on prononce un discours à l'Assemblée générale. Tous ces sujets constituent des menaces à notre stabilité, à la stabilité de nos peuples, dans nos pays. Toutefois, depuis notre dernière rencontre, d'autres situations et circonstances indépendantes de notre volonté sont apparues, qui risquent de nous déstabiliser. Nous le répétons encore et encore, et nous voulons savoir qui nous écoute.

Cependant, nous n'avons pas que des histoires pathétiques. En effet, les Caraïbes ont produit des personnalités de haut niveau. Elles ont produit des lauréats du prix Nobel, des sportifs et des artistes qui ont excellé et qui sont les meilleurs au monde dans leur domaine; des leaders qui ont inspiré les générations passées et actuelles. Nous ne venons pas ici — nous qui sommes des peuples fiers — pour demander l'aumône. Nous ne voulons pas être des mendiants et nous ne le serons pas. Ce que nous voulons — non, ce dont nous avons besoin —, ce sont des moyens financiers et politiques nous permettant de parvenir à un développement durable, d'être souples, de nous adapter et

d'innover afin d'apporter la prospérité à notre peuple ou, dans l'esprit du thème de cette session de l'Assemblée, d'éliminer la pauvreté, d'éduquer nos peuples et d'inclure tout le monde afin que personne ne soit laissé de côté. Nous voulons un ordre international qui reconnaît la nécessité de définir différentes obligations en matière de politique générale en fonction de la situation de chacun d'entre nous, et qui reconnaît que malgré cela, nous — petits et grands, Nord et Sud, chrétiens, hindous, musulmans, personnes de races et de sexes différents- pouvons être amis. Nous voulons un ordre international équitable et juste qui repose véritablement sur les principes de justice et d'équité pour tous et pas seulement pour quelques-uns. Nous voulons une ONU qui reconnaît qu'à 74 ans, nous avons la maturité nécessaire pour avoir des conversations difficiles et résoudre des problèmes.

Beaucoup de pays en développement ont été persuadés ou contraints d'abandonner des politiques conçues pour transformer la majorité de nos peuples et qui ont ensuite été adaptées à un consensus établi à Washington, et qui porte le nom de cette ville. En fin de compte et malheureusement, le but était de concentrer les richesses entre les mains de quelques-uns. C'est ce qui explique les inégalités croissantes que nous observons dans le monde ces dernières décennies et le désenchantement de trop de personnes dans le monde à l'égard des gouvernements et des avantages qu'ils peuvent leur apporter. L'appât du gain de quelques-uns risque de remettre en cause le peu de progrès réalisés depuis l'indépendance. En fait, nous sommes trop durs envers nous-mêmes puisque l'indépendance est un phénomène récent pour nous. D'autres, qui ont mis 150 ans pour arriver au stade où ils en sont, trébuchent et faillissent encore, et ils veulent juger ceux qui ont eu moins de 50 ou 60 ans pour évoluer dans un monde qui ne leur ressemble pas et qui ne tient pas compte de leurs intérêts? Tel est le sort d'un trop grand nombre de personnes.

Malgré leur petite taille, les 14 pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ont joué un rôle de premier plan au niveau international. Je ne peux pas prendre la parole aujourd'hui sans parler de Saint-Vincent-et-les Grenadines, qui est le plus petit pays du monde à avoir été élu au Conseil de sécurité. Nous sommes fiers de ce pays. De plus — je voudrais évoquer cette question —, lorsque la CARICOM a été saisie de la situation au Venezuela, j'ai accompagné celui qui assurait la présidence de la CARICOM, le Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, et le Premier

Ministre de Trinité-et-Tobago à une réunion avec le Secrétaire général dans ce bâtiment, en janvier. Nous avons rencontré de nombreuses délégations. Certaines ont dit que nous perdions notre temps et d'autres ont dit que le temps des pourparlers était passé. Nous avons dit alors, comme nous le disons aujourd'hui presque neuf mois plus tard, qu'il n'est jamais trop tard pour dialoguer dans un monde qui veut la paix et la prospérité.

Nous ne prenons pas parti mais nous savons qu'on ne peut pas privilégier la guerre aux dépens du dialogue. Le peuple vénézuélien doit être autorisé à décider de son avenir conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, à savoir les principes de non-intervention, de non-ingérence, d'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force ainsi que de respect de l'état de droit, des droits de l'homme et de la démocratie. Il est regrettable que d'autres organisations multilatérales ne se conforment pas à leurs propres chartes. C'est ce qui rend les mesures prises par le Secrétaire général de l'ONU encore plus louables, car il refuse d'enfreindre les dispositions de la Charte et de prendre certaines mesures alors que les États Membres se sont empressés de reconnaître des acteurs non élus.

C'est la raison pour laquelle la Barbade s'est empressée d'accéder à la demande de la Norvège, et je salue ma collègue, la Première Ministre de la Norvège, qui vient de quitter la tribune pour aller faciliter les pourparlers entre les parties vénézuéliennes. Nous félicitons le Gouvernement norvégien, qui a prêché par l'exemple et a joué un rôle de chef de file en facilitant ces pourparlers. De même, nous regrettons que ces pourparlers aient échoué. Nous rappelons que le dialogue reste crucial si l'on veut parvenir à des résultats concrets et servir les intérêts du peuple vénézuélien et de ses voisins non seulement sur le continent latino-américain, mais également dans la mer des Caraïbes, car on oublie que la Trinité-et-Tobago est située à une dizaine de kilomètres à peine des côtes vénézuéliennes. Notre mer des Caraïbes doit rester une zone de paix. Nous nous battons pour cela.

Je parle franchement et sans crainte car depuis son indépendance, la politique étrangère de la Barbade se base sur le principe qu'elle veut être l'amie de tous et n'être un satellite de personne. La Barbade a donc toujours été et reste fière de considérer Cuba comme une amie précieuse. La Barbade a établi des relations avec la République populaire de Chine lorsque d'autres s'y refusaient. Nous sommes peut-être un petit État, mais nous avons des principes. Nos relations avec Cuba

ont un fondement historique ancré dans la solidarité, la coopération, la complémentarité et notre civilisation caribéenne commune. L'embargo économique de longue date contre Cuba reste une source de profonde préoccupation. Je réitère la ferme opposition de la Barbade à cette mesure unilatérale et surtout, à l'activation récente de l'article 3 de la loi Helms-Burton, qui impose de nouvelles restrictions et exacerbe la situation. Et à quelle fin, je demande? Ces tentatives persistantes visant à empêcher le peuple cubain de vivre dans une dignité humaine élémentaire sont inacceptables.

Il est temps que la communauté mondiale reconnaisse que les petits États insulaires en développement sont des partenaires à part entière dans la sphère internationale et que nos besoins spécifiques en matière de développement doivent être pris en compte dans les enceintes multilatérales. Nous affirmons que la croissance des économies des pays développés ne doit pas se faire aux dépens de la viabilité même des petits États en développement. Les enfants ont une expression pour cela. Ils appellent cela de la lâcheté, de l'intimidation et de l'exclusion. Nous réclamons la justice, l'équité et la possibilité d'occuper la place qui nous revient de droit au sein de la communauté mondiale. C'est tout. C'est cette promesse qui sous-tend notre adhésion à l'Organisation.

Je sais qu'aujourd'hui, je me dois de reconnaître et de saluer les efforts héroïques du Secrétaire général, António Guterres, qui nage à contre-courant face à la montée de l'anti-multilatéralisme et de l'anti-mondialisme, qui navigue les eaux dangereuses de ressources décroissantes et qui résiste, mes amis, aux tentatives visant à réduire à néant l'excellent travail accompli au cours des 75 dernières années par les dirigeants du monde entier et par ses prédécesseurs pour garantir le développement, la paix et la dignité à la famille humaine.

En tant que petit pays, non seulement nous sommes attachés au multilatéralisme, mais nous sommes également conscients que c'est le multilatéralisme qui protège notre souveraineté et notre capacité à négocier notre passage dans ce monde. C'est notre rempart contre les démonstrations de puissance et notre bouclier contre la tyrannie. Pour nous, l'ONU reste un mécanisme important permettant d'instaurer la paix et la sécurité internationales et d'apporter le développement durable à tous les pays, mais en particulier les plus vulnérables.

L'histoire a prouvé qu'il est plus facile de promouvoir les intérêts nationaux en s'appuyant sur la collaboration, les partenariats et une approche

multilatérale. Aucun pays ne peut commercer avec lui-même ou développer son économie dans l'isolement. En conséquence, un système commercial multilatéral et un ordre économique international qui répondent aux besoins de tous les pays, même les plus petits, sont d'une importance capitale. Nous tous, qui sommes réunis dans cette salle, le savons. C'est pour cette raison que la Barbade compte et espère accueillir la quinzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en octobre 2020.

Nous serons le tout premier petit État insulaire à accueillir la CNUCED. La Barbade se réjouit de cette occasion inédite de travailler avec d'autres acteurs et ses partenaires et de définir le programme commercial et de développement de l'Organisation pour les quatre prochaines années, consciente du fait que c'est le moment indiqué pour les petits États insulaires en développement d'être au centre de ces délibérations, pour débattre du commerce et du climat, du commerce et de l'économie bleue et du développement durable de nos populations. Nous nous réjouissons à la perspective d'établir ces partenariats extrêmement importants avec tous les États Membres de l'ONU pour faire de la quinzième session de la CNUCED une manifestation ouverte à tous et couronnée de succès.

La raison d'être de l'ONU est de mettre en exergue nos points communs pour nous aider à dépasser nos différences. Comme je l'ai déjà dit, il ne peut y avoir de progrès sans communication et il ne peut y avoir de progrès sans dialogue. Si la conséquence de l'absence de dialogue est de perdre un peu de sommeil, ce n'est pas grave et nous pouvons l'accepter, mais si cette absence de dialogue a pour conséquence des pertes en vies humaines et en moyens de subsistance, alors nous avons un problème. C'est pour cette raison que certains pensent que nous sommes invisibles, parce que ceux qui devraient faire preuve de bon sens et qui peuvent faire davantage détournent le regard en toute impunité.

Pour dire la vérité, combien de fois nous a-t-on ignorés s'agissant d'un trop grand nombre de questions? Et je me demande combien de fois nous allons venir répéter le même discours du haut de cette tribune. Les PEID sont le signal d'alerte de la communauté internationale. La communauté internationale nous ignorera à ses risques et périls.

Nous sommes le signal d'alerte. Malheureusement, on ne nous remarque que quand on veut des votes ou un appui pour les candidatures au Conseil de sécurité ou lorsque quelqu'un veut un candidat pour diriger

une organisation internationale. Ce n'est que dans ces moments qu'on nous accorde de l'importance. C'est à se demander comment on peut être aussi transparent et manquer à ce point de dignité et de conscience. Comme j'ai été amenée à le faire en début de semaine, je rappelle aux États Membres que l'Alliance des petits États insulaires représente 20 % des membres de cet organe – 43 États – et que nos votes et nos voix comptent. Ils comptent mais nos vies et notre dignité comptent davantage. Nous sommes déterminés à prendre les mesures qui s'imposent pour remédier aux effets délétères de ce qui menace de nous détruire : les changements climatiques. Comme l'a écrit Dylan Thomas,

« Les hommes [...] ragent, s'enragent contre [...] la lumière [et] n'entrent pas docilement dans cette douce [ou, devrais-je dire, sombre] nuit ».

Le monde est à la croisée des chemins, et les déclarations que nous avons entendues ce matin ne cessent de nous le rappeler. L'ONU ne survivra que si elle continue d'avoir un rôle à jouer s'agissant de répondre aux besoins de nos peuples et de trouver des solutions, non pas à tous les problèmes de notre époque, mais aux grands enjeux et défis de l'humanité — sauver la planète, coexister pacifiquement dans le respect et la dignité, promouvoir l'égalité et non la domination d'une seule race, religion ou secte. Nous ne pouvons préserver la mission de cette entité que si au niveau de chaque pays, et également au niveau multilatéral, nous respectons les principes qui — Dieu merci — nous ont permis de prévenir une autre grande guerre au cours des 74 dernières années et qui nous ont encouragé à œuvrer sans relâche à l'instauration et au maintien de la dignité humaine et de la prospérité, alors que nous mettons tout en œuvre pour réaliser les objectifs de développement durable.

Le témoin est à présent entre nos mains. C'est à notre tour d'agir. Allons-nous tenir le témoin fermement et continuer la course pour aider les marginalisés, les personnes invisibles et sans voix, les grands oubliés de ce monde, ou allons-nous le laisser tomber — malgré les leçons que nous avons tirées des expériences du siècle dernier, durant lequel tant de personnes sont mortes en vain? Mon pays et ma région ont une position claire à ce sujet. Aucune guerre n'en vaut la peine. Aucun profit ne vaut le coût de la guerre ou de la destruction de notre planète. Le peuple barbadien et moi-même, qui le dirige, choisissons d'honorer notre héritage, notre grande civilisation et nos combattants qui se sont battus pour la liberté et pour une vie meilleure. La Barbade fait le choix de lutter pour la paix, la prospérité, la protection

de la planète et l'espoir. Elle choisit l'amour comme vertu : l'amour de soi, l'amour de son prochain, l'amour de la planète. Elle choisit un esprit d'amour, de courage, d'espoir et de fraternité pour toute l'humanité. Nous espérons que toutes les personnes ici présentes prendront la même décision.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Mia Amor Mottley, Première Ministre, Ministre de la sécurité nationale et de la fonction publique et Ministre des finances, des affaires économiques et de l'investissement de la Barbade, est escortée de la tribune.

Allocution de M. Edi Rama, Premier Ministre et Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République d'Albanie

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République d'Albanie.

M. Edi Rama, Premier Ministre et Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République d'Albanie, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Edi Rama, Premier Ministre et Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République d'Albanie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Rama (Albanie) (*parle en anglais*) : Au cours des plus de sept décennies qui se sont écoulées depuis que cette tribune a été érigée pour porter le poids des préoccupations du monde entier, et pendant le demi-siècle qui a suivi la sombre guerre froide, nous avons entendu dans cette salle des promesses de reconstruction démocratique — notamment au lendemain de la chute du mur de Berlin — et d'assistance aux personnes dans le besoin, comme les Albanais du Kosovo qui ont été victimes du génocide à la fin des années 90. Pourtant, même à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, une fois de plus, nous avons entendu dans cette salle des dizaines de plaintes, des vues divergentes du monde et de multiples prédictions sur les menaces imminentes.

De nombreuses années après l'annonce de la fin de l'histoire et l'enthousiasme généralisé à l'égard du mondialisme, nous avons traversé la pire récession économique depuis la Grande Dépression des années 30, nous avons assisté à la montée de l'extrémisme violent et du terrorisme à partir du 11 septembre 2001, lorsque Al-Qaida a tué près de 3 000 personnes innocentes, et nous avons été exposés aux changements climatiques, dont nous ressentons les effets dans l'air que nous respirons au XXI^e siècle. Même si le mondialisme est parfois rejeté, et d'autres fois accepté, cela n'a pas d'importance en fin de compte. Ce qui importe, c'est qu'il existe. Le nationalisme peut parfois sembler être un substitut attrayant, surtout de nos jours. Mais les problèmes auxquels nous sommes tous confrontés sont essentiellement transnationaux. Que cela plaise ou non, nous nous trouvons dans un contexte où la distinction entre les intérêts nationaux et les priorités mondiales est extrêmement floue, voire inexistante.

Nous vivons dans un monde où en même temps que les possibilités se multiplient, de nouvelles menaces se profilent à l'horizon et de nouveaux risques apparaissent. Pire encore, nombre de ces menaces et de ces risques, même s'ils sont clairement recensés, ne font généralement pas l'objet de réponses adéquates. Nous vivons dans un monde où la couche d'ozone est de plus en plus mince et où les conditions climatiques entraînent la fonte d'icebergs. Même si les dispositifs de sécurité sont de plus en plus sophistiqués et les mécanismes de renseignement ont été améliorés, la migration illégale, la radicalisation, l'extrémisme, la criminalité organisée et le trafic illicite de personnes portent atteinte non seulement à nos conditions de sécurité, mais aussi à la qualité même de notre démocratie. Il est clair que l'éventail des questions à traiter exige non seulement la mobilisation des capacités nationales, mais aussi des échanges beaucoup plus efficaces à l'échelle transnationale.

Vendredi dernier, j'ai dû atterrir à Francfort et reporter mon vol pour New York car l'Albanie venait d'être frappée par un puissant tremblement de terre. Mon pays a été gravement endommagé, mais Dieu merci, personne n'a perdu la vie. Comme si cela ne suffisait pas, juste avant que les répliques ne s'apaisent, nous avons été assaillis par une tempête et une pluie torrentielle, qui ont rendu la situation encore plus horrible pour nos citoyens vulnérables.

La science a beaucoup progressé et - que ce soit une bonne chose ou non - dépasse largement le cadre de ce débat, mais elle n'a pas progressé au point de pouvoir

prédire le moment où se produisent les tremblements de terre. Toutefois, cela ne s'applique pas aux changements climatiques, dont les effets destructeurs peuvent être atténués d'avance de plusieurs façons. Il va sans dire qu'aucun pays sur Terre n'est à l'abri des assauts d'une nature en proie aux dérèglements ni assez fort pour y faire face seul. Aussi ai-je le plaisir d'informer l'Assemblée que l'Albanie travaille d'arrache-pied à la réalisation des objectifs de développement durable en œuvrant à la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre de 45 % au cours des 10 prochaines années et s'emploie à atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050, conformément à l'Accord de Paris sur le climat. Nous avons par ailleurs adopté une stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques, un plan d'action national d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et un plan national d'adaptation aux changements climatiques, faisant de l'Albanie le premier et jusqu'à présent le seul pays des Balkans occidentaux à avoir une stratégie consolidée sur les changements climatiques.

Nous avons entrepris de nombreuses autres initiatives pour que notre ciel reste bleu et que notre avenir soit plus vert. De nouvelles normes d'efficacité énergétique dans la construction, l'interdiction prochaine des sacs en plastique non dégradables, un moratoire sur la chasse et l'exploitation forestière et une campagne qui va s'accéléralant de plantation d'arbres ne sont qu'une partie de notre ambition de faire de l'Albanie un modèle à suivre en matière de protection de l'environnement. Ces efforts nous rappellent également que l'action climatique exige un engagement au quotidien. Cela vaut non seulement pour l'action sur les changements climatiques, mais aussi très certainement pour l'autre grande préoccupation que nous partageons tous dans le monde d'aujourd'hui : la sécurité.

Un général d'armée expérimenté a dit un jour qu'il y a deux types de pays dans le monde : les petits pays et les pays qui ne savent pas qu'au bout du compte, ils sont eux aussi petits. L'Albanie est peut-être un petit pays d'un point de vue mondial, mais elle est consciente de sa responsabilité mondiale. Depuis l'adhésion de l'Albanie à l'OTAN il y a 10 ans et malgré les importants défis auxquels nous avons été confrontés, nous avons déployé des troupes au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine, en Lettonie, au Mali et en Afghanistan afin d'imprimer notre marque dans un monde qui devrait être plus sûr et d'œuvrer en faveur d'un avenir meilleur. Il y a quelques mois à peine, deux soldats albanais servant dans le cadre de la Présence avancée renforcée de l'OTAN en Lettonie ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions, alors

qu'ils démantelaient des explosifs. L'Albanie leur rend hommage aujourd'hui, au sein du plus grand rassemblement des nations du monde. Leur martyre est un rappel universel de la plus noble des causes, à savoir protéger la liberté et la sécurité, et assurer la sécurité pour maintenir la liberté.

Malgré cette perte tragique, qui nous blesse profondément et laisse un grand vide dans notre âme, l'Albanie est toujours fermement disposée à assumer de nouvelles responsabilités en Iraq pour appuyer les efforts de stabilisation. Même après la défaite annoncée de l'État islamique d'Iraq et du Levant, tous les pays de l'Assemblée doivent être conscients des risques que comporte la métamorphose post-califat. De petits groupes terroristes, qui semblent avoir disparu, peuvent conserver la capacité de lancer des attaques meurtrières. Ni l'étendue de leur territoire ni leur situation géographique ne doivent empêcher les pays du monde de s'acquitter de leurs responsabilités et de leurs obligations.

L'Albanie est particulièrement préoccupée par le comportement déstabilisateur de l'Iran au Moyen-Orient, ainsi que par ses activités souvent perturbatrices à l'égard de la communauté iranienne de l'opposition, qui a été victime de massacres odieux et dont certains membres sont aujourd'hui généreusement accueillis dans mon pays. Nous avons dû réagir avec vigueur à diverses activités illicites iraniennes contre nos intérêts en matière de sécurité nationale et nous nous tenons fermement aux côtés des pays qui ont été touchés par de tels agissements, que ce soit en mer ou sur terre. Aucun pays n'est trop petit pour assumer ses responsabilités mondiales, quelle que soit sa population, sa taille ou sa situation géographique.

L'Albanie s'appuiera sur son expérience multilatérale pour assumer et renforcer ses engagements multilatéraux. L'année prochaine, en 2020, l'Albanie présidera l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et mettra l'accent en particulier sur les conflits prolongés en Ukraine et alentour, au Haut-Karabakh et en Transnistrie, pour n'en citer que quelques-uns. Elle accordera également une attention particulière à la lutte contre toute forme de discrimination, en particulier l'antisémitisme et l'islamophobie, en s'appuyant sur sa tolérance interreligieuse exemplaire et en renforçant le rôle des femmes dans les activités de consolidation de la paix, reflétant ainsi l'esprit féministe de notre pays. Depuis un siècle, l'Albanie est un exemple historique de la manière dont l'harmonie entre musulmans, qu'ils soient sunnites ou bektachis,

chrétiens, qu'ils soient catholiques ou orthodoxes, et juifs, est non seulement possible mais aussi socialement fructueuse. Bien que nous soyons souvent considérés comme un pays à majorité musulmane, nous sommes aussi le pays de mère Teresa, aujourd'hui Sainte Teresa, qui est notre symbole national le plus noble et l'enfant le plus éminent de notre nation. Nous devrions peut-être nous laisser guider par son sens de la solidarité humaine et son attachement à la bonté universelle à l'heure de faire face aux grandes menaces à la paix et à la sécurité que nous observons partout dans le monde aujourd'hui.

Forte d'un parcours historique exceptionnel et d'une expérience multilatérale désormais mature, l'Albanie ne cache plus son ambition de siéger en 2022 et 2023 en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité. J'invite donc tous les pays ici présents aujourd'hui à prendre note avec bienveillance de notre candidature au Conseil de sécurité pour 2022. Cependant, avoir des ambitions mondiales ne signifie pas que nous négligions les questions régionales. Ma région des Balkans occidentaux a une longue histoire d'oppression et de conflits et a souffert de deux des maux les plus cruels du XX^e siècle, une dictature communiste et des guerres interethniques. C'est pourquoi, alors qu'ils se trouvent au cœur de l'Europe, les Balkans occidentaux en sont la région la plus sous-développée, une région encore en proie à plusieurs différends. Nous avons notamment salué l'accord de Prespa, qui a mis fin à un différend qui durait depuis des décennies entre la Grèce et la Macédoine du Nord. L'Albanie a joué un rôle actif pour le rendre possible, et nous y voyons un exemple dont nous pourrions nous inspirer pour régler d'autres litiges.

Afin de renforcer ses liens avec ses voisins et de rationaliser la coopération grâce à une feuille de route relative à la connectivité et à la mobilité dans la région, l'Albanie travaille en étroite collaboration avec le Kosovo, le Monténégro et la Macédoine du Nord, et attend avec intérêt de travailler également avec la Serbie. Toutefois, si le climat de coopération régionale s'est considérablement amélioré, le différend ouvert entre la République du Kosovo et la Serbie reste un obstacle au potentiel de développement de l'ensemble de la région. Indépendamment des problèmes auxquels une jeune démocratie comme celle du Kosovo pourrait naturellement être confrontée, il est tout à fait évident que plus d'une décennie après la proclamation de son indépendance, la République du Kosovo a réussi à construire une démocratie dynamique et à prouver qu'elle est un

partenaire régional fiable qui n'a jamais faibli dans son engagement euroatlantique.

L'heure est venue pour tous les membres de l'Assemblée – et avant toute chose nos amis serbes – de rendre justice à l'histoire, d'accepter la réalité et de reconnaître l'indépendance du Kosovo. La réalité est le seul fondement fiable pour construire un avenir partagé et meilleur. J'appelle donc la Serbie à reconnaître qu'un Kosovo indépendant est une réalité irréversible. Les Serbes doivent cesser de vivre dans le déni et entrer dans l'histoire – pour eux-mêmes et pour le monde – en acceptant la réalité. Il importe également que le Kosovo se voie donner la possibilité de rejoindre toutes les organisations internationales et régionales auxquelles tout pays souverain et indépendant dans le monde a le droit d'adhérer.

J'espère sincèrement, et je m'y emploie jour après jour, que les pays des Balkans occidentaux parviendront à rompre une fois pour toutes avec leur passé et à travailler ensemble pour construire leurs économies, intégrer leurs marchés et s'efforcer d'offrir un avenir meilleur à leurs enfants, en laissant derrière eux les fantômes de leur passé. En conséquence, je me dois d'insister sur quelque chose que je ne cesse de souligner auprès de mes collègues européens : il est inexcusable que le Kosovo, un pays d'à peine 2 millions d'habitants, soit le seul pays d'Europe aujourd'hui dont la population reste maintenue à l'écart du régime de libéralisation des visas de l'Union européenne.

Depuis 2014, plus de 100 millions de personnes ont rejoint la multitude de celles et ceux qui peuvent entrer dans l'Union sans visa. Comment est-il possible que l'Union européenne retienne toujours 2 millions de personnes en otage? Le peuple du Kosovo s'est battu avec acharnement pour sa liberté et est fermement attaché à la perspective d'une adhésion à l'Union européenne. J'appelle donc l'Union à mettre fin à cette absurdité. De même, je me dois également de souligner que la stabilité, la sécurité, la prospérité et la démocratie de la région ne peuvent être garanties qu'en adoptant la perspective européenne. C'est pourquoi répondre favorablement aux ambitions que nourrissent l'Albanie et la Macédoine du Nord concernant l'ouverture des négociations d'adhésion reviendrait à reconnaître leur mérite, mais serait aussi la décision stratégique la plus sage que l'Union puisse prendre pour elle-même.

Lorsque le premier homme a marché sur la Lune à la fin des années 1960 - ce qui, soit dit en passant, était un signe non seulement que l'humanité repoussait les

limites de son univers, mais aussi qu'elle était engagée vers l'avenir –, l'univers de l'Albanie était extrêmement limité et elle était tournée vers le passé. Pays le plus isolé au monde à l'époque, l'Albanie était la Corée du Nord d'aujourd'hui. Certes, l'héritage du passé continue d'influer de multiples manières sur la dynamique du pays, mais l'Albanie a désormais rejoint les nations du monde pour tenter de construire un avenir meilleur en s'acquittant de ses tâches institutionnelles conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour mon gouvernement, la mise en œuvre du Programme 2030 est un élément important de la vision de l'Albanie en matière de développement et d'intégration, et nous y voyons un complément important au programme qui fait l'objet de nos efforts pour rejoindre l'Union européenne. De fait, notre stratégie nationale pour le développement et l'intégration associe nos objectifs en matière d'intégration européenne et ceux qui relèvent du Programme 2030.

Nous sommes déterminés à concrétiser les deux programmes pour une raison très simple : nous sommes convaincus qu'ils constituent une feuille de route qui permettra de moderniser notre pays et nos institutions et de tirer notre société vers le haut. Parmi les éléments les plus importants de ce programme intégré figurent le Plan d'action national pour l'intégration des Roms et des Égyptiens, ainsi que les plans d'action consacrés aux lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, et aux personnes handicapées. Ces plans concrets, dont la mise en œuvre a été lancée, visent à garantir les droits de ces groupes, qui ont souvent été si injustement marginalisés. En outre, nous avons fait d'immenses progrès en matière d'égalité des genres, puisque jamais autant de femmes n'ont été présente au Gouvernement, au Parlement, dans les conseils régionaux et dans l'administration publique. Je suis très fier de dire qu'il y a plus de femmes que d'hommes dans mon gouvernement, ce qui est un signe très prometteur.

Lors de sa visite mémorable à Tirana en 2014, le pape François avait conseillé aux jeunes Albanais de voler de plus en plus haut mais de ne jamais oublier leur nid. Si ce conseil a une qualité presque divine, c'est aussi une exhortation totalement ancrée dans la réalité, non seulement pour l'Albanie mais aussi, semble-t-il, pour la région tout entière. Dans le cadre de notre ambition globale visant à transformer la « fuite des cerveaux » en un processus de « circulation des cerveaux », nous appliquons des programmes spéciaux afin de permettre à notre diaspora d'ancrer son avenir dans son pays d'origine.

Il reste un élément que je ne saurais manquer d'évoquer : la réforme sans précédent du système judiciaire albanais. Un important processus de nettoyage, qui a entraîné la révocation de juges et procureurs corrompus et la mise en place de nouvelles institutions judiciaires, conçues pour lutter contre la corruption et la criminalité organisée au plus haut niveau, est en train de métamorphoser le pays tout entier. La corruption qui sévissait au sein de l'appareil judiciaire depuis des décennies a non seulement empêché l'administration de la justice, mais a également fait obstacle au respect de la justice dans notre vie quotidienne en tant que société. À mesure que le nouveau système judiciaire prend forme et entre pleinement en fonction, nous espérons qu'il mettra un frein à tous les actes de corruption et abus de pouvoir et que, grâce à lui, la justice et l'état de droit finiront par triompher dans mon pays, l'Albanie, un pays que j'aime profondément et que je suis fier de représenter dans cette salle aujourd'hui.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République d'Albanie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Edi Rama, Premier Ministre et Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la République d'Albanie, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Hubert Alexander Minnis, Premier Ministre du Commonwealth des Bahamas

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Commonwealth des Bahamas.

M. Hubert Alexander Minnis, Premier Ministre du Commonwealth des Bahamas, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Hubert Alexander Minnis, Premier Ministre du Commonwealth des Bahamas, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. Minnis (Bahamas) (*parle en anglais*) : Je félicite M. Tijjani Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Il peut être assuré, de même que les membres du Bureau, de tout l'appui du Gouvernement du Commonwealth des Bahamas

durant son mandat. Je félicite également sa prédécesseur, M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, pour la manière dont elle a dirigé l'Assemblée à sa soixante-treizième session.

C'est pour moi un privilège que de prendre la parole devant l'Assemblée au nom du peuple bahamien. Dans le contexte de l'urgence climatique mondiale, il m'incombe également, en tant que citoyen d'un État vulnérable, de parler au nom de la communauté des petits États insulaires en développement (PEID), des peuples des Caraïbes et de la Communauté des Caraïbes, ainsi que des communautés côtières et autres à travers le monde qui sont particulièrement vulnérables à la montée du niveau de la mer et à des tempêtes toujours plus violentes.

Je félicite le Secrétaire général, M. António Guterres, pour le leadership extraordinaire dont il fait preuve en attirant l'attention de la communauté internationale sur l'urgence climatique mondiale. Cette urgence mondiale présente des risques innombrables et désastreux pour toute l'humanité, en particulier pour les plus pauvres au sein du patrimoine mondial. Je remercie M. Guterres de sa visite aux Bahamas après le passage de l'ouragan Dorian, qui a été un des ouragans les plus destructeurs que l'Atlantique ait jamais produit - et une tragédie générationnelle pour les Bahamas. Cet ouragan a décimé et dévasté de grandes parties de l'île de Grand Bahama, ainsi que les îles Abacos, qui sont respectivement nos deuxième et troisième pôles de population. Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Mark Lowcock, de sa visite au lendemain du passage de l'ouragan.

Les Bahamas sont un archipel composé de nombreuses îles et îlots qui s'étend sur plus de 1 200 kilomètres depuis la côte sud-est de la Floride, aux États-Unis d'Amérique, jusqu'à l'extrémité nord-est de la République de Cuba. Notre archipel couvre environ 450 000 kilomètres carrés d'océan et compte 16 îles principales, dont les villes et villages portent des noms tels que Marsh Harbour, Hope Town, Eight Mile Rock, West End et Sweetings Cay, qui reflètent la richesse et la diversité du patrimoine de notre pays. L'astronaute canadien Chris Hadfield a dit un jour : « De l'espace, les Bahamas sont le plus bel endroit au monde », et il a ajouté,

« Les Bahamas sont magnifiques. La fosse océanique profonde appelée Langue de l'océan

qui passe entre ces îles est de la plus belle couleur indigo profond. »

Nous sommes fiers et heureux de partager notre archipel, notre culture vivante et nos merveilles naturelles avec des millions de visiteurs du monde entier.

Le tourisme est notre principale industrie. Nous sommes les gardiens de ce trésor naturel, pour nous-mêmes et pour l'humanité. Mais cette extraordinaire beauté et notre existence même en tant que pays - un pays composé de nombreuses îles de basse altitude et de plus de 2 400 îlots - sont gravement menacées. C'est une menace que nous n'avons pas causée. C'est une menace à laquelle nous ne pouvons survivre seuls. De nombreux pays ont des villes ou des zones côtières, mais les Bahamas sont, dans leur intégralité, une zone côtière composée de nombreux îlots et îles formant un vaste archipel. Au cours des trois dernières décennies, les ouragans sont devenus de plus en plus meurtriers dans notre région. Pour reprendre les termes du Secrétaire général, ils sont devenus « turbo-chargés ». Les Bahamas ont connu des ouragans majeurs en 2015, 2016 et 2017, mais les événements du 1^{er} septembre 2019 ont dépassé tout ce que nous avons connu auparavant. L'ouragan Dorian s'est abattu sur les îles du nord des Bahamas avec des vents, des pluies et une houle d'une force destructrice inouïe.

Les eaux turquoise et naturellement chaudes des Bahamas, rendues encore plus chaudes par les émissions de carbone qui réchauffent la terre, se sont rapidement déchaînées, semant la mort et la destruction. Avec une fureur implacable, l'ouragan Dorian s'est attardé pendant de longues et douloureuses heures, sa puissance meurtrière dévastant des communautés où les enfants se préparaient pour la rentrée scolaire. L'ouragan et ses vents, ses pluies et sa houle au pouvoir destructeur sont restés stationnaires sur Grand Bahama et Great Abaco; la position fixe pendant 30 heures des bordures de l'œil du cyclone au-dessus de certaines communautés a exacerbé les dangers. À son apogée, l'ouragan Dorian a produit des vents maximums soutenus de 300 kilomètres à l'heure avec des rafales à plus de 350 kilomètres à l'heure. Nous avons enregistré des ondes de tempête de 5 à 7 mètres au-dessus du niveau normal de la marée, soit environ trois fois sa taille de 1 mètre 85. Officiellement, 56 personnes ont perdu la vie, mais nous savons que le bilan exact est beaucoup plus lourd parce que 600 personnes sont toujours portées disparues à cause de la montée et de la descente des eaux océaniques qui ont emporté jeunes et vieux de leurs maisons. La pittoresque et dynamique ville

principale de Marsh Harbour sur Abaco a disparu. Il ne reste qu'un tas de décombres. East End, sur l'île de Grand Bahama, n'est plus que ruines. L'ouragan a été une apocalypse physique pour certaines communautés.

La douleur est toujours dans nos cœurs à l'heure où que je prends la parole devant l'Assemblée aujourd'hui. Des milliers de personnes dans notre pays continuent de souffrir et seront confrontées à de grandes difficultés à l'avenir alors que nous luttons pour nous remettre sur pied, reconstruire nos villes et nos villages brisés, et réparer nos esprits. Mais en même temps, nos cœurs sont remplis de gratitude envers les nombreux amis et voisins qui sont venus à notre secours alors que nous étions encore menacés par les vents et les eaux, et nous remercions ceux qui continuent à nous soutenir en ces temps difficiles.

Outre les hommes et femmes courageux des Forces royales de défense et de la Police royale des Bahamas, nous avons reçu l'aide des garde-côtes des États-Unis, de nos amis et partenaires de la Communauté des Caraïbes, notamment le personnel de sécurité de la Jamaïque et de la Trinité-et-Tobago, de l'Aviation royale canadienne, de la Marine royale britannique et de la Marine royale néerlandaise, qui ont également transporté des troupes d'Allemagne, de France et de Belgique. De plus, l'appui que les Bahamas ont reçu de la part d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales mondiales et locales, d'institutions religieuses et de particuliers, y compris d'écoliers montre clairement ce à quoi peut ressembler notre action commune. Pour aider à cibler et à coordonner l'aide au relèvement, à la reconstruction et au développement, nous avons récemment créé le Ministère de la préparation aux catastrophes, de la gestion des catastrophes et de la reconstruction.

Les petits pays insulaires des Caraïbes, de l'Atlantique, du Pacifique, de l'océan Indien et d'ailleurs dans le monde sont les premiers qui risquent de tomber dans un gouffre, créé initialement par l'activité humaine et qui a gagné en profondeur faute d'action. Du fait de notre position frontale, nos vulnérabilités sont profondes. En raison de la situation géographique des Bahamas, dont les coordonnées s'étendent jusqu'à Cuba et sont parallèles à la Floride, les ouragans, peu importe leur nombre et leur trajectoire, peuvent avoir des conséquences graves et prolongées pour nos îles habitées.

Le réchauffement de la planète entraîne une augmentation de la gravité et de la fréquence des ouragans dans notre archipel et détruit nos défenses

naturelles contre ces tempêtes. La dégradation des coraux et des mangroves, l'érosion des sols, l'augmentation des mouvements de marée et plusieurs autres conséquences du réchauffement climatique accroissent notre vulnérabilité et entravent notre capacité à élaborer et à mettre en œuvre des mesures de résilience efficaces. Nous ne pouvons pas faire de véritables progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable si, comme l'affirment les prévisionnistes, les récents cyclones et autres phénomènes climatiques extrêmes sont sur le point de devenir la nouvelle norme et s'ils empirent. Lorsque, pendant une saison des ouragans, une tempête peut anéantir un ou plusieurs État(s) insulaire(s), comment survivrons-nous? Comment pouvons-nous nous développer? Comment pouvons-nous continuer d'exister?

Aussi, j'associe ma demande urgente aux appels et aux voix de nombreux autres dirigeants et citoyens de l'indivis mondial pour que les nations du monde réunies dans cette salle considèrent l'urgence climatique mondiale comme le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée. Si on n'y remédie pas dans les meilleurs délais, ce fléau continuera de ravager les petits États insulaires comme les Bahamas, et aura également un impact dévastateur sur les États plus développés.

Les Bahamas appuient pleinement la stratégie globale du Secrétaire général pour faire face à l'urgence climatique dans le monde, qui finira par dévaster la planète entière, y compris son appel aux institutions financières internationales pour qu'elles accordent un financement à des conditions de faveur aux pays gravement touchés par les chocs extérieurs causés par les changements climatiques. Le Programme des Nations Unies pour le développement coopère déjà avec trois de nos voisins des Caraïbes – Sainte-Lucie, la Dominique et Antigua-et-Barbuda - sur diverses mesures. Les Bahamas souhaitent intégrer cette approche.

Nous demandons instamment la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement, également connues sous le nom d'Orientations de Samoa, et un financement accru aux fins de développement durable. Nous appuyons la Coalition pour une infrastructure résiliente aux catastrophes promue par le Gouvernement indien, que je remercie également pour l'aide qu'il nous a récemment offerte. En raison notamment de ses nombreuses îles et criques nécessitant une infrastructure de base, les Bahamas présentent des vulnérabilités et des limites importantes en matière de résilience. Nous devons

remédier d'urgence à ces vulnérabilités afin de protéger nos citoyens et les infrastructures publiques et privées essentielles.

Depuis de nombreuses années, les Bahamas et les pays présentant des caractéristiques similaires demandent instamment que le revenu national brut par habitant ne soit pas le seul indicateur du niveau de développement d'un pays et d'admissibilité aux prêts accordés à des conditions de faveur. Lorsque nous demandons que l'on tienne compte de la situation locale unique d'un pays pour déterminer sa fiabilité financière, il ne faut pas oublier que notre résilience dépend également de notre accès à des fonds. Les Bahamas sont la preuve que les petits États insulaires en développement sont capables de gérer leur dette, malgré ces revers extérieurs.

Je souhaite également profiter de l'occasion pour inviter les voyageurs potentiels du monde entier à venir visiter une ou plusieurs des 14 autres grandes îles des Bahamas qui n'ont pas été touchées par l'ouragan Dorian, dont Nassau, sur l'île de New Providence. Les recettes des touristes qui visitent les Bahamas seront essentielles à la reconstruction des zones touchées.

Pour aider à reconstruire et à restaurer Abaco, les Abaco Cays et East Grand Bahama, le Gouvernement bahamien a annoncé que ces zones deviendraient des zones spéciales de redressement économique pour une période initiale de trois ans. Cette désignation permettra aux communautés touchées par l'ouragan Dorian de bénéficier d'un large éventail d'allègements fiscaux et d'incitations destinés aux Bahamiens et aux investisseurs internationaux.

Malgré la destruction et la dévastation, un symbole d'espoir et de résilience subsiste dans Abaco et peut servir de source d'inspiration, d'énergie nouvelle et d'optimisme. Le phare emblématique à rayures rouges et blanches de Hope Town sur Elbow Cay, qui figure au verso du billet de 10 dollars des Bahamas, a survécu à l'ouragan Dorian. Construit en 1863, ce phare de quelque 30 mètres de hauteur permet de signaler aux marins, depuis des décennies, les récifs dangereux qui se trouvent sous les eaux. Le phare est un symbole de fierté pour les habitants d'Abaco et des Bahamas. Peu de temps après l'ouragan Dorian, certains résidents de Hope Town ont installé une lumière temporaire qui brillait dans le noir, les autres sources de lumière à l'horizon étant peu nombreuses. Les Bahamas remettront en état le phare de Hope Town, symbole de résilience, source d'unité et lueur d'espoir.

Puisse-t-il également devenir un symbole de résilience, d'unité et d'espoir pour une communauté mondiale prête à mobiliser le courage et l'imagination nécessaires pour agir d'urgence et avec justice afin de sauver notre habitat commun.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Commonwealth des Bahamas de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Hubert Alexander Minnis, Premier Ministre du Commonwealth des Bahamas, est escorté de la tribune.

Allocution de M. Timothy S. Harris, Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et de l'autonomie locale de Saint-Kitts-et-Nevis

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et de l'autonomie locale de Saint-Kitts-et-Nevis.

M. Timothy S. Harris, Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et de l'autonomie locale de Saint-Kitts-et-Nevis, est escorté à la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Timothy S. Harris, Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation des personnes et de l'autonomie locale de Saint-Kitts-et-Nevis, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

M. Harris (Saint-Kitts-et-Nevis) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un privilège de prendre la parole devant l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Chaque année à cette période, les chefs d'État et de gouvernement du monde entier effectuent ce déplacement à l'ONU pour débattre de l'état actuel de notre monde et mettre en exergue les préoccupations qui nous empêchent de dormir et pour rechercher un consensus sur le meilleur moyen de bâtir un monde pacifique, prospère, ouvert à tous et intégré.

Nous venons tous pour nous exprimer et faire acte de représentation, mais la question fondamentale est de savoir si nous sommes également venus pour écouter.

Ce rassemblement mondial ne sera utile que si, tout en défendant nos vues avec conviction, nous écoutons avec la même intensité les préoccupations et les propositions des autres. Ralph J. Bunche, lauréat du prix Nobel de la paix, a dit :

« L'ONU n'existe pas simplement pour préserver la paix mais aussi pour rendre le changement – y compris radical – possible tout en prévenant des soulèvements violents. L'ONU n'a aucun intérêt à ce que dure le statu quo. Elle œuvre à un monde plus sûr, un monde meilleur, un monde de progrès pour tous les peuples. »

Le peuple kittitien et névicien est d'accord. Nous estimons que l'ONU est une force positive – un phare qui brille dans la nuit d'un monde parfois sombre et difficile. C'est par l'intermédiaire du multilatéralisme à l'ONU que les petits États peuvent faire entendre leurs voix. Toutefois, nous sommes préoccupés par l'affaiblissement du système multilatéral. Les petits pays sont déterminés à atteindre leurs objectifs de développement durable, mais les pays en développement ne disposent souvent pas de ressources suffisantes.

Nous devons mettre en place une approche plus cohérente à l'échelle du système des Nations Unies en matière de développement durable, que ce soit en termes de politiques ou au travers de pratiques opérationnelles dans les processus et programmes de pays des Nations Unies. Les pays en développement n'ont souvent pas les capacités suffisantes pour tirer profit des dernières tendances mondiales en matière d'innovation dans le secteur public, de réformes gouvernementales et de technologie pour relever les défis du développement. L'ONU doit aider et stimuler le monde en développement et fournir un appui dans les domaines critiques, notamment l'éducation, la formation et la mise en valeur des ressources humaines.

Un problème qui représente une menace claire et immédiate pour les petits pays en développement sont les changements climatiques. Alors que nous nous employons tous à réaliser les objectifs de développement durable, nos gouvernements ne peuvent atteindre de tels objectifs lorsque l'existence même de nos pays et de nos peuples est constamment menacée. Soyons très clairs – les changements climatiques sont la conséquence des politiques de croissance économique et d'industrialisation des pays développés.

Depuis beaucoup trop longtemps et avec de graves conséquences, les pays riches sont autorisés à émettre

des gaz à effet de serre sans contraintes. Pourtant, ce sont les pays en développement qui souffrent le plus des changements climatiques. Les petits États tels que Saint-Kitts-et-Nevis se retrouvent en première ligne d'une guerre qu'ils n'ont pas commencée et dont ils ne veulent pas. C'est injuste. Les populations des pays en développement seront les premières et les plus durement touchées par les effets des changements climatiques du fait de leur position géographique vulnérable et de leur capacité réduite à gérer les dommages causés par les événements météorologiques graves et la montée du niveau des mers. Nous avons donc besoin d'appui, de solidarité et d'une assistance accrue, que l'on nous doit.

Se faisant de plus en plus virulents, les dirigeants des Caraïbes, et à vrai dire des petits États insulaires en développement (PEID) des quatre coins de la planète, ont soulevé la question des changements climatiques et du danger grave et immédiat qu'ils posent pour nous tous. Nous exprimons notre opinion, et nous l'exprimons haut et fort, du fait des vulnérabilités existentielles que crée pour nous cette menace croissante.

Il y a deux ans, mon collègue le Premier Ministre de la Dominique, M. Roosevelt Skerrit, était à cette tribune (voir A/72/PV.19), découragé mais digne. Il était venu directement des premières lignes des dévastations causées par l'ouragan Maria. Hier c'était la Dominique; aujourd'hui ce sont les Bahamas. Chaque coup porté est plus dévastateur que le précédent. L'ouragan Maria a balayé la Dominique avec une grande férocité, tué 65 personnes et anéanti 200 % du produit intérieur brut.

L'ouragan Dorian s'est placé au-dessus d'une partie de la chaîne des Bahamas et a déchaîné l'Apocalypse. Le nombre de victimes reste inconnu et les destructions sont incalculables. Le peuple kittitien et névicien exprime sa profonde sympathie à ses frères et sœurs bahamiens. Mon pays a fourni du personnel de sécurité et un appui financier pour aider les Bahamas dans leurs efforts de relèvement. Nous appelons d'autres pays à exprimer de manière tangible leur solidarité et leur appui au peuple bahamien.

Chaque catastrophe déclenche une crise de conscience au sein de la communauté internationale qui donne lieu à des annonces de contributions et à des promesses, mais les promesses tenues sont peu nombreuses. J'ajoute aujourd'hui ma voix à celle du Premier Ministre de Sainte-Lucie, M. Allen Chastanet, pour appuyer l'initiative visant à créer une fondation des PEID pour l'adaptation au climat et l'atténuation.

Nous en avons assez de ceux qui s'érigent en défenseurs de notre cause mais qui dans le fond sont les promoteurs de leur propre suffisance. Nous en avons assez des organismes qui gèrent les fonds pour le climat en faisant plus attention aux frais de mise en œuvre qu'à l'impact de l'adaptation. La reconstruction doit commencer dès la catastrophe passée, et nous avons besoin d'un processus plus rapide qui prenne en compte le relèvement. Nous sommes las des promesses vides de sens.

Le moment est venu pour nous de prendre en main notre destin. Nous n'avons presque plus de temps et d'options, et nous perdons patience. La communauté scientifique nous demande à nouveau de limiter l'augmentation des températures à 1,5°C si nous voulons stabiliser le climat mondial. Si nous dépassons les 1,5°C, les risques climatiques, tels que les conditions météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer, augmenteront et, ce faisant, la pauvreté s'accroîtra et des centaines de millions de vies seront menacées. Limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C n'est pas une option pour les PEID. C'est une question de survie collective.

La pratique déloyale consistant à classer les pays en fonction de leur PIB par habitant et à leur refuser l'accès à des financements concessionnels reste un défi majeur dans le cadre de notre quête pour atteindre les objectifs de développement durable et garantir notre développement économique. Nous continuons d'exiger qu'il soit tenu compte de notre vulnérabilité aux chocs internes et externes. J'appelle à la même préoccupation et à la même protection pour nos mers menacées. Face au réchauffement de la planète, nous avons besoin d'une stratégie bleue pour préserver et protéger ce qui est si important pour notre sécurité alimentaire, les moyens de subsistance de nos pêcheurs, notre croissance économique et notre développement. Le potentiel économique de nos mers est immense et inexploité, et il faut le protéger et le renforcer. En termes simples, nous devons protéger l'océan. J'appelle les pays développés, États Membres de l'ONU, à offrir leur appui aux petits pays pour qu'ensemble, nous puissions protéger la planète et en prendre soin.

La santé de nos citoyens revêt une importance cruciale à nos yeux, d'autant que nous continuons d'observer une prévalence élevée des maladies non transmissibles. À moins d'un an de la réalisation de notre engagement à prévenir et à contrôler les maladies non transmissibles, notre gouvernement est heureux

d'approuver de nouvelles mesures en vue de bâtir un monde plus sain grâce à une couverture sanitaire universelle. Saint-Kitts-et-Nevis estime que la couverture sanitaire universelle est essentielle pour réduire les inégalités sociales et constitue un élément indispensable du développement durable. Elle garantira un meilleur accès aux services sanitaires, ce qui permettra à la population d'être en meilleure santé, et offrira une protection contre les risques financiers afin d'éviter que les personnes ne sombrent davantage dans la pauvreté.

L'appui international est crucial pour aider à bâtir l'économie des petits pays. La pratique déloyale de l'Union européenne consistant à établir des listes noires est un fardeau dont les PEID doivent se libérer. Il est tout aussi néfaste de réduire les risques en faisant appel à des correspondants bancaires. L'atténuation des risques est désormais devenue une menace existentielle pour l'économie des petits États insulaires. L'élargissement des relations diplomatiques visant à établir des alliances stratégiques est bénéfique pour le commerce, le développement et la sécurité mondiale.

Saint-Kitts-et-Nevis a entretenu des relations avec la République de Chine à Taiwan, ce qui nous a été extrêmement bénéfique, compte tenu de l'expérience et des compétences de Taiwan dans des domaines tels que la technologie, les énergies renouvelables et la santé. Je demande à l'ONU d'utiliser l'expérience, les ressources et l'expertise de Taiwan et de permettre à d'autres pays en développement d'en tirer également profit. Les 36 dernières années nous ont montré que la République de Chine à Taiwan offrait une amitié et une solidarité véritables à ses alliés et était prête à aider le reste de la communauté mondiale.

La République de Cuba est une amie de longue date de Saint-Kitts-et-Nevis. Nous continuerons de soutenir l'appel à la levée du blocus économique et financier, qui a causé des souffrances indicibles aux citoyens de ce pays.

Saint-Kitts-et-Nevis continue de suivre la situation au Venezuela et au Nicaragua. Il adhère à la Charte démocratique interaméricaine et engage tous les États membres de l'Organisation des États américains à la respecter. La crise en cours au Venezuela, en particulier, m'a beaucoup occupé en tant qu'ancien Président de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Saint-Kitts-et-Nevis continue d'appuyer la position de la CARICOM, énoncée à Basseterre (Saint-Kitts-et-Nevis), selon laquelle le peuple vénézuélien doit, par la voie du dialogue, trouver une solution pacifique à sa crise et rétablir

la paix et la sécurité dans son pays. Saint-Kitts-et-Nevis se félicite du récent dialogue facilité par la Norvège entre les parties en présence au Venezuela, et nous exhortons toutes les parties à reprendre ces pourparlers avec diligence. Saint-Kitts-et-Nevis prend note avec une profonde préoccupation du contenu du rapport sur la situation au Venezuela (A/HRC/41/18), en date du 5 juillet 2019, établi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Saint-Kitts-et-Nevis réaffirme son attachement indéfectible à la sauvegarde des droits de l'homme et de la dignité humaine. Nous pouvons résoudre de nombreux problèmes au niveau national, mais la solidarité et la coopération régionales et internationales sont essentielles. Je félicite l'ONU et la communauté internationale de la contribution qu'elles apportent à la paix, à la compréhension et au bien-être depuis plus de 74 ans. Nous devons tous être résolus à redoubler d'efforts et prêts à relever les défis et à saisir les possibilités qui s'offrent à nous au XXI^e siècle. À l'avenir, nous devons aider les membres vulnérables de nos sociétés, en particulier les pauvres, à améliorer leur vie, donner de l'espoir aux jeunes et aider tous les pays à réaliser leur potentiel. Telle était la vision de l'ONU qui invitait toutes les nations, petites et grandes, à participer. Attachons-nous donc à concrétiser la vision de paix et de prospérité pour tous les peuples et toutes les nations. Que Dieu nous bénisse tous.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation du peuple et de l'autonomie locale de Saint-Kitts-et-Nevis de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Timothy S. Harris, Premier Ministre et Ministre du développement durable, de la sécurité nationale, de l'autonomisation du peuple et de l'autonomie locale de Saint-Kitts-et-Nevis, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, S. E. M. Wang Yi.

M. Wang Yi (Chine) (*parle en chinois*) : Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de la création de la République populaire de Chine. L'ONU a été fondée en 1945 pour répondre à l'appel de l'époque. Quatre ans plus tard, la République populaire de Chine

était créée, et la nation chinoise réapparaissait aux yeux du monde comme une nation qui renaissait de ses cendres.

Au cours des 70 dernières années, nous, les Chinois, avons changé notre destin en déployant des efforts inlassables. Il y a 70 ans, la Chine a mis fin à une période de son histoire moderne au cours de laquelle le pays a été déchiré et foulé aux pieds. Nous nous sommes relevés et sommes devenus les véritables maîtres de notre pays. Au cours des sept dernières décennies, la Chine est passée d'un pays replié sur lui-même, en retard et pauvre, aux fondations fragiles, à un pays ouvert et en mouvement.

Pour ce qui est de la satisfaction des besoins élémentaires de sa population, la Chine a retrouvé sa prospérité d'antan. Huit cent cinquante millions de Chinois sont sortis de la pauvreté, et des centaines de millions font désormais partie de la classe moyenne. De telles réalisations ne sont rien d'autre qu'un miracle dans le développement de l'humanité. En quelques décennies seulement, la Chine a accompli ce qui a pris plusieurs centaines d'années aux pays développés. Ce faisant, elle a ouvert une nouvelle voie à la modernisation des pays en développement, ses succès enrichissant les rêves des peuples du monde entier qui aspirent à une vie meilleure.

Aucune de ces réalisations n'est tombée du ciel. Elles sont dues au travail acharné, à la vision et au courage du peuple chinois. Le secret du développement de la Chine réside dans son adhésion à la direction centralisée et unifiée du Parti communiste chinois, dans la voie du développement adaptée aux conditions nationales chinoises, dans la politique fondamentale de réforme et d'ouverture poursuivie par l'État et dans une philosophie du développement centré sur la population.

Au cours des 70 dernières années, la Chine a pris sa place au sein de la communauté mondiale et apporté sa contribution au monde. Elle a promu la paix et la prospérité dans le monde par le biais de son développement. Aujourd'hui, elle est devenue le principal moteur du développement mondial et un pôle de stabilité pour la paix mondiale. La Chine est le deuxième bailleur de fonds de l'ONU et des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Elle a également déployé plus de personnel de maintien de la paix que tout autre membre permanent du Conseil de sécurité. Depuis plus d'une décennie, elle est l'une des principales locomotives de la croissance mondiale et est engagée à présent dans un nouveau cycle d'ouverture répondant à des normes plus

élevées, qui, j'en suis sûr, offrira de nouvelles possibilités au monde.

Alors que nous entrons dans une ère nouvelle, nous, les Chinois, sommes plus confiants et plus à même que jamais d'assurer le grand rajeunissement de la nation chinoise. Nous sommes également mieux placés que jamais pour apporter une plus grande contribution à l'humanité. Guidée par la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère, la Chine poursuivra ses efforts pour assurer sa réussite et aller de l'avant. Nous sommes remplis de fierté lorsque nous contemplons le chemin que nous avons parcouru ces 70 dernières années. Nous avons toute confiance en un avenir brillant lorsque nous regardons le voyage qui nous attend.

Sur le plan diplomatique, la Chine a parcouru un chemin semé d'embûches et de défis en restant fidèle à son objectif premier. L'objectif de la diplomatie chinoise n'a jamais changé. Le peuple chinois et les peuples des autres pays se sont toujours traités avec sincérité et se sont toujours soutenus. La Chine et le reste du monde sont devenus des parties prenantes qui partagent un avenir commun. Face aux incertitudes internationales, la Chine maintiendra la stabilité et la continuité de sa politique étrangère et poursuivra sa diplomatie de grand pays, avec des caractéristiques chinoises distinctes. Elle continuera de préserver la paix et la prospérité mondiales et de promouvoir le développement et le progrès de l'humanité.

La Chine est guidée par le principe de l'indépendance et continuera de mener une politique étrangère indépendante en faveur de la paix. Nous ne nous soumettrons pas aux autres ni ne contraindrons les autres à la soumission. Nous défendons fermement les intérêts nationaux fondamentaux et les droits légitimes de la Chine; nous sommes opposés à l'abus de pouvoir et ne céderons jamais à la pression. Nous resterons attachés aux principes fondamentaux d'égalité souveraine et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, tels qu'ils sont consacrés par la Charte des Nations Unies. La Chine ne cherchera jamais l'hégémonie ni l'expansion. Le développement pacifique, qui est depuis longtemps inscrit dans la Constitution chinoise, est la pierre angulaire de sa politique étrangère.

La Chine croit en l'égalité entre les pays. Au XXI^e siècle, les jeux de pouvoir et la loi de la jungle sont dépassés et obsolètes. Les peuples veulent le respect mutuel et une coexistence harmonieuse. La Chine défend l'égalité entre tous les pays, quelle que

soit leur taille. Elle respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale des autres pays, ainsi que les systèmes sociaux et les voies de développement choisis indépendamment par leurs peuples. Elle est prête à partager son expérience en matière de développement avec d'autres pays et à leur fournir l'aide nécessaire en cas de besoin. Nous n'avons cependant pas l'intention d'exporter notre modèle de développement ni de donner des leçons aux autres, et nous n'attachons aucune condition politique à l'aide que nous apportons.

La Chine défend l'équité et la justice. Sur la scène internationale, nous parlons au nom de la justice et nous nous opposons à l'hégémonie et à l'intimidation. Nous souhaitons dialoguer avec d'autres dans le cadre de consultations approfondies et contribuer ensemble à la recherche d'avantages partagés. Nous appelons à traiter les affaires internationales en fonction de chaque situation particulière et à régler les problèmes de façon concertée. En tant que plus grand pays en développement, la Chine se tiendra toujours fermement aux côtés des autres pays en développement pour sauvegarder leurs intérêts communs et leur droit au développement et pour accroître leur représentation et leur participation à la gouvernance mondiale afin de promouvoir la démocratie dans les relations internationales.

La Chine œuvre à une coopération mutuellement bénéfique. Dans ce monde globalisé, tous les pays s'élèvent ou s'effondrent ensemble. La mentalité du jeu à somme nulle et la politique du chacun pour soi sont vouées à l'échec. La Chine s'est engagée à promouvoir une économie mondiale ouverte et à préserver le régime commercial multilatéral de l'Organisation mondiale du commerce. Elle est déterminée à rendre la mondialisation plus ouverte, plus inclusive, plus équilibrée et plus bénéfique pour tous. Nous ne cherchons pas la sécurité unilatérale ni ne plaçons nos propres intérêts au-dessus de ceux des autres. Notre objectif est de faire avancer notre développement dans le cadre du développement de la communauté mondiale. Nous voulons laisser la porte ouverte, élargir les intérêts communs et partager les possibilités avec d'autres grâce à la coopération.

Le monde d'aujourd'hui n'est pas un monde paisible. L'unilatéralisme et le protectionnisme constituent des menaces majeures pour l'ordre international. À l'heure où l'avenir du monde est en jeu, la Chine n'a jamais été et ne sera jamais simple spectatrice. En tant que Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, nous travaillerons avec d'autres pays

pour construire un nouveau type de relations internationales et forger une communauté de destin pour l'humanité. Nous sommes résolus à défendre la stature et le rôle de l'ONU, du système international sous-tendu par l'ONU et d'un ordre international ancré dans le droit international.

Face aux vents contraires du protectionnisme, nous ne saurions rester les bras croisés. Ériger des murs ne résoudra pas les défis mondiaux et blâmer les autres pour ses propres problèmes ne fait rien pour les régler. Nous ne devons pas oublier les leçons de la Grande Dépression. L'imposition de tarifs douaniers et le déclenchement de différends commerciaux, qui perturbent les chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales, ne font que saper le régime des échanges multilatéral et l'ordre économique et commercial mondial. Ils risquent même de plonger le monde dans la récession.

En ce qui concerne les frictions et les différends économiques et commerciaux, la Chine est déterminée à les régler calmement, rationnellement et globalement et est disposée à faire preuve de la plus grande patience et de la meilleure volonté. Si l'autre partie agit de mauvaise foi ou ne respecte pas l'égalité de statut ou de règles dans les négociations, nous devons réagir au besoin pour sauvegarder nos droits et intérêts légitimes et défendre la justice internationale. Je veux être très clair : la Chine est un pays doté d'une civilisation vieille de 5 000 ans, de 1,4 milliard d'habitants travailleurs et courageux et d'un vaste territoire de 9,6 millions de kilomètres carrés. Elle ne se laissera pas intimider par les menaces ni ne cédera aux pressions.

Face à l'unilatéralisme débridé, nous ne saurions rester les bras croisés. L'ordre international doit reposer sur des lois et des règles, et tout acte qui viole les normes internationales ne peut que plonger le monde dans le chaos. Les possibilités offertes par le nouveau cycle de la révolution scientifique et technologique sont des possibilités offertes à tous. Les progrès ainsi réalisés ne doivent pas être monopolisés par un seul pays et personne ne doit entraver les efforts des autres pays au nom de l'innovation. Il n'est ni légitime ni justifiable qu'un pays en position de pouvoir impose des sanctions unilatérales ou étende sa juridiction à d'autres pays, car une telle pratique n'a aucun fondement en droit international. Faire passer ses propres intérêts avant les intérêts communs de tous les autres pays est une pratique typique des brutes de la cour de récréation, une pratique qui ne trouve aucun soutien parmi les peuples.

Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire est important pour préserver l'équilibre et la stabilité stratégiques mondiaux. Un retrait unilatéral aurait de nombreuses répercussions négatives. La Chine s'oppose au déploiement de missiles terrestres à portée intermédiaire dans la région Asie-Pacifique. Nous exhortons les pays disposant des plus grands arsenaux d'armes nucléaires à assumer pleinement leurs responsabilités particulières et premières en matière de désarmement nucléaire. La Chine continuera de participer activement au processus international de maîtrise des armements. J'annonce que la Chine a engagé les procédures juridiques internes nécessaires pour adhérer au Traité sur le commerce des armes.

Les membres permanents du Conseil de sécurité doivent montrer l'exemple, car les grands pays assument des responsabilités particulières s'agissant de maintenir un ordre international stable. Nous appuyons le nouveau cycle d'efforts déployés par le Secrétaire général António Guterres pour réformer le système des Nations Unies et le rendre plus efficace et plus équitable. La Chine a mis sur pied une force de réserve de 8000 soldats de la paix et des escouades de police permanentes chargées du maintien de la paix. Ces effectifs répondent aux normes opérationnelles et sont prêts à intervenir. La Chine est disposée à collaborer avec d'autres parties pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en tant que grand pays dans le maintien de la paix et de la justice mondiales.

Dans un monde en proie à des défis et des risques croissants, la Chine restera du côté de la paix et de la justice. Nous entendons étudier et appliquer activement une approche chinoise pour régler les problèmes brûlants et jouer un rôle constructif dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Chine promeut une sécurité commune, globale, coopérative et durable. Nous sommes convaincus que les différends doivent être réglés par le dialogue et la consultation et que les menaces communes doivent être traitées dans le cadre d'une coopération internationale, dans l'intérêt de la pérennisation de la paix mondiale et de la sécurité commune.

La question nucléaire iranienne a une incidence sur la paix et la sécurité mondiales. Toutes les parties concernées doivent œuvrer ensemble à faire respecter le Plan d'action global commun et veiller à ce que cet effort historique ne soit pas compromis. Au vu des tensions croissantes au Moyen-Orient et dans la région du Golfe, la Chine propose que la question nucléaire

iranienne soit rapidement remise sur la voie qui lui permettra de renouer avec le Plan d'action, que les pays du Golfe soient invités à établir une plateforme de dialogue et de consultation, et que les pays extérieurs à la région jouent un rôle positif pour préserver la sécurité dans cette région.

La question palestinienne devrait figurer en tête de l'ordre du jour international. Ce qui nous manque, ce n'est pas un grand dessein, mais le courage de tenir nos engagements et la conscience nécessaire pour faire respecter la justice. Il ne faut plus revenir en arrière sur les efforts visant à concrétiser la solution des deux États et à mettre en œuvre le principe de l'échange de territoires contre la paix, qui représente le but ultime de la justice internationale. La création d'un État indépendant, droit inaliénable du peuple palestinien, ne doit pas servir de monnaie d'échange.

En ce qui concerne l'Afghanistan, nous espérons voir l'avènement d'un pays unifié où tous les partis politiques et groupes ethniques parviendront à s'unir pour déterminer l'avenir de leur nation, un pays stable qui lutte résolument contre le terrorisme et un pays vivant en harmonie avec ses voisins, qui soit prêt à devenir une force positive pour le maintien de la paix et de la stabilité dans la région. Nous continuerons d'assumer le rôle qui nous revient pour contribuer à la réconciliation et à la reconstruction de l'Afghanistan.

Quant à la péninsule coréenne, nous ne devons pas rater une nouvelle occasion de parvenir à un règlement politique. Le parcours en zigzag des quelque 20 dernières années a montré à maintes reprises que la seule manière réaliste et viable d'aller de l'avant était de promouvoir une progression parallèle sur le plan de la dénucléarisation et de l'établissement d'un mécanisme de paix à même de répondre aux préoccupations de toutes les parties et de restaurer progressivement la confiance par des actions échelonnées et synchronisées. La République populaire démocratique de Corée s'est montrée disposée à promouvoir le dialogue, et il faut espérer que les États-Unis pourront rencontrer la République populaire démocratique de Corée à mi-chemin. À la lumière des faits nouveaux survenus sur la péninsule, le Conseil de sécurité devrait envisager d'activer les dispositions des résolutions pertinentes permettant de lever les sanctions, afin de promouvoir un règlement politique de la question.

Grâce aux efforts de médiation de la Chine, le Myanmar et le Bangladesh sont parvenus à une nouvelle entente concernant l'accélération du retour au Myanmar

des personnes déplacées. Insuffler cette dynamique ne fut pas chose facile. Attendre sans agir ne permet pas de produire une solution et ne peut que conduire à une nouvelle détérioration de la situation humanitaire. Seule des mesures concrètes peuvent susciter l'espoir et créer les conditions d'un règlement définitif de la question de l'État rakhine. Toutes les parties concernées, y compris les organismes des Nations Unies, doivent contribuer à faire avancer les choses plutôt que ralentir le processus.

Le différend relatif au Cachemire, vestige du passé, doit être réglé pacifiquement et comme il convient, conformément à la Charte, aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux accords bilatéraux. Il ne faut prendre aucune mesure susceptible de modifier unilatéralement le statu quo. La Chine, qui est voisine de l'Inde et du Pakistan, espère que ce différend sera géré efficacement et que les relations entre les deux parties retrouveront leur stabilité.

Le développement est la clef qui contribuera à régler tous les problèmes. Il doit être au centre du cadre macroéconomique mondial, en continuant de privilégier des domaines prioritaires tels que la réduction de la pauvreté, les infrastructures, l'éducation et la santé publique. Nous devons entretenir la coopération mondiale pour le développement, en l'articulant autour de la coopération Nord-Sud, que vient compléter la coopération Sud-Sud. Nous devons bâtir une économie mondiale ouverte et aider les pays en développement à mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur et chaînes industrielles mondiales. Les États Membres doivent aligner leurs stratégies de développement à moyen et long terme sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, afin de rechercher un développement de qualité. L'initiative « Une ceinture et une route », lancée par la Chine, vise à obtenir un développement de haut niveau et axé sur l'être humain, qui soit ouvert, propre et vert. Cette initiative, qui est parfaitement compatible avec le Programme 2030, est devenue une voie qui mène à la coopération, à l'espoir et à la prospérité, et qui génère des avantages concrets pour les populations du monde entier. Nous espérons que d'autres pays tireront parti des possibilités de développement qu'elle crée pour donner un nouvel élan à leur mise en œuvre du Programme 2030.

Il existe un consensus mondial sur la nécessité de lutter contre les changements climatiques, et la réduction des émissions exige des efforts concertés à l'échelle mondiale. Les résultats du Sommet Action Climat 2019 sont positifs. La Chine, cochef de file

dans le domaine des solutions fondées sur la nature, a joué son rôle pour que cela soit possible. Nous sommes convaincus qu'il est important d'agir de bonne foi. Nous honorerons les engagements que nous avons contractés, nous remplirons nos obligations et nous prendrons des mesures concrètes pour aider à instaurer un monde propre et beau.

La Chine accorde une grande importance à la vie et à la santé de sa population et a toujours adopté une approche de tolérance zéro vis-à-vis des stupéfiants. Nous avons mis en place, sur toutes les substances liées au fentanyl, des contrôles qui vont bien au-delà des efforts de l'ONU en matière d'inscription aux tableaux et qui démontrent que la Chine participe activement à la maîtrise mondiale des stupéfiants, avec un sens aigu des responsabilités. En ce qui concerne la maladie à virus Ebola, alors que l'alerte est de nouveau donnée en Afrique, la Chine a déjà envoyé des fournitures d'urgence à la République démocratique du Congo et à ses voisins touchés par l'épidémie. La Chine a également dépêché des experts en santé publique et entretient une collaboration étroite avec l'Organisation mondiale de la Santé et la Commission de l'Union africaine. En outre, la Chine entend verser 18 millions de dollars supplémentaires au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Je voudrais terminer en citant le Président Xi Jinping, qui a dit :

« Notre monde regorge d'espoir comme de défis. Nous ne devons pas abandonner nos rêves au seul prétexte que la réalité qui nous entoure est trop compliquée. Nous ne devons pas cesser de poursuivre nos idéaux au seul prétexte qu'ils semblent hors de notre portée. »

Œuvrons sans relâche à promouvoir les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et construisons ensemble une communauté de destin pour l'humanité.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, S. E. M. Sergey Lavrov.

M. Lavrov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous approchons toujours plus du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, née de la victoire qui a marqué la fin de la Seconde Guerre mondiale et de notre reconnaissance qu'il était indispensable de se doter d'un un

mécanisme collectif pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Malheureusement, les événements de la guerre froide, qui a commencé peu après, l'ont empêchée de faire toute la preuve de son potentiel. L'espoir est réapparu il y a presque 30 ans, avec la chute du mur de Berlin, symbole de deux systèmes irréconciliables. C'était l'espoir que nous parviendrions peut-être enfin à tourner la page de la douleur des guerres, froides et chaudes, et à unir nos efforts pour le bien de l'humanité tout entière.

Force est toutefois de reconnaître que, si l'ONU a certes permis de prévenir une troisième guerre mondiale, il n'y a pas moins de conflits et d'inimitié sur la Terre, et que des défis nouveaux et plus terribles sont apparus – comme le terrorisme international, les trafics de drogue, les changements climatiques, les migrations illégales et l'écart croissant entre les riches et les pauvres. Il est chaque année plus difficile de faire face à ces problèmes – et aux autres –, et la communauté internationale se fragmente toujours davantage. Nous pensons que la principale explication à cela réside dans le fait que les pays qui se sont proclamés vainqueurs de la guerre froide rechignent à prendre en considération les intérêts légitimes de tous les autres États et à accepter les réalités objectives du cours de l'histoire. L'Occident a du mal à accepter que la domination dont il a bénéficié des siècles durant sur les affaires du monde est en train de disparaître. De nouveaux centres de croissance économique et d'influence politique émergent et gagnent en importance et, sans eux, il sera impossible de trouver des solutions durables aux problèmes du monde, que nous ne pourrions régler qu'en nous appuyant sur les fondements solides que représente la Charte des Nations Unies et en conciliant les intérêts de tous les États.

Les grandes nations occidentales tentent d'empêcher l'établissement d'un monde polycentrique, afin de retrouver leurs positions privilégiées, et d'imposer des normes de conduite à toutes les autres en se fondant sur leur propre interprétation étriquée du libéralisme. Pour résumer, elles affirment : « Nous sommes libérales, et nous pouvons donc faire tout ce que nous voulons ». Dans cette quête, l'Occident fait de moins en moins souvent référence au droit international, et plaide toujours plus fréquemment et avec toujours plus d'insistance en faveur d'un ordre supposément fondé sur des règles. L'objectif du concept de ce type d'ordre est évident : il s'agit de réécrire les normes du droit international qui ne conviennent plus à l'Occident et de les remplacer par des règles conformes à leurs procédés égoïstes, conçus en fonction de l'opportunisme politique, tandis

que l'Occident se proclame lui-même, et lui-même seul, source incontestable de légitimité. Par exemple, lorsqu'il est avantageux, le droit des peuples à l'autodétermination est important, mais dans le cas contraire, il est déclaré illégitime.

Ces règles révisionnistes sont justifiées à travers la manipulation de la conscience publique, la diffusion de fausses informations, la création de deux poids, deux mesures en matière de droits de l'homme, la suppression des médias importuns et l'interdiction du journalisme. L'Occident compte également des élèves aptes parmi ses États clients sur le territoire post-soviétique. Le travail collectif mené sur un pied d'égalité est remplacé par des réunions à circuit fermé tenues en dehors des cadres multilatéraux légitimes, puis les procédures convenues à huis clos par un petit nombre de personnes sont qualifiées d'accords multilatéraux. Tout ceci est, accompagné par des tentatives visant à privatiser les secrétariats des organisations internationales et à les utiliser pour promouvoir des idées non consensuelles afin de passer outre aux mécanismes universels.

Les attaques contre le droit international ont atteint des niveaux alarmants. On a beaucoup parlé du retrait des États-Unis du Plan d'action global commun pour le programme nucléaire iranien, approuvé par la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. Non seulement Washington a renié ses obligations qui lui incombaient en vertu de la résolution, mais il a commencé à exiger que tout le monde applique également les règles des États-Unis et sabote la mise en œuvre de ce plan. Les États-Unis ont adopté une ligne dure en vue de saper les résolutions des Nations Unies relatives aux bases juridiques internationales mises en place pour un règlement au Moyen-Orient. Ils proposent que nous attendions un soi-disant accord du siècle tout en prenant des décisions unilatérales sur Jérusalem et le plateau du Golan. La possibilité d'une solution à la question palestinienne prévoyant deux États, qui est d'une importance capitale pour satisfaire les aspirations légitimes du peuple palestinien et assurer la sécurité d'Israël et de toute la région, est menacée.

Lorsque des membres de l'OTAN ont bombardé la Libye en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, il était clair qu'ils étaient eux aussi guidés par la logique de leur prétendu ordre fondé sur des règles. Il en a résulté la destruction de l'État libyen, et la communauté internationale est encore aujourd'hui aux prises avec le désordre créé par l'héritage pernicieux

de l'aventurisme de l'OTAN, surtout pour les pays d'Afrique.

Les desseins occultes continuent de sévir dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Malgré les résolutions universellement contraignantes du Conseil de sécurité sur l'établissement de listes où inscrire les organisations terroristes, certains pays se sont donné pour règle de protéger les terroristes et même de travailler avec eux sur le terrain, comme nous l'avons vu en Afghanistan, en Libye et en Syrie, par exemple. Les États-Unis disent déjà ouvertement que Hay'at Tahrir el-Cham est un groupe assez modéré avec lequel ils peuvent traiter. Ils souhaitent également que d'autres membres du Conseil de sécurité acceptent leur raisonnement inacceptable, comme l'ont montré les récentes discussions sur la situation d'Edleb en Syrie. Et l'Occident applique également ses propres règles en ce qui concerne les Balkans, où il s'emploie ouvertement à saper les résolutions du Conseil de sécurité sur les règlements au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine.

Avec les résolutions du Conseil de sécurité, nos conventions universelles font partie intégrante du droit international. L'Occident voudrait aussi les remplacer par ses règles, comme cela a été le cas avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, dont le Secrétariat technique - et j'insiste sur le mot « technique » — s'est vu attribuer illégalement des fonctions attributives par suite de manipulations illégales et de pressions sans scrupules, en violation directe de la Convention sur les armes chimiques et des prérogatives exclusives du Conseil de sécurité.

Le jeu se poursuit autour de conventions qui exigent que tous les pays respectent les droits linguistiques, éducatifs, religieux et autres de leurs minorités nationales. Même ici, nos collègues occidentaux sont guidés par leurs règles. Ils ferment les yeux sur les efforts flagrants visant à priver les minorités nationales de ces droits et continuent à tolérer l'existence honteuse de l'apatridie en Europe.

Les tendances révisionnistes en matière de droit international sont de plus en plus évidentes dans les tentatives continues de réécrire l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de justifier les manifestations croissantes du néonazisme et le vandalisme des monuments érigés aux libérateurs de l'Europe et aux victimes de l'Holocauste. La force des principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies, tels que la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États et l'inadmissibilité de l'emploi ou de la menace de

la force, est également mise à l'épreuve. On tente actuellement d'ajouter le Venezuela à la liste des pays dont le statut d'État a été violé sous nos yeux par des agressions ou des coups d'État d'inspiration étrangère. Comme une écrasante majorité des États Membres de l'ONU, la Russie rejette toute tentative de ressusciter les règles de l'époque de la doctrine Monroe en Amérique latine et d'opérer de l'extérieur un changement de régime dans des États souverains en recourant au chantage militaire, à des actes de coercition illégaux et aux blocus, comme c'est le cas à Cuba, malgré les nombreuses résolutions des Nations Unies.

L'année prochaine marquera le sixième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui a été adoptée à l'initiative de la Russie. Toutefois, à ce jour, un certain nombre d'États occidentaux s'accrochent encore aux anciennes règles, ignorant la Déclaration et les autres résolutions de l'Assemblée générale sur la décolonisation qui les concernent directement en conservant leur contrôle sur les anciens territoires d'outremer.

Ce mois de novembre marque un autre anniversaire — 20 ans depuis l'adoption de la Charte de sécurité européenne et de la plateforme pour la sécurité coopérative commune lors du sixième Sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ces documents énoncent les principes de la coopération pour chaque pays et organisation régionale de la région euro-atlantique. Nos chefs d'État et de gouvernement ont solennellement déclaré qu'aucun pays ne devrait poursuivre sa propre sécurité aux dépens d'un autre. Aujourd'hui, malheureusement, le consensus atteint alors au plus haut niveau est remplacé par les pratiques que l'OTAN a adoptées comme règles, alors qu'elle continue à penser en termes de recherche d'ennemis, de déplacement de son infrastructure militaire vers l'est, vers les frontières de la Russie, et d'augmentation de ses budgets militaires, qui sont déjà plus de 20 fois supérieurs à ceux de la Russie. Nous appelons à un retour aux accords qui établissent une sécurité égale et indivisible au sein de l'espace de l'OSCE, en faveur desquels certains responsables politiques européens se sont prononcés récemment, comme ce fut le cas lors de la réunion d'août entre le Président Poutine et le Président Macron, par exemple.

Nous avons également besoin d'une architecture fiable et ouverte dans la région Asie-Pacifique. Il serait dangereux de céder à la tentation de la diviser en blocs conflictuels, ce qui serait contraire à l'objectif d'unir les

efforts de tous les pays de la région pour répondre efficacement aux menaces et aux défis qui persistent dans la péninsule coréenne, y compris celui de résoudre toute la série des problèmes de la péninsule par des moyens exclusivement pacifiques.

Les actions des États-Unis, qui, après s'être retirés du Traité sur les missiles antimissiles balistiques, ont détruit le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, avec l'appui docile de tous les membres de l'OTAN, ont causé d'énormes dommages au système de stabilité stratégique mondiale qui existe depuis des décennies. Aujourd'hui, l'avenir du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques est remis en question. En outre, les États-Unis refusent de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et ont abaissé le seuil fixé dans leurs documents doctrinaux concernant l'emploi d'armes nucléaires. Ils sont également en train de transformer le cyberspace et l'espace extra-atmosphérique en arènes d'affrontement militaire.

La Russie a pris un certain nombre d'initiatives pour empêcher une nouvelle escalade des tensions. Le Président Poutine a annoncé la décision de s'abstenir de déployer des missiles terrestres à portée intermédiaire et à courte portée en Europe et dans d'autres régions tant que les États-Unis feront de même. Nous avons exhorté les États-Unis et l'OTAN à signer un moratoire à cet égard. Nous avons également invité à plusieurs reprises Washington à entamer des négociations sur la prorogation du nouveau Traité de réduction des armements stratégiques. De concert avec la Chine, nous appuyons un accord sur un document juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Jusqu'à présent, la réaction des États-Unis et de leurs alliés à toutes ces propositions n'a pas été encourageante. Nous sommes également troublés par l'absence prolongée de réponse à une proposition que nous avons faite il y a un an à nos collègues américains d'adopter une déclaration russo-américaine de haut niveau sur le caractère inacceptable et inadmissible de la guerre nucléaire, une guerre que, par définition, personne ne peut gagner. Nous appelons tous les États Membres à appuyer cette initiative.

Aujourd'hui, je voudrais annoncer qu'au cours de la présente session de l'Assemblée générale, nous présenterons un projet de résolution sur le renforcement et la mise au point du système des accords sur la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération. Nous invitons tout le monde à des négociations constructives. L'adoption d'une telle

résolution contribuerait grandement à créer les conditions nécessaires au succès de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires l'année prochaine.

La Russie continuera d'œuvrer avec diligence au renforcement de la sécurité mondiale. Nous agissons avec la plus grande responsabilité dans ce domaine en faisant preuve de retenue dans le renforcement de nos capacités de défense, bien que cela ne se fasse évidemment pas au détriment de la garantie effective de la sécurité nationale, et dans le plein respect du droit international. Nous sommes pour le renforcement des efforts de lutte contre le terrorisme international sous les auspices des Nations Unies. En vue de mobiliser le potentiel des organisations régionales aux fins de l'élimination de la menace du terrorisme, la Russie a organisé une séance du Conseil de sécurité au niveau ministériel (voir S/PV.8626), avec la participation des représentants de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de la Communauté d'États indépendants.

L'une des tâches les plus cruciales de la communauté internationale est d'élaborer des approches généralement acceptables en vue de la réglementation de l'espace numérique et de la compréhension des processus liés au développement de l'intelligence artificielle. L'année dernière, l'Assemblée générale a approuvé le lancement de travaux de fond pour convenir des règles aux fins d'un comportement responsable des États dans le cyberspace. À l'initiative de la Russie, elle a également adopté la résolution 73/187, sur la lutte contre la cybercriminalité. Il sera important de s'attacher à parvenir à des accords juridiquement contraignants sur tous les aspects de la sécurité internationale de l'information.

Nous devons aussi redoubler d'efforts pour régler les nombreuses crises et conflits en cours dans le monde. Le plus important est d'amener les parties concernées à respecter les accords existants et de ne pas leur permettre d'inventer des prétextes pour revenir sur les engagements qu'elles ont déjà pris. Bien sûr, cela s'applique également aux conflits dans l'espace post-soviétique, et je souligne l'importance du strict respect de l'Ensemble de mesures adoptées en vue de l'application des Accords de Minsk et du règlement de la crise dans l'est de la Ukraine.

En Syrie, où des avancées majeures ont été enregistrées dans la lutte contre le terrorisme, la priorité maintenant est de promouvoir plus avant le processus politique mené par les Syriens, avec l'aide de

l'ONU. Grâce à la contribution décisive de la Russie, de la Turquie et de l'Iran en tant que garants du processus d'Astana, la Commission constitutionnelle a été mise en place, comme le Secrétaire général António Guterres l'a annoncé il y a quelques jours. Il faut maintenant s'atteler à la reconstruction après le conflit et à la création de conditions propices au retour des réfugiés. Le système des Nations Unies doit y jouer un rôle beaucoup plus actif.

D'une manière générale, toutefois, il reste encore de nombreux problèmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Nous voyons ce qui se passe en Libye et au Yémen. Les perspectives de règlement de la question palestinienne et de concrétisation de l'Initiative de paix arabe sont en péril. Les tentatives de jouer la carte kurde, une question potentiellement brûlante pour de nombreux pays, sont alarmantes. Les tensions dans le golfe Persique sont artificiellement exacerbées. Nous demandons que les différends existants soient réglés par le dialogue, sans recourir à des accusations infondées. Cet été, la Russie y a contribué en présentant son concept renouvelé de sécurité collective dans la région.

Hier, en soutien aux efforts déployés par les États africains pour mettre fin aux conflits sur leur continent, la Fédération de Russie a organisé une séance du Conseil de sécurité sur le renforcement de la paix et de la sécurité en Afrique (voir S/PV.8627). À Sotchi, à la fin du mois d'octobre, nous accueillerons le tout premier sommet Russie-Afrique, et nous espérons que les résultats auxquels il aboutira nous permettront d'améliorer l'efficacité de la lutte contre les menaces et les défis actuels, ainsi que l'action sur les problèmes de développement rencontrés par les pays africains.

La réforme du Conseil de sécurité vise à améliorer les activités de règlement des crises et de maintien de la paix des Nations Unies. Les réalités de notre monde multipolaire signifie que notre principale tâche est de trouver une formule susceptible de mettre fin aux déséquilibres géopolitiques évidents dans la composition actuelle du Conseil et d'y élargir la représentation des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, avec l'accord le plus large possible des États Membres.

Des lignes de fracture existent et sont préjudiciables aussi bien à l'économie mondiale qu'à la politique mondiale. La croissance économique inclusive est freinée parce que d'autres règles sont en train de remplacer celles de l'Organisation mondiale du commerce, notamment la concurrence déloyale, le protectionnisme, les guerres commerciales, les sanctions unilatérales et

l'utilisation abusive du statut du dollar américain. Tout ceci participe à la fragmentation de l'espace économique mondial et a un impact négatif sur la vie des populations. Il est essentiel, à notre sens, que nous recommencions à oeuvrer de concert et de façon constructive au sein des entités du système des Nations Unies et du Groupe des Vingt. Ce faisant, nous aiderons à créer les conditions propices pour ce faire, notamment en exploitant le potentiel des pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), dont la Russie sera le Président *pro tempore* en 2020.

De concert avec d'autres pays qui partagent notre vision, nous nous attachons aussi à harmoniser les processus d'intégration. Cette approche est au cœur de l'initiative du Président Poutine tendant à créer un plus grand espace eurasiatique de partenariat avec les pays membres de l'Union économique eurasiatique, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est. Cet espace est ouvert à tous les États d'Eurasie, y compris les pays membres de l'Union européenne. Nous avons déjà fait des progrès dans ce sens, notamment en liant les plans de développement de l'Union économique eurasiatique et l'initiative chinoise « Une Ceinture et une Route ». La mise en œuvre systématique de ces efforts nous permettra non seulement d'accélérer la croissance économique, mais aussi de jeter des bases solides pour la construction d'un espace de paix, de stabilité et de coopération s'étendant de Lisbonne à Jakarta.

Alors qu'approche le prochain anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, je voudrais souligner que malgré toutes les difficultés, l'ordre mondial centré sur l'ONU reste stable et a une grande capacité de résilience. C'est une sorte de filet de sécurité qui, pour peu que nous respections la Charte, garantira le développement pacifique de l'humanité en trouvant un point d'équilibre entre les intérêts parfois contradictoires de différents pays. Peut-être que le principal enseignement à tirer de ces 75 dernières années est que, face à une menace commune, l'expérience d'une coopération exempte d'idéologie acquise durant les guerres les plus cruelles est toujours pertinente. Les menaces et les défis d'aujourd'hui ne sont pas moins dangereux. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions y faire face de manière efficace. Il y a un demi-siècle, l'éminent universitaire, personnalité publique et lauréat du prix Nobel de la paix, Andreï Sakharov, a écrit,

« La division de l'humanité menace celle-ci d'annihilation... Si elle veut s'éloigner du précipice, elle doit surmonter ses divisions ».

Les pères fondateurs des Nations Unies ont estimé que la tâche principale était d'unir. Montrons à nous mêmes que nous sommes dignes de leur héritage et de leur mémoire.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire, S. E. M. Sabri Boukadoum.

M. Boukadoum (Algérie) (*parle en arabe*) : Je voudrais avant toute chose féliciter M. Tijjani Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session, et remercier M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés de ses efforts au cours de la session précédente.

L'élimination de la pauvreté, une éducation de qualité, l'action climatique et l'inclusion, questions retenues pour le débat de cette année, sont au cœur des objectifs que nous avons arrêtés il y a quatre ans. Elles sont interdépendantes et contribuent de façon directe au développement durable des individus et des sociétés. Malgré les avancées enregistrées en matière d'élimination de pauvreté, comme l'indiquent les différents rapports de l'ONU et de ses institutions spécialisées, les pays à faible revenu ont encore du chemin à faire avant de pouvoir relever ces défis et atteindre les objectifs arrêtés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le rendez-vous annuel de l'Assemblée générale est l'occasion idoine pour faire le point sur la situation actuelle. Le monde est-il aujourd'hui meilleur qu'il était lors de la précédente session? Vivons-nous dans un monde plus sûr, plus juste? Quel monde allons-nous laisser à nos enfants? Et que devons-nous faire pour mettre fin aux agressions incessantes contre la nature? Toutes ces interrogations nous montrent qu'il faut prendre conscience du sens que revêt notre présence ici et nous rappeler les principes fondamentaux sur lesquels repose l'ONU - un monde fondé sur l'unité et la solidarité.

L'Algérie réaffirme clairement son engagement à œuvrer à un monde où règnent la paix et la coexistence pacifique, en premier dans son voisinage et sa région; un monde où le multilatéralisme est l'instrument préféré et la voie souhaitée; un monde où l'ONU fait office de source d'inspiration et de moteur; un monde que nous

voulons meilleur, plus sûr, plus solidaire et plus respectueux de la nature.

L'humanité a atteint un niveau de développement économique, de prospérité et de développement technologique sans précédent. Mais ce ne sont là que des chiffres, car la situation de millions de personnes qui vivent dans la pauvreté reste une source de préoccupation et de ressentiment. J'en veux pour preuve les 740 millions de personnes dans le monde, habitant pour la plupart dans les zones rurales, qui vivent avec moins de 2 dollars par jour. Cette réalité pose avec acuité la question de l'équilibre en matière de développement. La lutte contre la pauvreté ne se limite pas à l'action caritative; c'est une question de justice sociale, de paix et de stabilité pour tous.

Le développement durable permet de répondre aux besoins actuels sans entamer les ressources ni réduire les capacités des générations futures, et ce par le biais de politiques économiques saines, d'une bonne gouvernance politique, et de partenariats soucieux de la protection de l'environnement. La réalisation du développement durable dépend de politiques harmonisées aux fins de la nécessaire préservation de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques, dont on voit jour après jour l'impact considérable sur les écosystèmes et la biodiversité et dont on perçoit la gravité et l'ampleur dans les catastrophes naturelles qui leur sont liées.

L'Afrique, et en particulier la région du Sahel à laquelle appartient mon pays, est le continent qui pâtit le plus de ces phénomènes, notamment l'accélération de la désertification et du cycle des sécheresses, alors que c'est le continent qui émet le taux le plus bas d'émissions de gaz à effet de serre au monde et le moins préparé à faire face aux effets nocifs des changements climatiques. C'est aux pays industrialisés qu'il incombe de régler cette dette climatique, notamment en fournissant une assistance financière et technique adéquate et adaptée aux besoins des pays qui polluent le moins en vue d'éliminer les disparités environnementales entre pays développés et pays en développement.

La réalisation des objectifs arrêtés par la communauté internationale dépend de la mesure dans laquelle chaque membre s'acquitte de ses responsabilités en fonction de ses moyens propres. C'est à nous qu'il incombe aujourd'hui de défendre le multilatéralisme et de le préserver des tentatives et des politiques visant à l'affaiblir. Le développement durable au niveau international ne peut être réalisé que dans le cadre d'un

multilatéralisme durable fondé sur la justice, l'équité et l'équilibre entre les intérêts des pays développés et ceux des pays en développement.

Les défis d'un monde multilatéral sont intimement liés à la question de la réforme de l'ONU, laquelle est très importante étant donné que les mécanismes de l'Organisation sont fondés sur les équilibres nés de la période suivant la Seconde Guerre mondiale et qu'ils ne répondent plus efficacement aux besoins de la communauté internationale ni aux défis de l'heure. C'est pourquoi leur modernisation et la dynamisation de l'action de l'Organisation ne doivent souffrir d'aucun retard, surtout que ces défis ont une incidence directe sur la paix et la sécurité internationales. La politique du « deux poids, deux mesures » et l'impunité dont nous avons été les témoins ces dernières décennies ont eu un impact profond sur l'autorité morale du système multilatéral et sur le respect, partout dans le monde, du drapeau des Nations Unies, ce qui ne rend encore que plus légitime la nécessité d'une réforme urgente de l'Organisation. La réforme de la gouvernance de l'Organisation appelle à une réaffirmation du rôle central de l'Assemblée générale et à une démocratisation du Conseil de sécurité.

Le cadre sur lequel se base l'Union africaine pour réformer le Conseil de sécurité mérite d'être pris en compte. Et l'Algérie reste disposée à contribuer activement à ce processus. L'Algérie reste également disposée à contribuer de façon positive à la réalisation de progrès sur les questions de désarmement et au renforcement des mécanismes multilatéraux connexes, notamment la Conférence du désarmement, dont mon pays assurera la présidence à compter du 1^{er} janvier 2020.

Notre région arabe est en proie à nombre de crises anciennes et nouvelles, qu'aggrave l'incapacité de la communauté internationale à adopter des approches appropriées pour les régler conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et du droit international, ce qui a contribué à alimenter le phénomène de l'extrémisme violent.

Au cœur du monde arabe et islamique, la question palestinienne reste, pour toutes les personnes éprises de paix dans le monde, la question centrale, une question étroitement liée à nombre d'autres crises et à la sécurité régionale au Moyen-Orient et dans le monde. Les nombreuses résolutions contraignantes adoptées par l'Organisation et l'Initiative -constructive- de paix arabe n'ont malheureusement pas pu être mises en œuvre sur le terrain, ce qui éloigne la perspective d'un règlement

de cette question conformément aux exigences de la légitimité internationale. Du fait de l'injustice historique qui lui a été faite et de l'impunité dont bénéficie l'agresseur, le peuple palestinien sans défense, bien que la communauté internationale condamne dans sa majorité la politique et les agressions de l'occupant israélien, continue d'être empêché d'exercer ses droits nationaux les plus fondamentaux, notamment son droit au retour sur ses terres, sans parler des tentatives visant à modifier le statut de sa capitale, Al-Qods Al-Charif.

Dans son espace géographique, l'Algérie continue d'être attachée au choix stratégique qu'elle a fait de poursuivre la construction de l'Union du Maghreb arabe, qui a été lancée en Algérie il y a de cela trois décennies. Mon pays reste pleinement disposé à réaliser cet objectif auquel aspirent les peuples de la région. Je réitère toutefois que nous regrettons que la dynamique espérée par le Secrétaire général s'agissant de la question du Sahara occidental ne se soit pas réalisée, et nous regrettons aussi la démission de son Envoyé spécial, M. Horst Köhler. Nous espérons sincèrement que l'esprit de dialogue régnera entre les frères du Royaume du Maroc et du Front populaire pour la libération de la Saguia el-Hamra et du Río de Oro en vue de parvenir à un règlement final qui garantisse au peuple sahraoui l'exercice de son droit légitime à l'autodétermination, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Pour ce qui est de la Libye, l'Algérie a, à maintes reprises, mis en garde contre tout empêchement d'un règlement politique de la crise, et n'a eu de cesse de réaffirmer auprès de toutes les parties libyennes et des partenaires régionaux et internationaux la nécessité de placer les intérêts supérieurs du pays au-dessus de toutes considérations. L'Algérie a tenu à être aux côtés des Libyens afin d'imprimer la crédibilité nécessaire à son appel à favoriser la voie du dialogue pour sortir de la crise et entamer la phase de réconciliation loin des ingérences étrangères. Ces dernières peuvent constituer une menace pour la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays et pour la cohésion de sa société. L'Algérie réaffirme aujourd'hui qu'il ne saurait y avoir de règlement de la crise sans les Libyens et sans les pays voisins, et que le langage des armes et de l'intervention étrangère n'est pas l'approche la plus appropriée pour parvenir à un règlement.

S'agissant de la Syrie, des évolutions positives y ont été enregistrées ces derniers jours - retour de la

sécurité dans nombre de régions et dérouté des groupes armés, notamment, ce qui a permis le retour chez eux de premières vagues de déplacés de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Il importe désormais de se concentrer sur la quête d'un règlement politique et de la réconciliation nationale afin que tous les Syriens puissent rentrer dans leurs foyers et entamer le processus de reconstruction, avec le concours de tous.

Dans notre monde arabe, nous n'oublions pas le Yémen frère, où le conflit a eu des répercussions graves sur la vie des populations et sur la situation humanitaire. Nous espérons que la voie du dialogue prévaudra, dans le respect de la légitimité nationale et internationale, grâce à la poursuite des efforts visant à lutter contre le terrorisme et à répondre aux actes hostiles inacceptables. À cet égard, je salue l'action que mènent certains pays frères de la région en vue de mettre un terme à cette crise.

Au Mali, l'instauration d'une paix durable requiert une mise en œuvre intégrale et effective de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, signé en 2015, ainsi qu'une coopération étroite entre toutes les parties signataires. Tandis que nous nous félicitons des progrès enregistrés dans ce cadre, il faut reconnaître que l'on attend toujours des parties maliennes qu'elles en fassent plus. En tant que Président du Comité de suivi de l'Accord, l'Algérie, soucieuse de préserver la sécurité, l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, réaffirme sa détermination à aider les parties maliennes à régler la crise et à remédier à ses causes profondes. Et elle continuera à lui fournir une aide multiforme.

L'insécurité qui règne dans l'ensemble de la région du Sahel favorise la prolifération des groupes terroristes. Ces derniers voient leur capacité de nuisance renforcée grâce à une économie criminelle basée sur diverses formes de pillage, de contrebande et de commerce illicite, et trouvent dans la pauvreté un terrain fertile pour recruter des jeunes. Étant donné son emplacement géographique et sa longue expérience en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent chez elle, et étant donné qu'elle est un pilier essentiel de la stabilité en Afrique et dans la région de la Méditerranée, l'Algérie a adopté une politique globale conjuguant lutte sans merci contre ce fléau international et réformes profondes dans tous les domaines - politique, économique, social, culturel et même religieux, du fait de l'exploitation à mauvais escient de la religion par les idéologues de l'extrémisme violent. Une

interprétation erronée de la religion, dont a pâti l'islam en particulier, a eu une incidence profonde sur la stabilité des mondes arabe et islamique et a accentué la haine des Musulmans et des communautés musulmanes dans nombre de sociétés. Nous pouvons remédier à cette situation par le biais d'une action continue et collaborative axée sur le respect mutuel et lutter contre ce fléau par l'adoption de lois nationales.

Il convient aussi de s'intéresser de près au problème de la migration. Le respect de la personne et de sa dignité doit être le fondement de toutes les politiques visant à gérer le phénomène de la migration, dans le cadre d'approches globales et équilibrées qui tiennent compte des intérêts des pays d'origine, de transit et de destination, et traitent ses causes profondes. Si ces dernières années un intérêt accru a été accordé aux dimensions humanitaire et sécuritaire, la dimension « développement », elle, n'a pas encore reçu l'attention qu'elle mérite. C'est pourquoi il faut que les promesses d'aide publique au développement soient traduites en programmes de développement concrets qui répondent aux besoins des sociétés locales et empêchent les individus de migrer. La Méditerranée s'est, hélas, transformée en un vaste espace de mort pour de nombreux convois de migrants en route vers l'Europe. N'est-il pas temps que la Méditerranée redevienne l'espace de coopération, de partenariat et de solidarité qu'elle était? C'est ce que nous, en Algérie, pensons, et nous sommes disposés à contribuer positivement avec nos partenaires des deux rives à tout effort allant dans ce sens.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer que l'Algérie est un État qui croit fermement dans les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans les idéaux de paix et de respect mutuel, et veut établir des relations basées sur la solidarité et la stabilité. Les Algériens aspirent aujourd'hui au développement de leur pays, un pays qu'ils veulent fort afin qu'il puisse poursuivre ses efforts visant à préserver la paix, la sécurité et la coexistence pacifique dans son espace géographique, au Sahel, en Méditerranée, en Afrique et partout ailleurs dans le monde.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur des Îles Salomon, S. E. M. Jeremiah Manele,

M. Manele (Îles Salomon) (*parle en anglais*) : Le Gouvernement et le peuple salomonais se joignent à moi pour féliciter M. Tijjani Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa

soixante-quatorzième session. Sa riche expérience sera utile à l'Organisation des Nations Unies alors qu'il nous guide dans notre examen des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée. Je voudrais l'assurer de l'appui et de la coopération des Îles Salomon pendant toute la durée de son mandat. Je voudrais aussi exprimer ma gratitude à sa prédécesseure, S. E. M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, pour sa direction émérite des travaux au cours de l'année écoulée, et je lui souhaite plein succès dans ses futures entreprises.

S'il est un moment où l'action de l'ONU doit être renforcée, c'est bien maintenant. Les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés exigent efforts collectifs et solidarité pour pouvoir continuer à aller de l'avant. Notre aspiration à réaliser la paix et le bien-être et à vivre dans la dignité dépendra de la vigueur du multilatéralisme. C'est pourquoi le thème de cette session de l'Assemblée générale : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en vue de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion », est approprié et opportun.

Alors que nous nous apprêtons à célébrer le soixante-quinzième anniversaire de la création de l'Organisation, faisons d'elle ensemble une instance revigorée dans le cadre de laquelle nous, les dirigeants, pourrons relever les nombreux défis et problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et devons faire face pendant de longues années encore, d'où la nécessité d'une action collective. Nous ne devons plus permettre que les Nations Unies soient affaiblies par les actes unilatéraux de quelques-uns. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour tous. Elle offre une enceinte pour la tenue de discussions mondiales. Elle unit et consolide nos efforts communs pour relever les défis complexes auxquels nos pays sont confrontés.

Au cours des 41 dernières années, nos relations avec l'ONU ont été gérées de l'extérieur par le biais du Programme des Nations Unies pour le développement du Bureau pour le Pacifique à Fidji. Nous lançons à nouveau un appel à l'ONU afin qu'elle renonce à cette démarche et renforce sa présence dans les Îles Salomon. Nous n'acceptons pas les conclusions de l'évaluation du Bureau multipays, qui a recommandé le maintien des modalités actuelles. Les Îles Salomon sont un pays sortant d'un conflit. On estime que leur population dépassera celle des Fidji d'ici le début des années 2030. Elle doit pouvoir disposer de son propre bureau de pays.

Aucun pays n'est épargné par les changements climatiques et les catastrophes naturelles. Nos océans

se réchauffent. Le niveau de la mer monte. Les phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les cyclones tropicaux, les ouragans, les inondations, la sécheresse et les grandes marées, gagnent en intensité, et infligent de plus en plus de dommages et de destruction aux communautés et aux écosystèmes. Ils mettent la vie des peuples en danger. Mon gouvernement tient, à ce propos, à exprimer ses sincères condoléances au Gouvernement et au peuple des Bahamas à la suite des dégâts récents provoqués dans ce pays par l'ouragan Dorian et les pertes en vies humaines qui en ont résulté. Nous appuyons fermement le Gouvernement et le peuple bahamiens et leur témoignons notre solidarité alors qu'ils entament un long processus de relèvement.

Les pays insulaires du Pacifique et des Caraïbes continueront d'être à l'avant-garde de la lutte contre les phénomènes climatiques engendrés par l'évolution des systèmes climatiques mondiaux. La visite en début d'année, dans le Pacifique, du Secrétaire général souligne la gravité des changements climatiques pour les petits États insulaires. En 75 années d'existence de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. António Guterres est le deuxième Secrétaire général à s'être rendu dans les îles du Pacifique. Sa visite témoigne de sa volonté de mieux cerner les difficultés rencontrées par les peuples du Pacifique dans leur lutte contre les changements climatiques. Cette visite a permis au Secrétaire général de se rendre compte par lui-même que les changements climatiques sont une question de vie ou de mort pour les peuples du Pacifique.

Les incidences des changements climatiques sont bien connues. Il importe cependant de rappeler à l'Assemblée générale quelques données essentielles. D'ici à 2030, on estime que 90 % de nos récifs coralliens disparaîtront sous l'effet du blanchiment, mettant ainsi en péril la sécurité alimentaire, la pêche et les moyens de subsistance de notre population. Les phénomènes météorologiques violents seront plus fréquents et entraîneront la destruction de biens et la perte de vies humaines. Les coûts économiques résultant des phénomènes météorologiques violents dans les petits États insulaires dépassent leurs capacités à y faire face.

Il importe également de s'interroger sur les conséquences découlant à ce jour des changements climatiques. Les Îles Salomon sont trois fois plus exposées aux effets des changements climatiques que la moyenne mondiale. L'élévation du niveau de la mer progresse à un tel rythme que nous continuons à perdre des îles. La réinstallation en cours des populations

déplacées à l'intérieur du pays est désormais une pratique courante. En raison de phénomènes à évolution lente, nous sommes en situation de relèvement permanent. C'est particulièrement le cas pour les populations qui vivent sur des îles de faible altitude.

Compte tenu de ces événements, mon gouvernement tient une fois encore à remercier sincèrement le Secrétaire général de nous avoir fait l'honneur de sa visite dans notre région, témoignant ainsi l'intérêt qu'il nous porte. Le cynisme ou la complaisance n'ont pas leur place ici. Il nous faut agir rapidement et collectivement en faveur du climat. La Déclaration de Kainaki II pour une action urgente contre les changements climatiques, publiée par les dirigeants lors du Forum des îles du Pacifique tenu aux Tuvalu le mois dernier, a réaffirmé que les changements climatiques représentaient la plus grande menace pour les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être de nos peuples.

Nous saluons le Sommet pour l'action sur le climat du Secrétaire général, qui s'est tenu cette semaine. Cependant, nous sommes déçus par le manque de volonté politique de la part de ceux qui en ont les moyens de prendre les mesures nécessaires pour concrétiser des engagements plus ambitieux qui nous permettraient d'atteindre l'objectif de moins de 1,5°C. Dans l'état actuel des choses, nous nous acheminons vers un monde à 3°C. Les données scientifiques sont claires et scientifiquement avérées. Veillons à ce que nos politiques et nos actes s'inspirent de ces données.

Les Îles Salomon se sont lancées dans une entreprise passionnante consistant à réduire davantage leur empreinte carbone. En 2024, nous allons concrétiser notre premier projet hydroélectrique de 15 mégawatts. Ce projet permettra de réduire de 70 % la consommation de combustibles fossiles, soit l'équivalent de 50 600 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone et de gaz à effet de serre. Cela représente plus du double de l'engagement que nous avons pris dans le cadre des contributions nationales que nous avons présentées. Nous continuons d'appeler à un partenariat international afin de pouvoir atteindre nos objectifs conditionnels de réduction des émissions de 45 % d'ici à 2030 et de 50 % d'ici à 2050.

Nous dépendons des océans pour notre survie. Notre économie est liée en grande partie à nos océans, notamment le tourisme, les pêches et les transports. Nos océans occupent une place essentielle dans notre culture, nos traditions culinaires et nos loisirs. Notre identité en tant qu'insulaires est inextricablement liée

à l'océan; il définit qui nous sommes. En tant qu'État océanique, nous sommes résolus à renforcer la gestion, l'exploitation et la conservation de nos océans, y compris la haute mer.

Ce n'est un secret pour personne que notre océan est la dernière zone de pêche riche au monde. Notre région fournit plus de 60 % du thon mondial. Il est de notre responsabilité partagée et de notre intérêt collectif de veiller à la bonne santé de l'océan et des stocks de thon afin de nous assurer que nous disposerons de stocks de thon durables pour les générations actuelles et futures.

Nos institutions régionales, l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique, située dans notre capitale, et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique, continuent d'aider nos pays insulaires à gérer les ressources en thons de nos États membres, dont la valeur annuelle dépasse 3 milliards de dollars. Cette prise annuelle génère 535 millions de dollars pour la région et contribue pour plus de 400 millions de dollars au produit intérieur brut de la région. Néanmoins, ce sont les pays pratiquant la pêche hauturière qui tirent les plus grands bénéfices de l'industrie thonière. L'année dernière, les prises de thons dans les eaux des Îles Salomon se sont élevées à 124 724 tonnes. Environ 24 000 tonnes de thons sont transformées par une entreprise locale, SolTuna Limited. L'exportation de thon transformé a généré des recettes annuelles moyennes à l'exportation de 59 millions de dollars et créé 2 000 emplois.

La pêche illicite, non déclarée et non réglementée sape notre système de gestion du thon. Nous avons mis en place des mécanismes, notamment le Traité de Nioué sur la surveillance des pêches et l'application des lois dans la région du Pacifique Sud et le système de contingentement des jours de pêches, en tant que système de gestion fondé sur la dissuasion. La pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la région du Pacifique occidental et central engendre des profits estimés à 600 millions de dollars et une perte économique directe estimée à environ 150 millions de dollars pour les pays insulaires. Nous appelons les pays pratiquant la pêche hauturière à mettre fin à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et à veiller à ce que les États océaniques tirent pleinement parti des ressources relevant de leur juridiction.

Les petits États insulaires en développement du Pacifique sont situés dans l'un des plus grands océans du monde, dont la superficie totale est évaluée à plus de 36 millions de kilomètres carrés. La zone économique

exclusive des Îles Salomon représente 1,4 million de kilomètres carrés de mer par rapport à une superficie terrestre de 28 466 kilomètres carrés.

Les Îles Salomon se sont dotées d'une politique nationale de l'océan pour gérer toutes les questions relatives aux océans. Je constate avec plaisir que notre demande conjointe tripartite concernant l'extension du plateau continental, le plateau d'Ontong Java, élaborée par les Îles Salomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les États fédérés de Micronésie, a été acceptée, et nous remercions la Commission des limites du plateau continental d'avoir examiné notre demande conjointe.

Le futur instrument sur la biodiversité dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale est en cours de négociation. Nous escomptons un résultat juste, équitable et inclusif répondant à nos besoins spécifiques et nous permettant de nous acquitter de nos obligations et de nos droits en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Nous espérons que le nouvel instrument prendra en compte des systèmes de savoir ancestral qui complètent les connaissances scientifiques. Mon gouvernement s'est engagé à travailler avec d'autres en vue de conclure les négociations sur la biodiversité au-delà de la juridiction nationale d'ici à 2020.

L'Organisation des Nations Unies est née des cendres de la Seconde Guerre mondiale. La Charte des Nations Unies nous enjoint de promouvoir une coexistence pacifique entre les nations, et en leur sein, par le biais d'un dialogue approfondi, permanent et inclusif en vue de régler nos différends et nos conflits. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. La paix implique l'élimination de la faim et l'accès aux biens de première nécessité, afin que nous puissions tous vivre de manière épanouie. L'accès au financement, en particulier pour les plus marginalisés et les plus vulnérables, constitue l'un des besoins fondamentaux de la vie moderne. La jouissance de ces droits fondamentaux continue d'être un objectif difficile à atteindre pour mon pays, dont l'assise économique est restreinte et la jeunesse de plus en plus nombreuse, avec 18 000 nouveaux demandeurs d'emploi chaque année, à la recherche d'un travail sur un marché qui ne peut fournir chaque année que 3 000 nouveaux postes. La sécurité de l'emploi est la clef de la paix et de la sécurité à long terme dans un pays sortant d'un conflit, tel que les Îles Salomon.

Malgré les défis auxquelles elles sont confrontées, les Îles Salomon s'enorgueillissent d'avoir fourni 12 policiers à l'Opération hybride Union

africaine-Nations Unies au Darfour, au Soudan. Nous sommes prêts à déployer davantage de personnel pour des missions de maintien de la paix dans le cadre d'autres missions des Nations Unies. En tant que bénéficiaire de la Mission d'assistance régionale aux Îles Salomon au cours des 14 dernières années, nous savons à quel point notre peuple a pu tirer parti de la réciprocité de ce type d'aide. Je tiens également à exprimer la profonde gratitude de mon pays à la Commission de consolidation de la paix et au Fonds pour la consolidation de la paix pour leur appui indéfectible à notre peuple. Trois de nos gouvernements provinciaux ont reçu de la Commission un appui en matière de programme, politique et budget.

S'agissant de la réforme du Conseil de sécurité, les Îles Salomon souhaitent que le Conseil soit plus représentatif, plus pertinent et plus efficace, compte tenu des réalités actuelles. À ce propos, nous demandons l'attribution aux petits États insulaires en développement d'un siège de membre non permanent au Conseil.

Les Îles Salomon réaffirment leur engagement permanent en faveur du maintien d'une région du Pacifique exempte d'armes nucléaires, par le truchement du Traité de Rarotonga. Nous réitérons notre appel à l'élimination totale des armes nucléaires par tous les États dotés d'armes nucléaires, notamment ceux qui possèdent encore tous types d'armes de destruction massive.

En effet, nous aspirons à un monde exempt d'armes de destruction massive. Les Îles Salomon ne ménageront aucun effort pour garantir la pleine mise en œuvre de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le Sommet mondial pour le développement social considère l'élimination de la pauvreté comme un impératif moral, éthique, social, politique et économique pour l'humanité. Nous faisons nôtre l'appel lancé aux gouvernements pour qu'ils s'attaquent aux causes mêmes de la pauvreté, suppléent aux besoins fondamentaux de tous et veillent à ce que les pauvres aient accès aux ressources productives, notamment le crédit, l'éducation et la formation.

Face à la nécessité d'un appui au financement du développement rural, le Gouvernement a adopté, en 2018, la loi de 2018 sur la Banque de développement des Îles Salomon en vue du rétablissement de cette banque. Celle-ci favorisera le développement économique et social des Îles Salomon dans le cadre de la stratégie nationale de développement mise en place par le

Gouvernement. La priorité sera donnée à la participation des habitants des Îles Salomon au développement économique, ainsi qu'à la relance des activités industrielles.

Mon gouvernement a également doublé le salaire minimum à compter du mois d'août, afin d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs et de pallier ainsi le coût élevé de la nourriture, de l'électricité, des loyers, des transports et des frais scolaires. Nous allons également revoir le seuil d'exemption de l'impôt pour les travailleurs.

Une attention particulière est accordée à la manière dont les plus vulnérables peuvent bénéficier des progrès rapides de la technologie et de l'interconnectivité. Le câble sous-marin qui reliera Honiara à Sydney est une infrastructure essentielle et porteuse de transformation qui rapprochera le Gouvernement de son peuple. Ce câble sous-marin sera mis en service en décembre. Je remercie le Gouvernement australien, principal partenaire financier de ce projet de transformation.

Le Gouvernement des Îles Salomon a entrepris un ambitieux programme de modernisation et de développement des infrastructures, en particulier des moyens de transport au niveau national, qui vise d'ici à 15 ans, à relier les 50 circonscriptions de nos 10 provinces et l'ensemble de notre population. La première phase de ce programme d'infrastructure porteuse de transformation, qui prévoit la construction de routes, de ponts, de ports et d'aéroports, ainsi que l'achat de ferries, vise à relier 37 circonscriptions et 75 % de notre population au cours des 10 premières années. Le Gouvernement étudie également d'autres sources novatrices de revenus et de partenariats dans le cadre de ses efforts pour contribuer au développement du pays.

En décembre 2024, les Îles Salomon devraient quitter la catégorie des pays les moins avancés, après avoir satisfait à deux des trois critères de retrait. Tout en reconnaissant la nécessité de nous retirer de cette catégorie, je me dois de souligner que nous n'avons pas satisfait au critère de vulnérabilité, qui devrait être le plus important des trois critères. Comme en témoignent les nombreuses tempêtes violentes qui ont récemment frappé les petits États insulaires, les acquis d'un État peuvent être réduits à néant en quelques heures. Nous souhaitons poursuivre l'examen de ces questions lors de la visite d'organismes des Nations Unies à la mi-octobre destinées à nous aider à élaborer une stratégie de transition pratique et harmonieuse.

Les Îles Salomon souscrivent au Programme d'action d'Istanbul, aux Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et aux objectifs de développement durable. J'ai le plaisir d'annoncer que les objectifs, cibles et indicateurs de ces trois mécanismes mondiaux ont été inscrits dans notre stratégie nationale de développement pour 2016-2035. La prise en compte de ces trois cadres globaux dans notre stratégie de développement nous permettra non seulement d'atteindre les objectifs qui y sont énoncés, mais aussi de concrétiser la vision nationale qui sous-tend notre stratégie, intitulée « Améliorer les moyens de subsistance sociaux et économiques de tous les habitants des Îles Salomon ». En juillet 2020, les Îles Salomon présenteront leur examen national volontaire de mise en œuvre objectifs de développement durable.

Les Îles Salomon ont le taux de croissance démographique le plus élevé de la région du Pacifique. Cinquante enfants, soit l'équivalent de deux nouvelles salles de classe, naissent chaque jour. D'ici à 2050, on prévoit 80 naissances quotidiennes, soit l'équivalent chaque jour de trois nouvelles salles de classe, ou d'une nouvelle école primaire et secondaire chaque semaine. Nous procédons à une réforme de notre système éducatif afin de tenir compte de cette charge supplémentaire, l'objectif étant de mettre davantage l'accent sur l'enseignement technique et professionnel et à l'acquisition des compétences nécessaires à la vie courante.

Nous procédons également au recensement de tous les jeunes du pays, afin de constituer un vivier de jeunes en mesure d'occuper un emploi à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et de suivre des formations complémentaires. Je salue le soutien considérable apporté par l'Australie et la Nouvelle-Zélande aux possibilités d'emploi offertes aux jeunes Salomoniens dans leurs pays.

S'il va sans dire que les changements climatiques constituent le défi le plus important auquel tous les pays, et en particulier les pays insulaires du Pacifique, doivent faire face, je dois également exprimer la préoccupation de mon gouvernement quant au fait que les maladies non transmissibles constituent la principale cause de mortalité dans la population, dans pratiquement tous nos pays. Je suis également préoccupé par le fait que l'on n'accorde pas suffisamment d'attention à la nécessité de stopper et d'inverser l'épidémie de maladies non transmissibles. Aux Îles Salomon, sept décès sur 10 sont dus à des maladies non transmissibles. Dans d'autres

pays du Pacifique, elles sont à l'origine de huit décès sur 10. Le paludisme s'ajoute à cette problématique.

J'ai le plaisir d'annoncer à l'Assemblée que mon gouvernement met actuellement en œuvre un plan visant l'élimination du paludisme d'ici à 2030. Nous sommes également en train d'élaborer un plan visant à stopper et inverser l'épidémie de maladies non transmissibles aux Îles Salomon. Nous étudions également, en ce qui concerne certaines formes de maladies non transmissibles, d'autres formes de traitement, en particulier des produits pharmaceutiques à base de plantes d'un coût abordable et pouvant être fabriqués au niveau national. Les Îles Salomon collaborent avec Cuba pour examiner d'autres possibilités dans ce domaine. J'aimerais cependant insister tout particulièrement sur le fait que des centaines de milliers de personnes meurent chaque jour des suites de maladies non transmissibles et de maladies telles que le paludisme. Aussi devons-nous de toute urgence intensifier la lutte engagée pour inverser l'épidémie de maladies non transmissibles.

En ce qui concerne les droits de l'homme, les Îles Salomon préparent leur troisième examen périodique universel et ratifieront la Convention relative aux droits des personnes handicapées au cours de la présente session.

S'agissant de la question de la Papouasie occidentale, les Îles Salomon s'alignent sur la position du Forum des îles du Pacifique. Nous réaffirmons la souveraineté de l'Indonésie sur la Papouasie. Toutefois, nous demeurons préoccupés par l'escalade de la violence et par les allégations persistantes de violations des droits de l'homme signalées en Papouasie occidentale. Nous nous félicitons que l'Indonésie ait invité la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à se rendre en Papouasie occidentale afin d'y effectuer une évaluation indépendante de la situation des droits de l'homme. Nous invitons les deux parties à décider rapidement d'une date pour cette visite afin d'en connaître les conclusions dans les meilleurs délais.

Les Îles Salomon remercient Cuba pour la formation qu'elle dispense à nos étudiants en médecine, plus de 80 médecins des Îles Salomon ayant obtenu leur diplôme des écoles de médecine cubaines. Nous rappelons que l'embargo économique imposé à Cuba depuis 59 ans demeure en vigueur. Les Îles Salomon demandent la levée de cet embargo. Nous appelons au rétablissement de relations amicales entre Cuba et les États-Unis au nom de la paix et conformément à l'esprit

de la Charte des Nations Unies, aux buts et aux principes qui y sont énoncés.

Mon pays s'est engagé à accueillir les Jeux du Pacifique de 2023, auxquels participeront les 24 pays et territoires du Pacifique. Je constate avec plaisir l'appui dont nous bénéficions de la part de nos partenaires de développement traditionnels et non traditionnels dans la préparation de notre pays aux Jeux. Je tiens à saluer tout particulièrement nos voisins immédiats, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Indonésie. Nous tendons également la main à d'autres partenaires qui, nous l'espérons, répondront positivement à nos propositions pour les Jeux de 2023.

Je signale par ailleurs à l'Assemblée que les Îles Salomon ont commencé à revoir leur politique étrangère. Ainsi, nous avons reconnu le principe de l'unicité de la Chine, conformément à la résolution 2758 (XXVI), et officialisé nos relations avec la République populaire de Chine. Nous renforçons également notre coopération avec tous les pays, conformément à notre politique « amis de tous, ennemis de personne ».

Enfin, s'agissant du thème de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion », les Îles Salomon soulignent son bien-fondé et estiment que nous pouvons atteindre de nombreux objectifs grâce à des partenariats stratégiques et des engagements multilatéraux et bilatéraux significatifs entre les pays et au niveau international. Je félicite le Secrétaire général pour le choix de ce thème qui constitue, pour de nombreux pays, un élément de réflexion.

Dans le contexte du Pacifique, notre océan constitue notre plus grande ressource commune et le lieu où des efforts multilatéraux et bilatéraux significatifs peuvent offrir des possibilités sans fin de développement. Protéger nos océans, c'est protéger notre avenir.

Les négociations des Nations Unies sur les changements climatiques doivent débiter sans délai. Nous devons passer des discours aux actes afin que nos enfants et les générations futures puissent vivre pleinement leur vie.

La crise des maladies non transmissibles doit être stoppée et inversée. L'épidémie de maladies non transmissibles pourrait compromettre l'avenir de certains

pays. Ce défi revêt plus d'importance aujourd'hui que les changements climatiques.

Comme le disait le grand écrivain français Victor Hugo : « Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue ». Je considère que l'heure est venue de lutter à la fois contre les changements climatiques et les maladies non transmissibles. Faisons-le dès maintenant pour nous ranger du bon côté de l'Histoire.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République tunisienne, S. E. M. Khemais Jhinaoui.

M. Jhinaoui (Tunisie) (*parle en arabe*) : J'ai tout d'abord le plaisir d'adresser mes sincères félicitations à M. Tijjani Muhammad-Bande et, par son intermédiaire, à son pays frère, le Nigéria, pour la confiance qui lui a été témoignée lorsqu'il a été élu à la présidence de l'Assemblée générale à la présente session. Je lui souhaite plein succès dans cette noble tâche.

Je tiens également à témoigner ma reconnaissance et ma gratitude à M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés pour l'efficacité avec laquelle elle a dirigé les travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session.

Je souhaite exprimer également toute ma gratitude à S. E. M. António Guterres, Secrétaire général, pour les efforts précieux qu'il a déployés au service des buts et principes de l'Organisation et de ses nobles idéaux. Je renouvelle mon soutien à ses diverses réformes et initiatives.

Je tiens enfin à exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général et aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour le témoignage de sympathie qu'ils ont manifesté à l'égard de la Tunisie et de son grand dirigeant disparu, en organisant une séance de l'Assemblée générale, le 1^{er} août dernier, à la mémoire de feu le Président Béji Caïd Essebsi, premier Président démocratiquement élu de Tunisie (voir A/73/PV.102). Le Président Essebsi était en effet un grand homme d'État qui, fort de sa sagesse, de sa clairvoyance et de sa vaste expérience politique, a permis, par le dialogue et le consensus et dans le plein respect des droits et libertés fondamentaux de tous les Tunisiens, la transformation démocratique de notre pays.

Depuis 2011, la Tunisie s'est engagée dans une voie démocratique irréversible, consacrée par la Constitution de 2014. Cette voie démocratique repose sur la primauté du droit, des institutions étatiques et la

défense des droits et libertés individuels et collectifs dans tous les domaines. Ces dernières années, l'expérience naissante de la Tunisie a montré qu'elle a choisi la bonne voie malgré les difficultés rencontrées et les défis actuels, comme l'atteste le transfert sans heurts du pouvoir après le décès du Président Essebsi, dans le plein respect des dispositions de notre Constitution.

Dans le même esprit, la Tunisie a organisé, le 15 septembre, le premier tour des de l'élection présidentielle sous la supervision de la Haute Autorité électorale indépendante et en présence d'observateurs internationaux de différents pays et organisations régionales et internationales, qui tous ont confirmé la transparence et l'intégrité de cette élection. Nous sommes convaincus que le deuxième tour des élections, qui aura lieu dans quelques jours, ainsi que les élections législatives qui se tiendront le 6 octobre, seront tout aussi transparentes et impartiales, prouvant ainsi que nous avons parcouru un long chemin sur la voie de la démocratie en Tunisie et que c'est irréversible. Nous espérons que les élections déboucheront sur une plus grande représentation des femmes et des jeunes, un choix national reflétant l'évolution de la société tunisienne et sa maturité, et soulignant la nécessité de permettre à ces deux groupes d'occuper les postes les plus élevés au sein des instances de décision et de la fonction publique.

Le thème de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion » traduit notre ferme conviction que les mécanismes multilatéraux, au premier rang desquels l'Organisation des Nations Unies, constituent le meilleur moyen de concrétiser nos espoirs et aspirations communs en matière de paix, de développement global durable et de prospérité pour tous. Nous accorderons toute l'attention nécessaire à ces priorités au cours de la prochaine phase de notre développement national.

La gravité des enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels nos pays et nos peuples font face aujourd'hui souligne à nouveau l'impérieuse nécessité d'unir nos efforts en tant que communauté internationale pour ancrer le principe de solidarité collective, l'objectif étant de mettre fin à la pauvreté et à l'exclusion et de favoriser l'intégration sociale, l'autonomisation des femmes, une éducation de meilleure qualité et la lutte contre les effets des changements climatiques. Les États Membres de l'ONU ont assumé cette responsabilité collective en adoptant le Programme de

développement durable à l'horizon 2030, cadre commun destiné à relever les défis actuels, garantir les droits fondamentaux de nos peuples et favoriser l'avènement de sociétés sûres, prospères et durables.

La Tunisie a fait sienne tous ces nobles objectifs et les a inscrits dans son plan quinquennal de développement pour la période 2016-2020. En conséquence, lors du forum politique de haut niveau de juillet, elle a présenté son premier examen national volontaire de mise en œuvre des objectifs du développement durable.

Au cours de la période la plus récente, la Tunisie, soucieuse d'opérer une transformation de l'économie, d'encourager le changement social et de protéger la démocratie, a poursuivi la mise en œuvre de son programme ambitieux de réformes structurelles. Nous avons obtenu des résultats positifs sur le plan de l'amélioration des indicateurs de développement, de la promotion des investissements internes et externes, du rétablissement du secteur du tourisme et du renforcement de notre position dans l'Indice de développement humain, malgré les difficultés persistantes et l'instabilité régionale. Pour atteindre ces objectifs, mon pays s'appuie principalement sur ses capacités et son potentiel. Il entend également relever les défis en renforçant la coopération et les partenariats avec tous ses amis et partenaires dans différents domaines, afin de satisfaire les intérêts mutuels et de permettre une meilleure sécurité et une plus grande stabilité aux niveaux régional et international.

Étant donné l'importance particulière qu'elle attache à la dimension africaine de sa politique étrangère, la Tunisie réitère sa volonté de renforcer la coopération et le partenariat sur l'ensemble du continent, tout en veillant à promouvoir l'intégration économique africaine conformément au programme Action 2063 de l'Union africaine. De cette tribune, nous lançons à nouveau un appel à la communauté internationale afin qu'elle continue d'apporter l'appui nécessaire pour permettre à l'Afrique de tenir ses promesses et d'exploiter tout son potentiel et, d'une manière générale, de renforcer son développement sur l'ensemble du continent. Cette approche ouvrirait de nouveaux horizons à la jeunesse africaine, lui permettrait de contribuer activement au développement et à la prospérité tout en la protégeant contre le terrorisme et les réseaux de migration illégale.

L'extrémisme violent et le terrorisme progressent partout dans le monde. Leurs agents tirent parti des tensions et des crises non résolues pour menacer la sécurité et la stabilité, en prenant pour cibles des pays et la cohésion des communautés, pour saper le développement

et la démocratie. Les efforts déployés aux niveaux national, régional et international pour lutter contre les organisations terroristes et faire échouer leurs plans ont permis de réaliser des progrès considérables. Néanmoins, les entités terroristes ont pu se regrouper et se repositionner, exploitant les conflits en cours et mettant en place des réseaux de contrebande dans certains foyers de tension. En conséquence, nous devons unir nos efforts et les activités de coordination au-delà de la simple coopération afin d'éliminer les causes du terrorisme, notamment en nous employant résolument à régler les crises et à respecter les embargos sur les armes conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et à fournir un appui adéquat aux pays qui sont à l'avant-garde de la lutte.

Nous tenons également à rappeler que la lutte contre le terrorisme exige de s'attaquer aux idéologies extrémistes et de protéger les communautés, en particulier les jeunes, de l'isolement social et de la vulnérabilité au recrutement extrémiste. La Tunisie a parcouru un long chemin dans la mise en œuvre de sa stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ce qui nous a permis d'engranger des succès significatifs en matière de sécurité dans la lutte contre ce phénomène dangereux, en déjouant les plans terroristes et en protégeant la démocratie, la sécurité et la stabilité.

Notre région arabe continue d'être le théâtre d'une instabilité sans précédent en raison des conflits et des tensions en cours, de la montée des menaces et des dangers actuels et de l'affaiblissement des capacités de certains pays de la région, qui sont autant de facteurs faisant obstacle au développement. Des événements aussi sérieux que les affrontements militaires en cours dans notre pays frère, la Libye, participent à l'aggravation des souffrances de la population fraternelle de ce pays et font peser une grave menace sur la sécurité et la stabilité, non seulement de la Libye, mais de l'ensemble de la région.

Compte tenu des liens historiques particuliers et profonds qui unissent les peuples frères de Tunisie et de Libye, de notre sens des responsabilités et de notre devoir envers ce pays, nous appelons une nouvelle fois nos frères et sœurs libyens à mettre fin immédiatement aux hostilités et aux opérations militaires et à revenir au processus de règlement politique sous l'égide des Nations unies. Dans le cadre de l'initiative initiée par notre regretté Président Béji Caïd Essebsi et en totale coordination avec l'Algérie, l'Égypte et la communauté internationale, la Tunisie réaffirme sa volonté de tout mettre en œuvre pour aider nos frères et sœurs libyens à surmonter la crise actuelle par la voie du dialogue, du consensus et dans le respect

des intérêts nationaux, en vue de parvenir à un règlement politique d'ensemble.

La question de Palestine non encore résolue demeure l'une des questions régionales et internationales les plus urgentes. Un règlement juste de la question de Palestine représente, selon nous, la principale voie menant au rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans la région.

À cette fin, la Tunisie a accueilli le 31 mars le trentième sommet ordinaire de la Ligue des États arabes, au cours duquel nous avons souligné l'importance centrale de la question de Palestine. Aujourd'hui, la Tunisie insiste à nouveau sur le fait qu'une solution juste et globale de la question, permettant au peuple palestinien frère de recouvrer sans délai ses droits légitimes et de créer son propre État indépendant, dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, sur la base du mandat convenu, des résolutions constitutives de la légitimité internationale, de l'Initiative de paix arabe et du principe de la solution à deux États, est absolument indispensable. La Tunisie appelle à nouveau la communauté internationale à assumer ses responsabilités, à garantir la protection du peuple palestinien et à préserver le statut juridique et historique de Jérusalem et des autres territoires palestiniens occupés.

La Tunisie appelle en outre à une intensification des efforts aux niveaux régional et international pour parvenir à un règlement politique à la crise en Syrie qui préserve la souveraineté et l'intégrité de ce pays frère, mette fin aux souffrances de son peuple et satisfasse ses aspirations à vivre dans la paix et la stabilité. À cet égard, la Tunisie se félicite de la création de la Commission constitutionnelle, qui laisse espérer la fin du conflit et le lancement d'un processus politique ouvert à tous, dirigé et contrôlé par la Syrie, en vue de parvenir au règlement tant attendu, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

Nous espérons également que la communauté internationale sera en mesure d'aider nos frères et sœurs du Yémen à parvenir à une solution politique qui préserve l'intégrité et la souveraineté de leur pays et mette fin à leurs souffrances, contribuant par là même au renforcement de la sécurité et de la stabilité dans le golfe Arabique.

En ce qui concerne la République fraternelle du Soudan, la Tunisie salue une fois encore l'accord conclu entre le Conseil militaire de transition et les Forces pour

la liberté et le changement concernant l'administration du pays pendant sa période de transition. La Tunisie souligne l'importance de cet accord, qui constitue un pas positif important dans cette dernière étape de l'histoire du Soudan, qui permettra de préserver la sécurité, la stabilité et l'intégrité territoriale du pays afin de répondre aux aspirations de son peuple à la démocratie, au développement et à la paix. Dans ce contexte, la Tunisie appelle à la levée des sanctions imposées à la République du Soudan, pour appuyer les efforts de ce pays frère dans sa transition vers la démocratie et assurer son développement économique et social.

La Tunisie s'apprête à siéger en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité à partir du 1^{er} janvier 2020 pour la période 2020-2021. C'est la quatrième fois dans notre histoire que nous siégerons au Conseil. Pour accomplir cette tâche importante, nous comptons sur l'aide et le soutien de tous nos amis et partenaires. En tant que nation pacifique, mon pays, dont on connaît l'attachement à la légitimité internationale, mettra l'accent sur la diplomatie préventive dans le règlement des différends par des moyens pacifiques et sur la promotion du rôle des femmes et des jeunes dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous entendons jouer notre rôle au Conseil de sécurité d'une manière constructive et responsable et contribuer activement aux efforts collectifs pour remplir le mandat du Conseil.

La Tunisie mettra tout en œuvre pour favoriser le dialogue, la confiance et le rapprochement et parvenir le plus rapidement possible à un règlement politique des différends et conflits en cours, en particulier dans les régions arabe et africaine, conformément aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et aux exigences de la légitimité internationale. En qualité de membre du Conseil de sécurité, mon pays s'efforcera d'obtenir un appui international accru aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, en veillant notamment à faire concorder leurs missions avec les objectifs visés et à agir avec succès dans les limites des moyens disponibles. Nous réitérons l'engagement de la Tunisie à renforcer sa participation aux opérations de maintien de la paix.

La Tunisie est déterminée à continuer d'œuvrer, en coopération et en coordination avec tous les pays frères et amis, à la réalisation des nobles objectifs de l'ONU dans le domaine humanitaire et à la consolidation des nobles idéaux universels énoncés dans la Charte.

La séance est levée à 16 h 15.